

# france forum

- *Personnalisme et fédéralisme*
- *Energie atomique  
et environnement*
- *Recherche  
et médicaments nouveaux*
- *Comprendre  
les nouveaux philosophes*
- *Portée et limites  
du "consensus"*
- *Pour la patrie et la liberté*
- *Arts, lettres, cinéma*

Bernard VOYENNE — Charles DELAMARE — Gilles STREICHENBERGER —  
François GAUTIER — Jacques NANTET — Philippe SENART — Yvan CHRIST —  
Jean-Marie DOMENACH — René PUCHEU — Henri BOURBON — D.A. KERGAL —  
Etienne BORNE — Marc BEIGBEDER —



# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

**Etienne Borne, Henri Bourbon**

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. : 544 75 50

Abonnement annuel ..... 60 F

Abonnement de soutien..... 100 F

## *Sommaire* *183-184*

Novembre-Décembre 1980

20 F

### DOSSIERS ET ETUDES

- PERSONNALISME ET FÉDÉRALISME**  
PAR BERNARD VOYENNE ..... p. 2
- LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PASSE  
PAR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE**  
PAR CHARLES DELAMARE ..... p. 13
- RECHERCHE ET MÉDICAMENTS NOUVEAUX**  
PAR LE Dr. GILLES STREICHENBERGER ..... p. 17
- PORTÉE ET LIMITES DU CONSENSUS**  
PAR FRANÇOIS GAUTIER ..... p. 23
- COMPRENDRE « LES NOUVEAUX PHILOSOPHES »**  
PAR ETIENNE BORNE ..... p. 29
- POLOGNE NOTRE**  
PAR MARC BEIGBEDER ..... p. 37
- ALERTE AU TERRORISME ET AU RACISME** ..... p. 38

### ARTS

- LA LITTÉRATURE RUSSE CHEZ LES SOVIETS**  
PAR JACQUES NANTET ..... p. 39
- LA VIE LITTÉRAIRE**  
PAR PHILIPPE SÉNART ..... p. 44
- UN RENVERSEMENT DES ALLIANCES  
OU RÉHABILITATION CONTRE RÉNOVATION**  
PAR YVAN CHRIST ..... p. 49
- KAGEMUSHA OU L'OMBRE DU GUERRIER**  
PAR HENRI BOURBON ..... p. 53

### NOTES DE LECTURE

- L'INFORMATION AUJOURD'HUI DE BERNARD VOYENNE**  
PAR RENÉ PUCHEU ..... p. 56
- SAVOIR S'INFORMER DE RENÉ PUCHEU**  
PAR JEAN-MARIE DOMENACH ..... p. 57
- LA RÉVOLUTION DU TEMPS CHOISI DU CLUB  
ECHANGES ET PROJETS**  
PAR JEAN-PIERRE ROUSSEAU ..... p. 58
- UN PAPE POUR QUOI FAIRE ? DE Mgr PAUL POUPARD**  
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 59
- AGIR EN POLITIQUE DE PAUL VALADIER**  
PAR BENOIT VERMANDER ..... p. 61
- POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION DU TRAVAIL  
DE CAMILLE GEORGES**  
PAR HENRI BOURBON ..... p. 63
- HISTOIRE D'UNE MIGRATION DE LUCIEN GUISSARD**  
PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGALE ..... p. 64

### PROPOS DU TEMPS

- POUR LA PATRIE ET LA LIBERTÉ**  
PAR ETIENNE BORNE ..... p. 66

# PERSONNALISME ET FÉDÉRALISME

par Bernard VOYENNE

*Nous présentons ci-après de larges extraits du chapitre VI du troisième et dernier tome de l'Histoire de l'idée fédéraliste dont l'auteur est notre collaborateur et ami Bernard Voyenne qui a publié, entre autres, en 1964, une "Histoire de l'idée européenne" (Ed. Payot). Les deux premiers tomes intitulés respectivement "Les Sources" et "Le fédéralisme de P.J. Proudhon" ont déjà paru. Le tome III consacré aux "Lignées proudhoniennes" sortira en décembre 1980. L'Histoire de l'idée fédéraliste est éditée aux Presses d'Europe, 17 rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris.*

**L**a première guerre mondiale submergea, sous un déluge de sang et de boue, toutes les illusions du XIX<sup>e</sup> siècle. Non, l'humanité occidentale n'allait pas vers un progrès infaillible et indéfini. Non, le parlementarisme et le suffrage populaire ne conduisaient pas fatalement à la paix. Non, l'internationalisme ouvrier n'avait pas suscité des solidarités plus fortes que celles de l'orgueil national. Non, le libéralisme économique n'engendrait pas de lui-même le meilleur des mondes. Devant des millions de morts, les gueules cassées, les familles brisées, les espérances saccagées, la thèse de l'accident de parcours était non seulement odieuse mais dérisoire. Quelques politiciens, de l'espèce dite généreuse, s'obstinaient encore à le prétendre et des auditoires avides d'être rassurés l'écoutaient, faute de mieux. On allait tout reconstruire comme avant, bien mieux qu'avant, en plaquant les immortels principes sur les vieux matériaux. Pourtant, les mêmes bavards parlaient aussi de réparations, d'expiation, quand ce n'était pas de vengeance ou de châtement. Aucun homme tant soit peu lucide, surtout quand il avait vu l'enfer de ses yeux, ne pouvait croire tout à fait à cet écœurant mélange d'irréalisme et de sentimentalité. Alors, avec une frénésie qu'alimentait l'effondrement des valeurs, le grand nombre tournait le dos à l'avenir, pour se saouler

de jouissances immédiates. Les fortunes faciles, l'alcoolisme mondain, les jeux de cadavres exquis, les pantoufles petites-bourgeoises et les défilés populaires comblaient — si l'on peut dire — des énergies démobilisées. L'Europe, pressée de vivre, dansait le fox-trott sur les pierres de ses tombeaux.

Proudhon avait prédit à l'Europe « *un purgatoire de mille ans* », si elle ne parvenait pas à se fédérer, c'est-à-dire à rejeter définitivement la tentation du Pouvoir absolu. Et pourtant les Etats débonnaires du XIX<sup>e</sup> siècle maintenus en équilibre par les traités de 1815, ne paraissaient pas tellement redoutables. Mais le ver était dans le fruit. Maintenant il fallait être aveugle pour ne pas discerner la capacité explosive des souverainetés en compétition. Ces Empires s'affrontaient non pour savoir qui serait le plus fort mais parce que chacun prétendait être unique. Déjà la guerre de 1870 avait fait l'unité allemande et confirmé celle de l'Italie sur le modèle de la française. Il n'est pas jusqu'à la libérale Angleterre et à la composite Autriche-Hongrie qui ne fussent atteintes par le virus impérialiste. Le conflit le plus meurtrier de tous les temps en était résulté. A la fois le plus logique et le plus absurde, puisque nul ne pouvait l'éviter sans que personne ne l'ait voulu. Et ce n'était pas fini. Derrière les

murs en ruines se profilait des ombres infiniment plus redoutables que les précédentes. La crise de la civilisation occidentale parvenait à son paroxysme.

Les jeunes hommes de ce temps-là, sans toujours percevoir ce qui les accablait, cherchaient avec rage une issue. Qui aurait pu la leur montrer ? Proudhon n'était plus lu. Le mouvement ouvrier avait échoué dans ses aspirations libertaires, n'ayant d'alternative qu'entre l'impuissance et la caporalisation. Les régionalismes vivotaient chichement. Les tentatives des juristes pour fonder la paix sur le droit avaient avorté. Ceux qui eurent vingt ans dans les années 30 de ce siècle ne pouvaient compter que sur eux-mêmes.

### LES NON-CONFORMISTES DES ANNÉES 30

Ils sont venus d'un peu partout. Les uns du communisme où ils n'ont fait que passer, comprenant avant bien d'autres qu'ils allaient y perdre leur âme. Les autres (ou les mêmes) de dada ou du surréalisme, fuites pour échapper par le rêve à une implacable réalité. Certains ont fait un bout de chemin avec Maurras : ce sont, au départ, les plus assurés dans leur démarche. Il y a des chrétiens, déjà en recherche d'œcuménisme, des agnostiques et des athées. Quelques-uns issus du socialisme révolutionnaire et plusieurs que la séduction du fascisme ne laisse pas indifférents. La plupart échappent à tout classement se définissant surtout par leurs refus. Ils vomissent la comédie parlementaire, sont scandalisés par les désordres du capitalisme prétendu libéral, ne peuvent supporter une société où tout le monde triche. Quand bien même ces dénominateurs communs existent avec d'autres jeunesse en révolte, une répulsion instinctive les détourne des solutions totalitaires. Beaucoup ne sauraient pas dire exactement pourquoi, puisqu'ils ne sont ni démocrates (au sens banal), ni bien-pensants, encore moins modérés. C'est précisément ce qu'ils vont chercher et ce qui les rapproche : comment faire la vraie révolution, en tirant la leçon de celles qui ont échoué ?

Ces « non-conformistes des années 30 » (1) qui ont marqué l'histoire des idées plus que l'histoire tout court, sont au début peu nombreux. Leurs petits groupes se sont rassemblés, ou divisés, à l'occasion des querelles de l'époque, avant que le deuxième conflit mondial ne les disperse. Leur problématique n'en reste pas moins très actuelle. Parce que cette époque est le creuset de la nôtre mais aussi en raison de l'originalité des analyses faites et des solutions proposées. En un temps où la pensée officielle s'est révélée particulièrement stérile, c'est là que sont nés la plupart des thèmes qui n'ont pas cessé de nous hanter. En particulier, tout le courant fédéraliste contemporain y trouve sa source. Nous étudierons donc l'époque sous cet angle. Qui d'ailleurs enferme l'essentiel.

Un maître-mot a été lancé alors : celui de *personnalisme*. Sans doute tous les mouvements ne l'utilisent pas également. Certains même très peu ou pas du tout. Du

moins est-il commun aux deux plus importants, *L'Ordre Nouveau* et *Esprit*, qui en ont fait un signe de ralliement. Plus largement, il résume l'ensemble des préoccupations qui cherchaient à s'exprimer. Avec le recul on peut s'étonner de ce choix. Emprunté au vocabulaire philosophique, plus précisément à celui de Renouvier (dont ne se réclamaient pas spécialement ceux qui ont fait ce choix), le vocable a quelque chose de rébarbatif surtout pour qui voulait déboucher très vite sur une action concrète. Plus tard, Emmanuel Mounier, associé plus que quiconque à la fortune du personnalisme, s'irritera quelque peu du sort fait au mot, en laissant entendre que l'on aurait pu en choisir un autre et qu'il s'agit, tout au plus d'un « *terme commode* ». Ce qui lui importait avant tout était de se situer dans une tradition spirituelle, plutôt que d'arborer une étiquette discriminante, un « isme » de plus : « ... ce qu'on appelle aujourd'hui personnalisme n'est rien moins qu'une nouveauté. L'univers de la personne, c'est l'univers de l'homme. Il serait étonnant que l'on eût attendu le XX<sup>e</sup> siècle pour l'explorer, fût-ce sous d'autres noms » (2). Cela ne signifie pas qu'il soit sans intérêt de se pencher sur l'origine de cette renaissance.

Pour autant que nous le sachions le mot apparaît pour la première fois, sous l'acception évoquée ici, dans le « Manifeste de l'Ordre nouveau » rédigé à la fin de 1930 et publié au début de 1931 par Alexandre Marc et quelques amis dont René Dupuis, Gabriel Rey, Denis de Rougemont. La revue de ce nom n'existe pas encore — elle ne paraîtra qu'en avril 1933, après la sortie d'*Esprit* — et le mouvement qui commence alors n'est qu'un modeste cercle d'études religieuses, philosophiques et sociales. Le manifeste en question se présente comme émanant d'« un groupe d'esprits non conformistes et révolutionnaires » qui refuse de considérer la crise de l'époque comme sans solution et comme fatal le glissement « *de la stupide guerre économique à la stupide guerre nationale* ». Le mot de révolution dont l'emploi « a tellement été galvaudé doit s'entendre dans un sens essentiellement psychologique et moral comme « *un changement global de plan* » rétablissant une hiérarchie des valeurs fondée sur la primauté de la personne humaine créatrice. C'est seulement à partir de cette exigence, et en fonction de cette fin, que pourront être définis les institutions bouleversant l'ordre ancien de la société, sans aboutir à de nouvelles oppressions. On voit bien la préoccupation qui a conduit à adopter — en le re-forgeant plus qu'en l'empruntant — le terme de « personnalisme », d'abord écrit entre guillemets : il s'agit d'affirmer la valeur suprême de l'homme tout en rejetant « *l'individualisme abstrait des libéraux* ». Le texte dont nous parlons repose en effet sur la dénonciation de cet individualisme qui, méconnaissant les véritables dimensions humaines, a écrasé les individus isolés sous le poids des choses puis, par une évolution inexorable, a abouti au culte de l'Etat comme principe de toute action et, donc, seule personne réelle.

Sur ces idées, il y a d'emblée un accord entre ceux qui rejettent également la domination capitaliste et les tyrannies symétriques du fascisme ou du communisme. Mais,

s'agissant du personnalisme comme terme de référence, le succès n'a pas été immédiat. Dans leur premier livre, *Décadence de la Nation française*, publié en 1932, Arnaud Dandieu et Robert Aron emploient encore le mot « individu ». Marc, qui les a rencontrés à l'époque du manifeste Ordre nouveau, les amène tout de suite au mouvement naissant. D'emblée Dandieu en deviendra — jusqu'à sa mort prématurée pendant l'été 1933 — le principal inspirateur. Dans *La Révolution nécessaire*, qui est pourtant l'un des ouvrages-clés du personnalisme, le concept est introduit en note dans un commentaire sur Bakounine et toujours à partir du mot individu : « *Nous dirions plutôt la " personne " par opposition à l'individu abstrait du libéralisme* ». Il n'en est pas moins évident que tout le livre, fondé sur l'opposition entre l'anarchisme foncier de l'homme et les crispations pseudo-révolutionnaires, affirme que la transcendance humaine est le fondement de la seule révolution digne de ce nom : « *L'homme qu'il s'agit de retrouver, n'a rien de commun avec ces créatures théoriques et partielles, dont l'on croit suffisamment assurer l'existence en les dotant, selon le cas, du bulletin de vote, de la carte de chômage ou du droit inconditionné de consommer ou de produire à leur gré. L'homme n'est aucune de ces créatures secondes dont le politicien ou l'économiste passent leur temps à affirmer, à nier, à réduire ou à augmenter les droits ou, comme l'on dit, les libertés. (...) L'émancipation et l'expansion totale de la personnalité sont à la fois le ressort et la cause du progrès de toute vie humaine, collective ou individuelle : par elles l'homme, dans ses rapports sociaux ou dans ses débats intérieurs, se caractérise et s'affirme* ». Ne s'agit-il pas, en somme, de « l'humanisme intégral » dont Jacques Maritain, en ces mêmes années où il passe de l'Action française à une démocratie d'inspiration thomiste, se fait le très ferme défenseur ? Mais le mot d'humanisme est, lui aussi, devenu galvaudé.

Quant à Emmanuel Mounier, jeune agrégé de philosophie plus proche alors du spiritualisme bergsonien transmis par son maître Jacques Chevalier que de la scolastique, c'est un catholique militant et mystique de la lignée de Péguy, auquel est consacré son premier livre. Il est, certes, déjà personnaliste de pensée mais pas encore d'étiquette lorsqu'il prend la direction d'*Esprit* en 1932. Depuis le mois de décembre 1930, sur l'instigation de Georges Izard, Mounier pensait à créer une revue. Ce sera, dans le premier projet une publication essentiellement spéculative, placée sous le patronage de Maritain et presque d'Eglise. Non pas, sans doute, d'une manière strictement confessionnelle mais en tant que carrefour où se reconstruiront, pour converger vers les positions de la *philosophia perennis*, tous ceux qui voient dans le matérialisme la cause première de la crise. L'entreprise est ambitieuse puisqu'il doit s'agir d'une « revue internationale » : elle a demandé près de deux années pour être mise sur pied. Quand enfin paraît le prospectus de lancement, en février 1932, il n'est pas question — explicitement du moins — de personnalisme, et pas davantage en octobre suivant dans le premier numéro intitulé superbement « Refaire la Renaissance ». On y parle d'un spirituel

enfin rétabli dans une plénitude qui n'a rien de commun avec la fade hypocrisie des spiritualismes. On y dissocie avec intransigeance cette violence de l'esprit de ses caricatures bourgeoises, voire (avec prudence) cléricales. On se réclame, bien sûr, d'une « personne humaine » qui, loin de s'enfermer dans une carapace individuelle, ne peut s'épanouir que dans la communauté, c'est-à-dire dans la communion avec les autres. Mais le mot-drapeau n'est pas encore là. Selon toute vraisemblance c'est Alexandre Marc, secrétaire de rédaction d'*Esprit* pendant les premiers numéros qui l'a introduit. Préoccupé jusqu'à la manie de susciter des convergences, Marc a provoqué une rencontre entre Dandieu et Mounier malgré, semble-t-il, leurs réticences réciproques. Nous savons par une lettre de Mounier que cet entretien a eu lieu le 18 Octobre 1932, au lendemain de la sortie de la revue. Voici son commentaire « *Nous passons à mon article. Il le trouve excellent jusque vers la fin. Il résiste à tout ce que je dis du don de soi, de la distance et de l'extériorité. Ici, il devient intéressant. Son personnalisme que tous les autres récitent, est une affirmation fondamentale de la puissance de création de la personne humaine nietzschéenne en un sens, il l'admet* ». Significative est ici la distance que le jeune fondateur d'*Esprit* manifeste à l'égard d'un personnalisme déjà couramment affirmé par le groupe O.N. dont le vocabulaire dogmatique manifestement l'agace. Notons le fait qu'il écrive le mot en italiques, pour lui conférer une connotation insolite, en tout cas montrer qu'il ne le prend pas entièrement à son compte. De fait ce n'est pas avant l'article « Révolution personnaliste », de décembre 1934, que Mounier se ralliera définitivement à cette terminologie jusqu'à en devenir, au regard de la postérité, l'inventeur et même le principal représentant. Pourtant, nous avons vu qu'au moment de sa plus grande audience, aussitôt après la Libération, le directeur d'*Esprit* prendra ses distances à l'égard de ce qui lui apparaissait comme une facilité verbale. Déjà, en juin 1936, dans un rapport à Mgr Courbe destiné à l'ensemble de l'épiscopat, il parlait des « *diverses tendances qui se sont groupées à Esprit sous le nom plus ou moins confus de " personnalisme "* ».

A *L'Ordre Nouveau*, qui a sa revue depuis avril 1933, on ne craint pas les néologismes et même l'on s'en approprie volontiers la définition. Le groupe est, presque agressivement, personnaliste depuis sa création, en imposant volontiers à la notion de personne cette dureté impérieuse qui avait frappé Mounier. Une double référence à la fois nietzschéenne et augustinienne n'y est pas étrangère. En 1934, Denis de Rougemont, protestant barthien, réunit un ensemble d'articles et de conférences sous le titre *Politique de la Personne*, où le primat de la personne humaine sur toute organisation sociale apparaît beaucoup plus que la dimension politique, réduite à un « pessimisme actif » : « *La personne, au contraire de l'individu perdu dans l'Histoire, vit d'instant en instant, d'une tâche à une autre, d'un acte à un autre acte, toujours imprévisible, toujours aventureux. Elle vit dans le risque et dans la décision, au lieu que l'homme des masses vit dans l'attente, la révolte et l'impuissance* ». On

n'est pas loin de la tradition bakouninienne qui retiendra aussi Mounier, à la fois pour s'y référer — non sans prudence — et pour s'en distinguer. Néanmoins, explicite ou indirecte, la conception chrétienne de l'homme ordonné non pas à lui-même mais au « prochain » corrige ce qu'il aurait pu y avoir d'orgueil solitaire dans une exaltation de sa singularité irréductible. Contrairement à l'« unique » de Stirner, la personne n'existe que dans sa relation avec l'autre, elle appelle spontanément la communauté et ne peut exister sans elle. Ce n'est pas parce que l'homme est social qu'il est homme mais c'est parce qu'il est homme qu'il est social : le thème est constant dans *La Révolution nécessaire*, d'Aron et Dandieu — révolution dont l'objectif premier est de supprimer la condition du prolétaire, cet être exclusivement social — et aussi, bien entendu, chez Mounier qui parlera toujours de « *révolution personaliste et communautaire* ».

L'originalité du mouvement personaliste est dans cette double affirmation. Il rejette avec violence la tradition bourgeoise et ses valeurs « spirituelles », parce qu'elles font de l'homme une monade sans âme qui ne peut qu'écraser son semblable pour s'affirmer elle-même. Mais il refuse également toute fusion dans un communisme ou un grégorisme qui, prétendant libérer les hommes de leur aliénation par les seules vertus du collectif, les réduiraient à n'être qu'un numéro matricule. Dans la vieille division, de plus en plus adéquate et trompeuse, entre une gauche et une droite au fond dominées par le même matérialisme, les différentes tendances du personalisme sont également éloignées des deux camps et, en même temps, prétendent sauver ce qu'il y a d'authentique en chacun. L'esprit, oui bien sûr, à la condition qu'il ne soit pas un alibi au maintien du « *désordre établi* ». La révolution certainement mais non l'émeute, encore moins la mise au pas autoritaire. Ce qu'il faut, c'est une mutation de la pensée avant même une refonte des structures : révolution-conversion qui, selon Péguy, « *sera morale ou ne sera pas* ». De la gauche libertaire, syndicaliste et auto-gestionnaire, le personalisme reprend la critique de l'imposture parlementaire et celle du laisser-faire économique. Avec la droite — du moins une certaine droite anti-jacobine, attachée aux libertés fondamentales — il partage l'attachement aux traditions antérieures à la centralisation administrative, le respect de tout ce qui traduit « *la force de l'enracinement : famille, région, métier, nation* » (3). Synthèse que beaucoup jugeront hybride et qui exposera parfois ces non-conformistes aux coups venus des deux côtés, peut-être aussi à des tentations ambiguës. En tout cas refus de s'enliser dans les sentiers de la politique politicienne, recherche souvent provocante d'une voie libératrice, besoin lucide de ne rien rejeter de la spécificité humaine : ni l'insurrection, ni l'incarnation. Il reste cependant à faire prendre forme à ces intuitions en leur donnant un contenu institutionnel. Notamment, en répondant à la question cruciale de tout personalisme : comment faire que l'inévitable contrainte de l'organisation sociale ne devienne pas, en même temps, pouvoir de l'homme sur l'homme ?

*« Nous ne sommes pas un parti. Nous proposons plus même que le pouvoir, plus même que la réussite : un nouveau Destin »*

## LA FILIATION PÉGUY-PROUDHON

Problème aussi ancien que l'émergence de la liberté et qui suppose une définition paradoxale du pouvoir, puisqu'il lui faut être à la fois efficace et non-coercitif. La réponse ne peut découler que de l'analyse de la liberté elle-même, comprise non comme une revendication strictement individuelle mais comme une libération de chacun par tous et de tous par chacun. Elle implique, par conséquent, à la fois une personnalisation et une division du pouvoir, celui-ci cessant d'être une entité distincte des hommes pour devenir un instrument à leur service. Discipline librement consentie, dans l'intérêt individuel aussi bien que général, en même temps que capacité à agir sur le monde, un tel pouvoir (avec minuscule) ne s'imposera plus de l'extérieur. Bien au contraire, il résulte à la fois d'une humble soumission à la réalité et d'une volonté de surmonter les déterminismes. Alliance de forces et non point soumission à une force : autrement dit, une fédération.

Entre le personnalisme et le fédéralisme, il y a une adéquation de nature. Aucune forme d'organisation n'est en effet compatible avec l'autonomie de la personne, sinon celle qui fait de cette autonomie à la fois le but et le moyen de la vie en société. L'idée fédéraliste requiert et garantit en même temps la liberté personnelle, sans que celle-ci soit un obstacle à l'intégration communautaire. Le personnalisme chrétien avait, dès l'époque médiévale, formulé le « principe de subsidiarité » qui proportionne la nature de moyens à l'importance des fonctions. Après les siècles au cours desquels le christianisme romain avait repris à son compte la conception impériale — qui aurait dû lui être la plus étrangère — le pape Pie XI venait d'opposer cette exigence de décentralisation au monisme des Etats totalitaires.

Nous retrouvons ici Proudhon. Personnaliste, il le fut assurément, quand bien même la distinction entre « individu » et « personne » n'appartient pas à son vocabulaire ou, si l'on préfère pour cette raison même. Contentons-nous de rappeler, parmi bien d'autres textes, la définition qu'il donnait de la Révolution: « *L'idée capitale, décisive, de cette Révolution, n'est-elle pas, en effet: PLUS D'AUTORITÉ, ni dans l'Eglise, ni dans l'Etat, ni dans la terre, ni dans l'argent? Or, plus d'autorité, cela veut dire ce qu'on n'a jamais vu, ce qu'on n'a jamais compris, accord de l'intérêt de chacun avec l'intérêt de tous, identité de la souveraineté collective et de la souveraineté individuelle* ». Ce personnalisme radical implique un fédéralisme qui le soit tout autant, et l'évolution de la pensée de Proudhon l'avait bien démontré.

Avant d'étudier plus avant les liens entre le personnalisme des années 30 et le fédéralisme, on doit donc se poser la question: que doit ce mouvement à Proudhon et aux filiations proudhoniennes? La réponse ne peut être formulée en termes simples, parce qu'il s'agit ni d'une résurgence, ni non plus d'un courant tout à fait distinct. D'un point de vue strictement philosophique, le personnalisme a d'autres origines, elles-mêmes complexes et encore insuffisamment élucidées. Nous citerons en vrac, et sans nous appesantir, Saint-Augustin, Pascal, Maine de Biran, Kierkegaard, ainsi que d'autres penseurs plus immédiatement contemporains, souvent allemands comme Scheler — auquel se réfère Mounier —, Jaspers (*La Situation spirituelle de notre époque*) et Buber, cités par Alexandre Marc. Sans oublier Nicolas Berdiaeff, Gabriel Marcel — le *Journal métaphysique* est de 1927 — et la théologie de Karl Barth, déjà mentionnée à propos de Denis de Rougemont. En première approximation, on est avec Proudhon dans un tout autre voisinage. Mounier ne paraît pas l'avoir fréquenté avant la préparation de son article sur l'anarchie, encore est-ce alors de manière assez superficielle. Quant à Marc, qui deviendra sans conteste le plus proudhonien de tous, nous tenons de sa bouche qu'il n'en avait pratiquement rien lu avant les années 43-44, pour la préparation de ses morceaux choisis. Faut-il en conclure que la rencontre avec l'auteur du *Principe fédératif* serait marginale et tardive? Ce ne serait pas non plus exact, même si l'on

doit reconnaître que cette influence est en partie indirecte.

D'abord il y eut Péguy, dont les rapports avec l'œuvre proudhonienne demeurent encore mystérieux mais dont nous tenons pour certain que, d'une manière ou d'une autre, sa formation socialiste a baigné dans ce climat. Et Péguy c'est le maître de cette génération, dont plusieurs — Mounier, Daniel-Rops, Marc — ont écrit sur lui le premier, ou l'un de leurs premiers livres. Selon des canaux diffus mais prégnants, c'est par Péguy qu'a passé beaucoup plus que la lettre des textes: un esprit qui est à tant d'égards celui d'un véritable Proudhon *redivivus*. En outre, on ne saurait trop minimiser le rayonnement, dans des cercles restreints mais attentifs, de la thèse de Georges Gurvitch: *L'Idée du Droit social*, parue l'année même de la fondation d'*Esprit*, qui a révélé à beaucoup un Proudhon compris en profondeur et remarquablement actualisé. Sans doute aussi la tradition orale de plusieurs aînés, qui apportèrent leur patronage et souvent leur coopération à l'un ou l'autre des mouvements, doit-elle être prise en compte: un Hubert Lagardelle à Plans et à *L'Homme réel*, ailleurs un Edouard Berth ou un Maxime Leroy. Il n'est pas non plus sans intérêt de voir un petit groupe de la jeune droite — les « Chevaliers de Saint-Michel », animés par Jean de Fabrègue — se référer à Henri Lagrange, le fondateur des « Cercles Proudhon » en 1914, de même qu'à Henri du Roure qui joua un rôle important dans le premier « Sillon ». Enfin — et ce fait est lié plus directement au courant que nous étudions — il faut savoir qu'Arnaud Dandieu, dont la tradition familiale se rattachait au socialisme français, s'intéressait au moins autant à Proudhon qu'à Marx. Mais que n'avait-il pas lu?

Dès son premier numéro *Ordre Nouveau* inaugure avec une citation tirée de *L'Idée générale de la Révolution* les « Textes de doctrine et d'action » qui figureront régulièrement sur l'une des pages de couverture de la revue. On en retrouvera d'autres, empruntés au même auteur, par la suite. Néanmoins, les références à Proudhon restent, au total, peu fréquentes et nous tenons d'Alexandre Marc lui-même que — mis à part Dandieu, mort avant la parution du n° 1 — personne dans l'équipe ne l'avait réellement lu. On sent même percer un désir juvénile de n'avoir pas de prédécesseurs, et à peine des inspireurs, dans cette déclaration qui en dit tout de même beaucoup: « *Sans nous rattacher le moins du monde à Proudhon, nous nous sentons spontanément proches de lui, de même que nous sommes proches de Sorel ou de Péguy sans être de leurs disciples*. Il n'empêche que, précédemment, après une citation du *Manuel du Spéculateur à la Bourse* faite très probablement d'après Gurvitch, Marc avait salué la « *lucidité prophétique* de celui qu'il considère comme l'inventeur d'une conception révolutionnaire du droit. Même ambivalence déjà, à la fois sympathique, et hâtive, à *Esprit* où Georges Duveau est favorable, tandis qu'Yves Simon prend une distance cependant admirative: « *En aucune manière, Proudhon ne peut être pris pour maître, il n'y a chez lui*



aucune théorie qui soit pure (...). Mais c'est un observateur étonnant de la vie sociale. Sous la plume de Mounier les références sont rares, allusives, mais plutôt favorables. Il est manifeste que l'auteur de la *Justice* n'a fait en aucune manière partie de sa première formation et qu'il l'a seulement découvert, parmi bien d'autres, lors de la préparation du numéro d'*Esprit* sur l'anarchisme. Toutefois, dès 1934, il avait répondu à Marcel Moré qui lui proposait un article sur Marx : « Ici nous sommes proudhoniens (4). Peut-être pensait-il à André Déléage, l'un des co-fondateurs de la revue, lequel se réclamait du socialisme révolutionnaire en se qualifiant de « péguyste et proudhonien ». Mais Mounier n'était pas homme à rechercher des prétextes pour refuser un texte qui ne lui convenait pas. Retenons-en, comme pour *L'Ordre Nouveau*, plutôt une connivence intuitive avec Proudhon, un attachement pour le courant qu'il symbolisait et une attirance vers l'homme, qu'une référence vraiment informée. Seul, dans la première équipe d'*Esprit*, Jean Lacroix manifeste une solide connaissance d'une partie au moins de l'œuvre proudhonienne, en même temps qu'une dette reconnue puisqu'il en fait l'aboutissement d'un « itinéraire spirituel » commencé avec le décapage d'Alain, et affermi dans le réalisme mystique de Péguy. Encore l'évolution ultérieure de ce philosophe chrétien implique-t-elle une assez forte dérive par rapport à ce cheminement.

Les sources identifiables du personnalisme sont essentiellement philosophiques, voire théologiques. Elles remontent à Pascal, relais lui-même de Saint-Augustin, par Malebranche, Bergson, Maritain, pour Mounier ; le premier courant existentialiste de Martin Buber, Max Scheler, Nicolas Berdiaeff, Gabriel Marcel, en ce qui concerne *L'Ordre nouveau*. Sans oublier Nietzsche, dont l'attraction-répulsion est capitale, quoiqu'elle ne soit pas toujours affichée et s'exerce à des moments et selon des manières différentes chez les uns ou les autres. Ils sont partis de la révolte contre les idéologies qui broient l'homme, qu'elles soient de droite ou de gauche, et les réponses dérisoires que leur fait un spiritualisme à bout de souffle. Mais, contrairement aux surréalistes qu'ils côtoient, ou ont parfois accompagnés, leur désespoir est actif et non pas suicidaire. Le thème de « l'engagement » est celui de l'époque et ceux-là même qui formulent sur le monde qui les entoure — et le monde en général — les interrogations les plus fondamentales, sont bien décidés à le changer. S'ils ne se réclament que peu, ou pas du tout, de Proudhon au départ, c'est bien la même recherche à la fois de la liberté et de l'ordre qui inspire leur démarche. L'idée fédéraliste répond à leurs aspirations. Encore faut-il qu'elle soit, comme toutes celles qu'un lent déclin a usées, rajeunie, décapée, confrontée avec les exigences formidables du siècle.

## LES DEBUTS D'ORDRE NOUVEAU ET D'ESPRIT

Quelques mois après le « Manifeste de l'Ordre nouveau », Alexandre Marc — dont l'activité a toujours été fertile en textes de ce genre — en rédige un autre avec son

ami René Dupuis. C'est le « Manifeste du Front unique de la jeunesse européenne » (1931), première ébauche des thèmes que leur livre *Jeune Europe* développera deux ans plus tard sous forme d'un reportage, ou plutôt d'une confrontation des idées avec les faits. Pour la première fois dans ces groupes qui se cherchent encore, il est fait appel à un « fédéralisme européen réel » (par opposition aux chimères briandistes) qui devra « établir un système économique organisé éliminant l'injustice sociale », afin de « sauver l'esprit ». L'année suivante, en 1932, alors que « *L'Ordre Nouveau* » s'est déjà constitué en cercle d'études — bien qu'il n'ait pas encore d'organe propre — Denis de Rougemont obtient de la prestigieuse *Nouvelle Revue française* où il a ses entrées, la publication d'un numéro sur les aspirations de la jeunesse intitulé « Cahier de revendications » dont il rédige l'introduction et la conclusion. Derrière une allusion transparente aux prodromes de 1789, c'est un panorama des divers mouvements et revues d'inspiration non-conformiste dans lequel « *Ordre Nouveau* », grâce à l'emploi de pseudonymes divers, s'est taillé la part du lion. Alexandre Marc utilise plusieurs de ces noms d'emprunt pour exposer les propositions sociales et économiques élaborées par le groupe et dont il est en grande partie l'inspirateur. Sous le sien propre, et encore une fois avec la collaboration de René Dupuis, il contribue à ce numéro par un article sur l'organisation internationale intitulé : « De la patrie au fédéralisme révolutionnaire » (5). Le mot est lancé mais ses aspects « interne » et « externe », sociaux et politiques, ne sont pas encore associés.

Peu de temps après ces textes, tout en continuant à animer le groupe *Ordre Nouveau*, Alexandre Marc participe à la fondation d'*Esprit* dont il est même jusqu'à ce que Mounier ait démissionné de l'enseignement, le seul élément permanent. Dans le premier numéro de la revue sa signature n'apparaît pas. Mais, au numéro 2, il donne sous la rubrique « L'Homme dans la cité » un article — toujours rédigé avec René Dupuis — qui porte presque le même titre que celui de la N.R.F. et développe des idées identiques : « Le Fédéralisme révolutionnaire ». Le double échec du nationalisme autarcique et de l'internationalisme invertébré y est dénoncé avec vigueur : pour sortir de cette mortelle frénésie, il faut, disent les auteurs, assumer à la fois « *l'universalisme de la Révolution et le réalisme de la patrie* », ce que seule peut faire une organisation fédéraliste. A la base, l'autonomie des collectivités locales — appelées ici indistinctement « régions » empêchera toute dérive vers une unité dictatoriale, comme cela s'est produit aussi bien avec les Jacobins que sous Lénine, puis Staline : « *L'autonomie de la région doit être développée jusqu'à sa limite extrême (...). Dans la mesure où elle ne paralyse point l'élan révolutionnaire, la région doit jouir d'une indépendance absolue* ». Ce dernier adjectif est d'ailleurs impropre puisque sont dénoncées aussitôt les pesanteurs de l'esprit de clocher qui risque toujours de dégénérer en un particularisme conservateur. Le but suprême de la révolution ce n'est pas la communauté, si nécessaire soit-elle, mais la personne qui est par essence universaliste. Apparaît alors le

thème de l'architecture indispensable entre la primauté des hommes dans l'organisation politique et les transformations de l'économie sans lesquelles les personnes seraient infailliblement broyées par les structures. Plus de la moitié de l'article est consacrée à cette liaison intrinsèque qui caractérise le fédéralisme pris dans son acception la plus générale et lui confère précisément sa dimension révolutionnaire. Dès ce moment, l'essentiel de la doctrine est affirmé et elle ne fera plus que rechercher son approfondissement et les multiples modalités de ses applications concrètes.

Si bien que lorsque paraîtra la revue de l'*Ordre Nouveau*, elle sera d'emblée en mesure d'avancer un ensemble de propositions déjà fortement organisées autour de l'idée fédéraliste. Dès le deuxième numéro, en couverture et sous le titre « Premiers principes : Du fédéralisme » un texte court, mais manifestement élaboré avec soin, fixe les lignes directrices d'une organisation économico-territoriale s'appliquant à l'ordre interne.

Par la suite ces thèmes seront précisés et développés tant en ce qui concerne cet ordre interne que les aspects internationaux, encore que la distinction n'ait pas de signification profonde dans une perspective qui récuse à priori le cadre de l'Etat-Nation. L'idée fédéraliste est indiscutablement l'axe de la pensée « Ordre Nouveau » et le mot, ainsi que ses dérivés reviennent régulièrement. Pas aussi souvent, semble-t-il, que ne le demanderait un contexte où ils auraient dû être employés pour ainsi dire à chaque ligne. Ce qui laisse supposer quelques divergences à ce sujet dans l'équipe, non pas sur le fond mais sur la terminologie. Les motifs en apparaissent dans un texte d'Alexandre Marc, qui est pourtant celui qui utilise le plus volontiers le mot, qui a le plus fait pour en développer les implications économiques et qui emploie même déjà à l'occasion l'expression « fédéralisme intégral ». Or, il est amené, sinon à s'excuser de cette référence au fédéralisme, du moins à s'expliquer, comme pour répondre à certaines objections. Voici, en effet, comment il commence son article dans son numéro essentiellement consacré au sujet et certainement préparé par lui : *Le Fédéralisme : un mot comme un autre, grevé de malentendus innombrables, souillé par des bouches impures*. Qu'est-ce à dire ? Sans nul doute que le terme proudhonien par excellence paraissait alors annexé par la droite régionaliste et même, carrément, par le nationalisme de *L'Action française*. Cette contamination n'est pas due au hasard, nous avons eu l'occasion de le montrer, puisqu'elle traduit une commune opposition au jacobinisme comme à tout ce qui lui ressemble. Mais, bien que *L'Ordre Nouveau* ait, le premier, avancé la formule provocatrice « Ni droite, ni gauche », il fallait bien tenir compte des équivoques possibles, voire des réactions épidermiques. Les mots ne signifient pas seulement ce qu'ils disent mais tout ce qui résulte de leur histoire et de leur environnement.

Cette réticence est encore plus nette à *Esprit*, où Emmanuel Mounier l'exprime carrément dans un com-

mentaire, pourtant favorable, à l'interrogation de Proudhon : « On ne sait plus en France ce que signifie le mot « fédération ». Voici en effet comment il poursuit : « *Que dirait-il aujourd'hui ? L'idée paraît anachronique, un peu farfelue, au surplus réactionnaire : l'idée avec laquelle le peuple français a fait la commune au Moyen Age, la révolution en 1789, la dernière commune en 1871, les mêmes qui défilent au mur des Fédérés la déclarent hérétique parce qu'il a plu à M. Maurras de puiser quelque jour dans cette vieille tradition française* ». La revue qui condamne cet amalgame ne va pas jusqu'à l'affronter. Elle emploie rarement le vocabulaire fédéraliste, préférant les expressions « *démocratie organique* », « *pluralisme* » ou d'autres encore. Et, quand elle le fait, c'est généralement dans une acception conventionnelle, liée à l'édification d'une société internationale. Ainsi, dans le « Programme de Font-Romeu », qui donnera naissance au mouvement, est-il fait état d'une « *fédération mondiale* » appelée à « *assurer la paix entre les Etats et, plus encore, à organiser un échange des valeurs morales qu'ils représentent* ». Il est aussi question, dans le même texte d'une « *communauté morale* » par laquelle s'élargira peut-être un jour la notion de patrie. Il faut bien convenir qu'à cette époque surtout, mais aussi par la suite, *Esprit* répugne assez généralement à décrire des structures précises, préférant mener une réflexion de caractère philosophico-moral sur les différentes modalités de la vie personnelle et sociale : famille, éducation, culture, technique, travail, etc... Néanmoins une direction expressément fédéraliste n'y est pas absente, surtout à partir de 1936 quand Mounier et ses amis furent conduits à répondre plus clairement à ceux qui leur reprochaient de planer au niveau des grands principes. « *La démocratie personnaliste*, explique alors Mounier, *est un régime pour petites nations. Les grandes nations ne peuvent la réaliser qu'en dissociant le pouvoir afin d'arrêter les pouvoirs les uns par les autres* ». Un peu plus loin, il précise, en employant pour la première fois — sauf erreur — l'adjectif « fédéraliste » qu'il évitait jusque là, mais non sans feindre encore quelques précautions : « *La cité pluraliste se constituera au sommet sur un ensemble de pouvoirs autonomes : pouvoir économique, pouvoir judiciaire, pouvoir éducatif, etc. Dans ce morcellement vertical devra jouer une articulation horizontale d'inspiration fédéraliste* ». Expression plutôt embarrassée dont il semble ressortir que la division des pouvoirs ne ressortit pas au fédéralisme, ce terme étant réservé dans l'esprit de l'auteur à leur association, pourvu qu'elle se fasse d'une manière non contraignante.

C'est d'ailleurs dans la confrontation qu'il fait de sa pensée avec la tradition anarchiste en général et Proudhon particulièrement que l'on discerne le plus clairement les assentiments de Mounier, mais aussi ses réserves à l'égard de tout ce qui pourrait aboutir à une déstructuration de la société. Le long et important article consacré à cet examen critique répond certainement à une interrogation latente (favorable ou défavorable) de ceux qui s'étaient rassemblés autour d'*Esprit*, et il est le résultat de vastes lectures que l'on soupçonne d'être

toutes récentes. Un assentiment global y est donné, après l'examen du dernier état de la pensée proudhonienne : « *Je ne vois plus guère de différence pratique entre les formules du Principe fédératif et celles de l'Etat d'inspiration pluraliste dont le personnalisme a plus d'une fois esquissé l'inspiration* ». Reste une inquiétude à l'égard du fond même des thèses anarchistes sur la disparition finale du pouvoir parce que, confesse l'auteur, « *il nous reste sur la condition de l'homme suffisamment de pessimisme pour ne pas faire à la contrainte une part inévitable* ». Cependant, une fois cette part faite à la déchéance de la nature, le chrétien Mounier n'hésite pas à reconnaître : « *La tendance au self-gouvernement, qui est l'utopie directrice de la pensée anarchiste, est donc une utopie saine, une fois dépouillée de fausse métaphysique (i.d. la croyance à la bonté innée de l'homme). Saint-Thomas lui-même, qui persuadera mieux certains, disait que « le gouvernement est d'autant meilleur qu'une perfection plus grande est communiquée par celui qui gouverne à ceux qui sont gouvernés : or, c'est une perfection plus grande que d'être source d'action* ». Rappel fait très à propos du principe de subsidiarité aux chrétiens qui composaient la plus grande partie du public d'*Esprit* et avaient alors sur les hiérarchies, politiques ou autres, des vues très centralistes. Enfin, Mounier va jusqu'à affirmer, sans préciser clairement ce qu'il entend par là, que « *le fédéralisme politique doit être soutenu par un fédéralisme économique* ». Il vient en effet de résumer les vues économiques de Proudhon mais paraît les connaître superficiellement, ce qui le conduit à un certain dédain : Marx est peut-être déjà passé par là. Toutefois, Mounier a un développement proche de la dernière pensée proudhonienne sur la propriété, à propos de laquelle il vient de publier un petit livre où se rejoignent le personnalisme et l'inspiration thomiste. (*De la propriété capitaliste à la propriété humaine - 1936 - Esprit, n° spécial, avril 1934*).

Au total donc et malgré une distance qui se lit entre lignes plus encore qu'elle ne s'exprime — on devrait en conclure à une large convergence de Mounier à cette époque, donc d'*Esprit* en général, au fédéralisme d'inspiration proudhonienne. Pourtant, il y a au moins un doute quand, très peu de temps après on lit sous la plume du même : « *L'idée fédéraliste que plusieurs d'entre nous semblaient disposés à affronter au danger totalitaire, s'est montrée si riche d'équivoques qu'un numéro spécial lui sera prochainement consacré qui déblaye le terrain en vue du travail amorcé sur les structures de la cité pluraliste* ». Quelles sont ces équivoques, assez graves pour conduire les plus favorables — comprenons le directeur de la revue lui-même — à abandonner sinon des positions du moins une façon de les exprimer à quoi il semblait incliner de façon désormais assez nette? Et quelles influences ont-elles joué pour provoquer cette espèce de dérobade? Car il est évident que les lignes précitées ne sont pas arrivées là toutes seules mais répondent à une querelle interne assez grave pour que Mounier ait tenu à l'apaiser en quelque sorte par avance, avec la promesse d'un numéro spécial qui irait au fond du sujet. Nous ne le savons pas puisque, en définitive, ce numéro

n'a pas paru et que la revue n'est jamais revenue sur le sujet. Ce qui est d'ailleurs non moins révélateur du fait que celui-ci était devenu tabou.

On n'ose penser que des ambiguïtés à ce point redoutables aient seulement été dues à la captation du fédéralisme par un certain courant classé à droite, tentative d'annexion à laquelle nous avons déjà fait allusion. Encore que cela ait sans doute joué. Nous croyons plutôt que cette crainte d'être confondu, si peu que ce soit, avec le maurrassisme a dû cependant se combiner aussi bien avec un certain conformisme issu du « Front populaire » et avec la crainte d'être condamné par Rome pour « modernisme » qui inquiétait Mounier à l'époque. Ce qui ferait vraiment beaucoup à la fois, dans le plus étrange amalgame. Mais, à vrai dire, cela reste assez mystérieux comme d'ailleurs la distance que Mounier a toujours maintenue, au lendemain de la guerre, avec le fédéralisme européen. Il avait un profond et respectable scrupule de ne jamais s'inféoder à quelque formule que ce soit, y compris le personnalisme lui-même. De là à se détacher de toute expression un peu précise, traduisant le personnalisme en actes, il y a tout de même une marge. C'est probablement la plus secrète faiblesse d'*Esprit* que de s'être parfois contenté du rôle de magistère sourcilieux, en se gardant de tout ce qui aurait pu ternir cette scrupuleuse image.

## LES DEUX FACES D'UNE MEME RÉALITÉ

Personnalisme et fédéralisme n'en sont pas moins les deux faces d'une même réalité. D'un côté, il y a l'insurrection de l'esprit rebelle à toute réduction, et irréductible à tout alignement. De l'autre, non seulement les institutions mais l'ensemble de la dynamique sociale qui permettent l'émergence de la personne et l'exercice de sa liberté responsable. C'est le centre d'où rayonne, depuis le début, la pensée d'Alexandre Marc : « *Le fédéralisme est un personnalisme. Ce n'est pas l'Homme en général, mais bien la personne qui inspire l'humanisme fédéraliste* ». Il aurait pu aussi bien dire — comme son œuvre n'a d'ailleurs cessé de le faire — que le personnalisme n'est qu'une aspiration vague s'il ne s'incarne pas dans une totalité vivante et vécue de pratiques quotidiennes, éclairées par le droit. L'individu irréel de la philosophie des Lumières croyait prendre sa revanche en formant un Léviathan qui lui conférait la force à défaut de l'authenticité. Puisque cet homme-là est trop faible pour se gouverner lui-même, il faut qu'il soit gouverné ; parce qu'il est fragmenté en une infinité de monades isolées, seul un centre puissant et une rigide architecture lui donneront la volonté et le muscle dont il est dépourvu. Au contraire, les personnes n'ont d'existence que dans l'autonomie et leur solidarité n'est pas fondée sur la fusion mais sur l'infini respect des différences et la diversité des vocations qui en résulte. Formé par l'exemple de son pays et le transcendentalisme de Karl Barth, Denis de Rougemont perçoit ce lien nécessaire dans la première esquisse politique qu'ait inspirée la philosophie — ou, pour mieux dire,

la foi dans l'homme total — qu'était le personnalisme en son jaillissement : « Une... conséquence politique du personnalisme, qui marque bien l'opposition de ce système à ceux qu'on a fondés sur l'individualisme libéral, c'est le fédéralisme. L'individu étant conçu par les juristes à partir de l'ensemble, ses droits dépendent en pratique du bon plaisir de l'Etat. Tout au contraire, des lois fondées sur la personne sont obligées de tenir compte en premier lieu des diversités personnelles, puis locales, puis régionales... On pourrait dire d'une manière un peu paradoxale, que ces lois perdent en puissance à mesure qu'elles gagnent en généralité. A mesure qu'elles s'éloignent du foyer vivant. Mais de la sorte, le centre de l'autorité n'est pas dans les bureaux de l'Etat, il reste dans l'activité réelle de chaque personne, au sein de groupes d'autant plus forts qu'ils sont moins étendus ». On pourrait faire des réserves sur quelques détails de cette formulation. Mais, pour l'essentiel, la relation intime entre personnalisme et fédéralisme y est parfaitement placée au centre de l'édifice à construire. Les textes analogues sont fréquents dans la collection de *L'Ordre Nouveau*.

L'époque est déjà hantée par la proximité d'une catastrophe apocalyptique mais, à la différence de la nôtre, elle croit qu'il est possible de reconstruire de fond en comble une civilisation à la fois neuve et traditionnelle. La Russie soviétique, l'Italie fasciste, l'Allemagne nationale-socialiste ont répudié à la fois les oripeaux du capitalisme libéral et de la démocratie parlementaire : leur force, leur jeunesse, ou ce qui paraît tel, impressionnent plus qu'on n'ose souvent le dire. Ceux-là même qui comme les personnalistes répudient le principe totalitaire sur lequel se fondent ces régimes voient en eux les avant-postes d'une révolution européenne et mondiale, à laquelle ne pourra faire pièce qu'une révolution de même ampleur. Partout on cherche anxieusement comment résoudre les antinomies de la propriété privée et des appropriations collectives, de la liberté de produire et de la planification, de l'abolition de la condition prolétarienne autrement que par l'égalité dans la servitude, du chômage et du plein emploi, de l'avenir de la civilisation technicienne. Et, bien entendu, on se préoccupe des multiples aspects connexes de ces questions. Les solutions proposées, ou du moins ébauchées, par *L'Ordre Nouveau* sont assurément les plus audacieuses en même temps que les plus cohérentes, au point d'avoir été souvent taxées d'utopie et de dogmatisme à l'intérieur même du mouvement personnaliste.

L'intention centrale du personnalisme *Ordre Nouveau* était de rompre non seulement avec l'asservissement de l'Etat centralisé, mais avec celui qui résulte de la concentration du capital, deux faces d'une même réalité. Il s'agit de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, objectif fondamental du socialisme mais que celui-ci a jusqu'alors manqué, parce que, au lieu de répudier l'absolutisme qui est à l'origine de cette exploitation, il s'est contenté de le retourner, en agissant comme si l'on pouvait imposer d'en haut la justice et l'égalité. La suppression de la condition prolétarienne doit avoir, au contraire, la liberté non seulement comme fin mais comme moyen. Elle exige l'initiative des personnes et des communautés mais aussi l'impulsion d'une initiative centrale désignée et contrôlée par la base. C'est le double principe du fédéralisme. Dans la mesure où la prolétarianisation a pour cause objective la part de travail disqualifié inhérente à toute activité sociale complexe, cette part devra d'abord être réduite par la mécanisation, puis ce qui en restera partagé entre tous. C'est l'idée d'un « service civil » dont les militants de *L'Ordre Nouveau* ont tenu à faire les premières expériences. Cette répartition des tâches serviles, garantira un « minimum vital » à tous les citoyens sans distinction, de leur naissance à leur mort. A cet effet, sera instaurée une division organique de la production, correspondant aux deux fonctions d'autorité et de liberté, c'est-à-dire à celles également indispensables de l'initiative personnelle et de la nécessité matérielle. Un secteur planifié assurera le minimum vital (d'où la suppression de l'impôt sous sa forme traditionnelle) puis une fois réalisée cette production planifiée, le libéralisme jouera à plein, et en toute vérité, alors que dans les économies dites libérales il est toujours faussé en

*"Pour l'approfondissement des valeurs spirituelles et la recherche des révolutions temporelles qu'elles imposent"*

quelque manière. De même, ayant accompli sa part de travail servile, chaque membre de la société sera libre de compléter ou non son allocation minimum par une activité de son choix, qui ne sera plus oppressive dès lors qu'elle ne confèrera aucun pouvoir sur les rouages essentiels de l'économie. Toutes ces activités s'exerceront au sein de « corporations » professionnelles et locales, autonomes et fédérées, se répartissant les tâches définies par un « Conseil économique fédéral » ou du Plan désigné par elles; pour le reste, elles décideront librement, comme les individus, de leurs activités. De même la distribution s'opérera concurremment par les coopératives participant à la planification et par le commerce libre. D'autres organismes sont prévus pour contrôler la monnaie (double, comme l'économie), répartir le crédit et gérer les services publics. Enfin, des butoirs seront placés à quelques points clés, comme la transmission de la propriété ou la réglementation des conditions de concurrence, la préférence étant toujours donnée aux mécanismes auto-régulateurs.

Tel est, sommairement décrit, le fédéralisme économique préconisé par *L'Ordre Nouveau*, complément indispensable à ses yeux du fédéralisme politique et condition de la sincérité de celui-ci. Ce sont, techniquement affiniées, les idées principales de l'anarchie, mais aussi la vision finale de Marx purifiée de son virus totalitaire. Dans aucun autre mouvement se réclamant du personnalisme on ne trouve une doctrine aussi précise. Cependant, les mêmes thèmes se retrouvent ici et là et les grands objectifs sont communs. Bien entendu, il y a aussi des nuances et parfois davantage. Pour ne citer qu'*Esprit*, il est frappant de voir combien sa démarche — celle de Mounier en particulier — diffère à certains égards de celle de *L'Ordre Nouveau*. Au début la plupart des textes sont des réflexions de caractère philosophique, voire mystique, sur la nature de l'homme, ses dimensions, son incarnation dans le monde en général et le monde moderne en particulier. Mais les propositions immédiates sont absentes, délibérément semble-t-il. Ici, il importe davantage de définir et d'étayer des principes, d'analyser la notion de personne et sa vocation communautaire, que de définir des institutions, encore moins la voie pour y parvenir. C'est seulement près de deux années après la parution de la revue *Esprit*, que seront abordés les sujets économiques dans un article, en juin 1934 : « Anticapitalisme » dont les positions bien que très générales, ne manquaient pas de courage dans un milieu encore très largement à dominante catholique. A peu près à la même époque, Mounier conduit et publie une réflexion d'inspiration thomiste sur le fondement et les limites du droit de propriété, qui fixe aussi les positions de la revue et s'intitule « De la propriété capitaliste à la propriété humaine » (6) : on n'en distingue pas toujours très nettement les prolongements pratiques. Nous avons signalé les quelques textes où est évoquée la  *cité pluraliste*  avec une référence parfois explicite à sa forme fédéraliste. D'autres allusions, assez nombreuses mais dispersées, sont faites à la nature de l'Etat, à la communauté internationale et interracial, aux libertés, au travail et

l'on trouve même, nous l'avons relevé, l'affirmation que «  *le fédéralisme politique doit être soutenu par un fédéralisme économique*  ». Cependant, ces recherches prospectives et ces condamnations sans appel ne mènent à rien qui ait formellement des allures de programme politique. Encore une fois, par la volonté de Mounier lui-même, qui se méfiait de ces cristallisations et n'était pas loin d'y voir un obstacle au jaillissement personnaliste. C'est bien ce qui l'irritait tant dans  *Ordre Nouveau*  et fut sans conteste la principale raison des froissements, puis de la distance entre les deux groupes, pourtant si proches néanmoins par tant d'aspects.

Dans l'un et l'autre mouvement en revanche — comme dans beaucoup d'autres similaires, nés du rejet des formations politiques traditionnelles — on trouve une grande difficulté à définir les formes pratiques de l'action. L'accent est mis sur l'« engagement », leitmotiv de l'époque. Mais, à la vérité, les modalités envisagées baignent dans un flou résultant encore plus des conditions concrètes que des principes. Très faibles numériquement et peu capables de toucher les masses — en raison du caractère intellectuel de leurs propos — nombre de personnalistes se résignent à ce rôle marginal, cherchant surtout à être des laboratoires de pensée, dont ils croient qu'ils influenceront de proche en proche des audiences plus vastes. Mais comment les atteindre, alors que le temps presse et que les partis en place paraissent si désespérément inaccessibles au moindre renouvellement ? Même si l'on en parle peu cette préoccupation était présente. Il y a certainement eu une tendance, peut-être pas à la tête mais assurément chez beaucoup de militants, à constituer quelque chose ressemblant à un parti. C'était d'ailleurs un temps où foisonnaient les groupuscules activistes. Outre l'irréalisme et le gaspillage de forces qu'il y aurait eu à en former un ( voire plusieurs ! ) en supplément, les théoriciens du mouvement sont très sensibles à une objection de principe qui est, pour beaucoup, inhérente à toute action fédéraliste : Proudhon l'avait déjà perçue et elle n'a pas cessé, jusqu'à aujourd'hui, de susciter oppositions et débats. Un parti politique est, en effet, une organisation exclusivement construite pour la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat. A l'image de celui-ci, le parti ne peut donc être qu'autoritaire et centralisé, mobilisant ses membres pour une tâche exclusive, au détriment aussi bien des initiatives locales que des autres formes, multiples et largement diversifiées, du civisme. Quand l'Etat central est une nébuleuse aux contours vagues, comme sous la III<sup>e</sup> République en France, les coalitions partisans n'ont ni ossature marquée ni programme défini et ne sont que des rassemblements provisoires d'intérêts, promettant leurs dividendes aux électeurs-actionnaires pour le jour où les dirigeants-patrons seront en place. Si l'Etat est fort, ou cherche à le devenir, la prise du pouvoir exige au contraire une armée rigoureusement disciplinée, soumise à des mots d'ordre qui forment un tout présenté comme indissociable et ne laissant place à aucune autonomie, personnelle ou fractionnelle. Qu'il soit laxiste ou totalitaire, un parti est

donc également incompatible avec les fondements communs du fédéralisme et du personnalisme.

Cette condamnation non seulement des partis existants mais de tout parti politique, s'ajoutait aux autres facteurs pour enfermer les non-conformistes dans une sorte de ghetto où les gens en place se félicitaient de les voir. Leurs mouvements dispersés n'ont eu ni le temps, ni le goût, de former une force cohérente. Imbus du rôle historique des minorités, il semble qu'ils y aient parfois trouvé une justification à leur impuissance. Néanmoins le « Que faire ? » n'a pas cessé de les hanter. Selon les tempéraments, telle ou telle forme d'action a été préconisée. A *Esprit* Mounier, se voulant lui-même hors de toute préoccupation directement politique, cherche à susciter un « rassemblement pluraliste », regroupant ce qu'il y avait à sauver sur les franges de la gauche. Autour de lui, certains s'affairent à créer sinon un « parti personnaliste », du moins des alliances qui en seraient proches ( la « Troisième force » ), tandis que d'autres croient trouver dans le « Frontisme » de Gaston Bergery ce qu'ils cherchaient. A *Ordre Nouveau*, sans ignorer de telles tentatives, on mise plutôt sur un effondrement des vieilles structures offrant leur chance à ceux qui, l'ayant prévu de longue date, se sont méthodiquement préparés à émerger des ruines.

Une telle hypothèse n'était que trop fondée. La crise de civilisation que, dans l'euphorie de la décadence ces empêcheurs de danser en rond avaient été pratiquement les seuls à prévoir, va dépasser toute prévision. Des années terribles s'ouvrent. Le vieux monde, miné de l'intérieur, s'effondre avec une facilité déconcertante et il n'est à peu près défendu par personne, quand s'engouf-

frent les hordes mécanisées d'une triomphante jeunesse... Les bases de toute civilisation ont été rongées par le ferment mortel de l'individualisme : les familles, les communes, les provinces, le ressort du travail productif et de la fécondité, les racines de la culture enfin. Le barbare peut s'installer, car il est attendu. Mais, lui aussi, n'est que le produit de la même décomposition, purulente ici et là presque en cendres. Les chefs charismatiques n'apportent pas du neuf mais du très vieux : le fer, le sang, les fantômes délirants de haine, la plus folle arrogance masquant une bêtise de taureau. En peu d'années ces fauxsemblants s'effondreront à leur tour, parce que la force trouve toujours une force qui la surpasse. L'apocalypse est là...

Bernard VOYENNE

(1) Voir, pour un tableau détaillé, le livre qui porte ce titre de J.L. Loubet del Bayle : *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Editions du Seuil, 1969, 496 p.

(2) *Le Personnalisme*, P.U.F. Collection "Que sais-je?", 1949. Repris dans *Œuvres*, tome III, Editions du Seuil, 1962, pp. 42.

(3) "Nous voulons" (mars 1934 - *Ordre Nouveau*).

(4) Rapporté par Marcel Moré in *Dieu vivant*, n° 16, p. 7 avec ce commentaire : "La figure de Proudhon disparut assez rapidement de la revue qui sembla s'orienter... de façon définitive vers les conceptions marxistes". Ce qui est encore plus excessif!

(5) *Nouvelle Revue française*, 1<sup>er</sup> décembre 1932, pp. 831-833.

(6) Article d'avril 1934 dans *Esprit*, repris en volume dans la collection "Questions disputées" aux éditions Desclée de Brouwer, 1936, puis dans *Liberté sous conditions*, éditions du Seuil, et enfin dans *Œuvres*, I, pp. 417-477.

# LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PASSE PAR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

par Charles DELAMARE

*La présence d'un ou peut-être deux candidats écologistes aux prochaines élections présidentielles mettra sur la place publique le thème de l'écologie. On ne peut que s'en féliciter puisque le débat est la vie même de la démocratie et que la protection de l'environnement menacé de mille manières est un vrai problème qu'on ne saurait éluder.*

*La règle du jeu, celle-là même qui rend ce jeu sérieux, est que le contestataire accepte d'être contesté. La contestation écologique ne saurait échapper à cette loi. L'un des thèmes majeurs des écologistes est une mise en cause du développement de l'énergie atomique. On connaît le réquisitoire. Mais il convient d'entendre les arguments de la défense – tels qu'avec sagacité, humour et muni d'une bonne information les propose notre ami Charles Delamare.*

*Le débat reste ouvert, car l'inquiétude sur l'avenir de notre civilisation n'est pas apaisée par un choix ou un refus de l'atome et peut-être n'est-elle pas apaisable. Les écologistes ont le mérite de nourrir cette inquiétude et de soulever une interrogation fondamentale. Prométhée, dominateur et manipulateur de la matière et de la vie, est-il la plus haute et plus convaincante figure de l'humanité pensante et laborieuse ? Si l'homme dépasse la nature et vaut plus qu'elle, ne participe-t-il pas aussi à cette nature et n'y a-t-il pas des agressions contre la nature qui sont des attentats contre l'homme ? Questions nécessaires et réponses possibles à évoquer au grand jour du forum.*

**L**es beaux jours ramèneront les fêtes écologiques, ce qui ne saurait surprendre, ni choquer. Mais l'ardeur des amis de la Nature se dirige avec un tel entêtement contre le développement de l'énergie atomique civile qu'il amène à se poser des questions. On comprend bien toutes leurs raisons, même si l'on soupçonne que des inspirateurs nullement idéalistes peuvent se dissimuler derrière eux pour leur faire accomplir gratuitement d'autres desseins, tels que le maintien du pouvoir des pétroliers ou l'affaiblissement des Occidentaux dans la compétition avec les Soviétiques. Mais leurs raisons en elles-mêmes sont-elles de bon aloi ? Si on

les examine bien, il n'est pas difficile de remarquer qu'elles prennent presque uniquement leur source dans la peur de l'atome militaire dont le but est de tuer les hommes par kilotonnes. Ainsi la crainte de l'énergie électrique à base de fission, malgré le caractère pratiquement inoffensif de celle-ci, sert à conjurer la terreur et l'indignation que devraient engendrer les préparatifs de destruction guerrière. Ce n'est pas un hasard si l'agitation contre l'atome civil s'amplifie au moment où les Russes mettent en place (c'est-à-dire règlent sur leur cible) chaque semaine une nouvelle fusée SS20 capable à elle seule d'anéantir Paris.

Cette réflexion nous ramène au problème posé et nous incite à le considérer avec calme. Citons Alain qui se demande « Qu'est-ce que la civilisation ? » et qui répond « Ce n'est assurément pas un système d'usines, ni un système de forteresses, ni un système de lois. Des hauts fourneaux, des canons, une guillotine, tout cela peut aller avec un réel état de barbarie; et l'apparence de toutes ces choses flambantes, tournantes et sanglantes est déjà assez sauvage. Une civilisation, c'est un système contre les passions. J'appelle passions les forces animales que l'homme trouve en lui-même et qui, si on ne les enchaîne, font échec à l'intelligence et à la volonté ». Nos écologistes ne seront pas mécontents de ce texte. C'est bien dans cet esprit qu'il faut débattre d'un problème grave en l'abordant dans ses implications, en n'oubliant pas que nos décisions ont désormais une portée mondiale, puisque notre civilisation, ou ce que nous essayons de réaliser sous ce nom, a maintenant une extension planétaire.

La première remarque qu'il faut faire est que la crise de l'énergie est mondiale elle aussi. Vous penserez bien évidemment au pétrole et du même mouvement vous trouverez que je ne fais pas preuve d'une originalité fracassante. Permettez-moi de vous révéler qu'il existe non pas une, mais deux crises de l'énergie. Sous celle qui vous obsède, il s'en développe une seconde, beaucoup plus tragique que la première bien qu'elle passe pratiquement inaperçue des grands moyens de diffusion, ceux qui sont au service du quart de l'humanité, au service des riches. La consommation totale d'énergie dans ce monde est actuellement de trois milliards de tonnes d'équivalent pétrole ( T.E.P. ) par an. Sur ce total, 60 % est représenté par les hydrocarbures, mais 20 % est fourni par le bois. Or, celui-ci devient de plus en plus rare et de plus en plus cher là où il était le plus indispensable : en Afrique, en Inde, en Chine, partout où il constitue encore le principal combustible, à côté de la boue de vache séchée. La croissance exponentielle de la population amène la déforestation qui, non seulement entraîne la sécheresse, mais aussi la hausse continue du combustible naturel nécessaire au maintien de la vie domestique. La substitution du pétrole à cette source d'énergie étant freinée de plus en plus par les doubléments successifs de prix, il apparaît que la misère du Tiers monde s'alourdit de manière beaucoup plus tragique que la facture payée par des automobilistes replets.

En tenant compte du devoir de solidarité envers le Tiers monde auquel il serait encore plus naïf que répugnant de vouloir échapper, il importe d'examiner rationnellement la position que nous devons avoir en face de l'énergie nucléaire dans ses rapports avec l'écologie.

Mon propos est de démontrer que le développement de la première est la bonne voie pour résoudre le problème posé par la seconde, et que de ce point de vue, la Communauté européenne a un rôle à jouer de très grande ampleur, au niveau de ses ambitions de civilisation.

#### *Dominer les passions et prendre le chemin de la raison*

Ce n'est pas par goût de la provocation que j'affirme ici que l'énergie électrique d'origine atomique est le principal moyen de défendre les valeurs défendues par les écologistes. C'est parce que cette idée s'impose si on prend sérieusement en considération et nos problèmes internes et ceux du reste du monde. Au niveau de notre pays et de la Communauté européenne, personne n'admet que la consommation d'énergie puisse diminuer fortement et presque personne n'envisage même de voir celle-ci se stabiliser au niveau actuel. Il n'est pas besoin d'être très savant pour se rendre compte que l'abandon du mode de vie rural, la concentration massive dans les villes, la diminution de la journée de travail, la diffusion des vacances et de l'instruction, tout cela est lié à la consommation accrue d'énergie. Même si l'on émet quelques soupirs nostalgiques sur la disparition des valeurs anciennes, le retour à la ferme de Corrèze apparaît comme un luxe paradoxal réservé à des enfants gâtés, non comme un but de civilisation.

Le raisonnement opposé à la construction des centrales atomiques avance qu'il est possible de trouver des énergies de substitution assez abondantes pour couvrir les besoins actuels et futurs. Le mérite de cette contestation est d'inciter à des études et à des investissements



dont on est sûr qu'ils ne donneront que des résultats insignifiants d'ici vingt ans, mais qui, à plus longue échéance, se révéleront peut-être très fructueux.

Si l'on dissipe les fumées de l'illusion, il apparaît qu'il n'y a qu'une seule véritable solution alternative : le charbon. Au fur et à mesure que la production de pétrole déclinera il est certain que l'on aura de plus en plus recours au combustible grâce auquel s'est accompli la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce ne sera pas une victoire de l'écologie ! Ceux qui protestent contre l'édification des usines atomiques préféreraient certainement travailler dans ces dernières plutôt que de devenir mineur de fond ! Une attitude conséquente de la part des écologistes consisterait à demander des études approfondies pour aller beaucoup plus vite vers le retour à la houille, en tâchant d'éviter les principaux inconvénients liés à l'utilisation de celle-ci. Comme une grande partie des réserves mondiales de charbon se trouvent aux Etats-Unis nos écologistes européens auraient une belle occasion de se distinguer en appelant leurs collègues d'Outre Atlantique à cesser leur tenace opposition à l'exploitation accrue des mines américaines.

Quant aux sources d'énergie nouvelles, il est très osé de leur décerner l'adjectif de « douces ». Le « solaire » ne tombe pas du ciel. On a calculé que là où il faut investir 1 pour obtenir une tonne d'équivalent pétrole, en énergie atomique, il faut actuellement 16 pour arriver au même résultat en énergie solaire et 57 en énergie éolienne. Ce qu'on économisera en combustible de fonctionnement sera fortement obéré en investissements, ce qui veut dire que la mise en œuvre requiert une masse de béton, d'acier, de verre, de matériaux dont la production n'est rien moins qu'écologique.

Quant aux effets sur l'environnement des appareils nécessaires à la production d'énergies dites abusivement douces, ils seraient beaucoup plus nocifs que ceux de la centrale de Plogoff. Vauban avait recensé en 1700 environ 80.000 moulins à vent en France. Pour arriver avec ces appareils à l'équivalent de l'actuelle production d'électricité, il serait nécessaire de maintenir en marche quarante millions de moulins à vent, fonctionnant chacun avec la douce musique d'un moteur à réaction. Nos compatriotes n'auraient-ils pas alors l'envie de suivre l'exemple de Don Quichotte ?

A la lumière de ces réflexions, il apparaît que le développement de l'énergie nucléaire est la seule où l'on peut concilier au mieux (au mieux car rien n'est parfait) la sécurité des travailleurs, la qualité de l'environnement, la démocratisation de l'énergie. Ce dernier point mérite d'être souligné. La production d'électricité est, à côté du moteur à explosion, le meilleur moyen de souplesse et de propreté écologique maximales, la libération matérielle la plus utile aussi bien aux ménages qu'aux entreprises. Si l'on regarde au-delà des frontières de la Communauté européenne, l'urgence de l'effort d'investissement dans le nucléaire apparaît encore plus vivement.

L'égoïsme des grandes puissances ne nous promet aucun répit. Depuis 1974, alors que la CEE diminuait ses importations d'hydrocarbures, les Etats-Unis accroissaient celles-ci de plus d'un tiers, portant leurs achats à environ 400 millions de tonnes par an. Du côté soviétique des signes nombreux montrent la stagnation de la production pétrolière et laissent augurer que d'ici cinq ans, l'URSS sera à son tour une grosse importatrice de brut. Avec quels moyens paiera-t-elle ? Ceux de l'idéologie, de la force armée ou ceux du commerce des produits finis ? Ses capacités étant fort limitées dans ce dernier domaine, il est à craindre qu'elle recourra plutôt aux deux premiers, où elle excelle.

#### *Une inquiétude et une interrogation sur l'avenir de notre civilisation*

Ce qui donne une bonne clé pour l'affaire afghane et permet de dessiner l'avenir de l'Iran, sinon de l'Arabie Saoudite. Quoiqu'il en soit, la part de brut exportable ne pourra que se réduire et renchérir pour l'Europe occidentale. Les conséquences les plus graves se liront dans les pays en voie de développement : le coût des engrais a déjà doublé l'an dernier en Inde à la suite de l'augmentation des prix du pétrole. La contrainte de ceux-ci ne pourra que s'accroître dramatiquement. Si la conscience écologique est ce qu'elle doit être, elle embrasse le monde. Ne vaudrait-il pas la peine alors qu'elle se demande si le soulagement qu'apporterait au marché mondial du pétrole une intensification de la production d'énergie atomique en Europe occidentale ne constituerait pas un facteur de paix et une aide plus utile aux affamés du tiers monde que des discours humanitaires ? Cela d'autant plus que nous serions décidés à leur apporter notre concours pour qu'ils se libèrent au plus vite de la pénurie d'énergie grâce à la construction chez eux d'usines nucléaires. Le chantage des deux grands à la prolifération atomique est un moyen hypocrite de dissimuler leur

volonté de dominer les autres pays, non seulement par les armes, mais aussi par l'économie.

Si les héritiers de Staline, ce noble paragon de la morale, sont devenus sages (ou du moins espérons-le!) dans l'emploi des armes atomiques, est-ce parce qu'ils ont établi la démocratie parfaite ou est-ce parce qu'ils trouvent en face d'eux un état possédant les mêmes moyens de destruction? La vérité est que la mise à la disposition de tous les peuples de l'énergie nucléaire civile, qui constituerait un progrès décisif contre le sous-développement, ne peut s'accomplir qu'accompagnée d'un contrôle général de tous les arsenaux y compris de ceux des super-grands. Ceux-ci le refusent. De là est née cette hypocrite doctrine de la « non-dissémination ». Il faut être bien aveugle même lorsqu'on est écologiste, pour s'en contenter. Une attitude conséquente consisterait au contraire à réclamer la dissémination organisée et contrôlée de l'énergie nucléaire.

Voilà bien des problèmes graves que l'on trouve lorsqu'on part à la chasse à l'autruche (l'animal qui enfouit la tête dans le sable).

Profitions-en pour rêver un peu et pour regarder ce que l'Europe pourrait faire dans le cas où elle aurait une volonté.

A première vue et comme d'habitude, la Communauté est tentée de jouer la désunion. Chaque pays, ou presque, se trouve dans une situation différente. La Hollande a son gaz, la Grande-Bretagne son pétrole et son charbon, l'Allemagne Fédérale son charbon et son mark, seule l'Italie est à peu près aussi démunie que la France. C'est pourquoi cette dernière a pris des mesures cohérentes pour couvrir 65 % de sa production d'électricité grâce à l'énergie atomique dès 1985. Mais, à part peut-être la Grande-Bretagne, il ne fait pas de doute que les autres membres de la communauté devront eux aussi prendre un jour plus ou moins proche une attitude similaire à celle de la France. L'épuisement des ressources en pétrole importé agira de manière semblable pour tous. Il faut prévoir cette évolution 10 à 20 ans à l'avance. C'est le cadre temporel dans lequel doit s'inscrire une politique européenne faisant face au défi énergétique sur quatre registres.

Le premier est celui d'une politique arabe dont il est clair que ce qui en tient lieu actuellement est au moins autant dictée par la crainte que par la raison. Nous n'aurions qu'avantage à prendre une position plus rationnelle. Le Moyen Orient constituant inévitablement le plus gros réservoir de brut pour les années à venir il serait légitime que la communauté fasse clairement savoir à l'URSS qu'elle tient autant, sinon plus, à l'indépendance de la région, que les Etats-Unis. Et pourquoi cette attitude ne serait-elle pas déterminée en amitié et en collaboration avec les Arabes, plutôt que de l'être à propos d'eux ou au-dessous d'eux? Il en résulterait des conséquences dans la position européenne à l'égard d'Is-

raël, sans que cela entraîne, bien évidemment, le sacrifice de cet Etat en tant que tel.

Le deuxième registre est financier. L'investissement dans l'énergie atomique nécessitera la mobilisation d'énormes moyens. Malgré les thèses tendant à accrédi-ter la fable du complot industriel il ne fait pas de doute que tout gouvernement qui le pourrait écarterait ce calice. Mais si l'on retient nos conclusions il est certain qu'il faut réaliser cette effort. Il présentera au moins l'avantage de combattre efficacement le chômage. Le problème est celui de son financement. La solution serait beaucoup plus facile au niveau de l'Europe qu'à celui de chacun des états de la communauté, tant l'effet de concentration est vraiment décisif en matière de financement à long terme.

Le troisième registre est celui du Tiers monde. Ce dernier n'a qu'une chance de se libérer de la misère: la construction d'usines atomiques. La collaboration dans ce domaine supposant le contrôle il est probable que celui-ci sera beaucoup mieux accepté s'il émane d'une communauté et non d'un seul état, facilement soupçonné de vouloir rétablir en sa faveur des liens coloniaux à travers la technique des réacteurs.

Le quatrième point sur lequel l'Europe peut se regrouper est celui de la culture. Le fait que toute la communauté soit sous la menace d'un anéantissement total par les armes braquées en permanence sur elle sera le départ d'une réflexion bouleversant les faibles idées de la société de consommation. Leur destin redonnera aux Européens l'envie de se remettre en question. La Renaissance a commencé sous la même interrogation. « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » écrivait Rabelais. Désormais, elle entraîne aussi la ruine de toute la civilisation. La remontée à la surface de la question existentielle fonde toute tentative de maîtriser le destin et cette tentative est le germe de toute culture. Elle peut se renouveler aujourd'hui dans la CEE comme une réponse à l'angoisse, fort légitime, qui anime nos écologistes.

Ceux-ci pourraient donc bien être sans trop le savoir les instigateurs d'une nouvelle Europe capable à la fois de définir une diplomatie arabe et une diplomatie de l'atome, d'inventer un marché financier commun et une culture nouvelle.

Accordons à la contestation verte l'importance qu'elle mérite. Elle pose les problèmes à long terme en recentrant l'activité économique myope et goulue sur la perspective de la durée. Mais elle n'aura de valeur pour l'humanité que si elle prend le chemin de la raison comme Alain l'y convie. La passion en face du pire danger, surtout en face de celui-ci ne construit pas la civilisation. Il faut savoir la dominer pour raisonner. Il n'est de pensée féconde que celle prenant le risque de se contredire ou de se renier.

Charles DELAMARE

# RECHERCHE ET MÉDICAMENTS NOUVEAUX

par le Docteur G. STREICHENBERGER

*Le texte que nous présentons ci-après est la transcription d'une conférence prononcée par le Docteur Gilles Streichenberger au Cercle " France-Forum " de la région parisienne le 24 juin 1980. M. Gilles Streichenberger a été chercheur à l'Institut de Pharmacologie de Paris de 1962 à 1971, Maître de Conférence agrégé à la Faculté de médecine de Paris VII, puis Directeur général du C.E.R.M. Il est depuis 1976 Directeur au Centre de Recherche des Laboratoires du Dr Bouchara.*

*En ouvrant la séance, Henri Bourhon indique le thème de la conférence suivie d'un débat avec la participation de plusieurs personnalités du monde médical et scientifique: " La thérapeutique a bénéficié depuis moins de 50 ans de l'apparition de la plupart des grandes classes de médicaments utilisés à l'heure actuelle. Des maladies ont pratiquement disparu; d'autres voient le jour et posent aux chercheurs de nouveaux problèmes. Quelles sont les étapes de la découverte et de la mise au point d'un médicament aujourd'hui? Comment les chercheurs s'intègrent-ils dans la chaîne des événements qui aboutissent à la mise sur le marché d'un produit susceptible d'apporter un progrès à la thérapeutique humaine? "*

**N**ous vivons à l'heure actuelle une époque étonnante par la richesse des progrès qui nous sont proposés presque quotidiennement; l'infiniment grand, le sub-microscopique, les satellites, la biologie moléculaire, la génétique, les énergies nouvelles,... sont complaisamment mis à notre disposition par des moyens de communication sans cesse plus perfectionnés. L'homme, aujourd'hui, est informé, quelquefois même trop, des découvertes ou des espoirs nés d'une recherche sans être prêt à bien comprendre et il perd, peu à peu, la faculté de s'étonner. C'est vraiment dommage de voir autour de nous des gens blasés qui ne s'émerveillent plus, qui trouvent normal que telle maladie jusqu'alors incurable soit aujourd'hui facilement traitée, qui trouvent même anormal que l'on ait pas encore découvert le moyen de guérir telle autre maladie qui inquiète.

Et pourtant, sans faire de l'histoire de la thérapeutique, il faut reconnaître que la grande majorité des médicaments que nous utilisons n'a pas cinquante ans. Certes il reste une pharmacopée de base classique, qui permet de faire une bonne médecine mais l'apparition de nouveaux produits pratiquement fait découvrir de nouvelles maladies ou plus exactement, a permis aux médecins de mieux cerner certains aspects d'une pathologie que l'on connaissait mal faute de pouvoir la traiter. Je prendrai comme exemple l'apparition des « tranquillisants » et du retentissement que cela a eu sur les maladies et les médicaments.

La découverte, en France, d'un médicament anti-histaminique, le Phenergan, a permis de traiter les états allergiques. En recherchant un « super Phenergan » des

chercheurs français ont découvert un produit qui s'est révélé efficace dans le traitement de certains états de « folie ». Les neuroleptiques étaient nés. En cherchant encore un « super-neuroleptique » les pharmacologues et les médecins ont découvert un produit qui, à l'inverse des précédents, au lieu de calmer le patient permettait de sortir de leur torpeur certains malades mentaux. Dépression et anti-dépresseurs venaient de faire leur apparition dans notre monde de tous les jours. Ainsi, nous voyons l'imbrication entre découverte de médicaments nouveaux et progrès dans la thérapeutique

- progrès par la possibilité de traiter des maladies
- progrès par la précision dans la connaissance des maladies
- progrès par la demande faite aux chercheurs de trouver de nouvelles armes adaptées au cas que l'on veut traiter.

Tout cela va finalement très vite et pourtant les efforts de recherche et de mise au point nécessaires pour aboutir à un médicament nouveau demandent un temps considérable, temps qui ne fait qu'augmenter avec les progrès de la technique et l'exigence de tous ceux qui ont un peu perdu la faculté de s'étonner.

« Recherche et médicaments nouveaux » cela implique automatiquement une sorte de limitation à notre débat. Celle du médicament nouveau. En effet, je pense intéressant de vous montrer, très schématiquement, les différentes étapes de la création et de la mise au point d'un produit qui doit trouver une sanction économique, celle du marché thérapeutique.

« Recherche » permet toutes les audaces intellectuelles, autorise l'erreur, l'échec, le risque.

« Médicament » interdit le risque, l'erreur, il doit être utile et sûr.

Comment concilier ces données qui sont apparemment contradictoires, comment passer d'une idée à la réalisation d'un produit qui pourra être confié à des malades sans lui faire courir de trop grands risques, voici le scénario d'une pièce passionnante aux nombreux acteurs, aux rebondissements multiples et à l'issue qui, très souvent, comme dans les bonnes pièces, laisse la porte ouverte à de nouvelles trouvailles.

#### *Tout d'abord les acteurs.*

Dans la chaîne des événements qui aboutissent à la création d'un médicament nouveau, il y a l'intervention de plusieurs équipes de gens venant d'horizons très différents et qu'il n'est pas toujours facile de faire travailler ensemble. Et c'est pourtant là une des clés de la réussite.

*Les chercheurs :* déjà à ce niveau, il y a des difficultés d'intégration entre les équipes.

*Les chimistes* travaillent dans la science exacte. Il y a peu de place au doute dans leurs recherches. Ils savent ce qu'ils font, décident des moyens à employer pour parvenir à leurs fins. Ils peuvent contrôler les produits qui

sortent de leurs cornues. Leur problème est qu'ils ne savent pas si ce produit parfait sur le plan chimique est efficace sur le plan pharmacologique. Ils doivent confier à d'autres le soin de poursuivre leur travail et il leur est quelquefois difficile de faire entièrement confiance.

#### *Les pharmacologues ou les biologistes*

Eux ne travaillent plus vraiment dans la science exacte. La complexité des réactions d'un organisme vivant fait que toute réponse doit être vérifiée, analysée, mise en doute.

A l'intérieur même des équipes de biologistes, il y a ceux qui ont la responsabilité d'analyser de façon précise les travaux qu'ils font et d'être sûrs de leurs résultats et ceux qui doivent interpréter des réponses obtenues sur un animal sain en termes de possibilités de traitement chez un homme malade.

*Les médecins :* ce sont ceux qui vont poursuivre chez l'homme le travail de recherche des biologistes. C'est la partie « noble » du travail et, là encore, les mentalités sont bien différentes de celles des deux groupes précédents.

Pour que toutes ces équipes fonctionnent en harmonie et concourent au même but : celui de découvrir et de mettre au point un médicament utile en thérapeutique humaine, il faut bien souvent doigté et diplomatie. Chaque groupe peut rejeter sur l'autre les échecs rencontrés et cette attitude conduit les équipes à s'isoler et à perdre contact.

A côté du groupe chercheur le groupe *hommes de marketing*.

Il faut parler de la catégorie des vendeurs ou des fabricants quand on parle de recherche de produits nouveaux car leur avis est fondamental à chaque étape de la recherche : le produit cherché a-t-il un intérêt commercial, pourra-t-il être vendu, correspond-t-il à un besoin actuel ou futur ? L'industrie pharmaceutique, génératrice de médicaments nouveaux, est une industrie comme les autres et la recherche ne peut y être désincarnée.

Mais, là encore, faire collaborer étroitement des gens de mentalité et de formation aussi différentes implique beaucoup de savoir faire. Que chacun expose ses problèmes clairement et tente de se mettre à la place de son interlocuteur est une attitude qui permet d'éviter beaucoup d'incompréhension. Deux autres formules magiques permettent aussi de se mieux comprendre :

- Les gens du marketing doivent savoir que les chercheurs comme les chiffonniers se contentent de ce qu'ils trouvent à défaut de trouver ce qu'ils cherchent.

- Tous les acteurs en présence doivent savoir que rien n'est plus important que ne donner de l'importance qu'à ce qui a de l'importance.

## Après les acteurs, la *pièce proprement dite*

Quelles sont les grandes étapes de la découverte et de la mise au point d'un médicament nouveau.

- La naissance de l'idée
- La synthèse chimique ou la fabrication de la matière de base
- L'essai chez l'animal et la mise en évidence
  - des propriétés fondamentales qui permettent d'espérer une efficacité en thérapeutique humaine
  - des propriétés pharmacologiques complémentaires dont certaines peuvent être très gênantes chez l'homme (effets secondaires)
  - des limites d'emploi du produit — toxicité, allergie, possibilité de formation de cancer ou de retentissement sur la fécondité.

un peu impersonnelles, chargées d'autoriser la mise sur le marché du produit.

Des chiffres pour illustrer mon propos et vous donner l'ampleur des efforts à faire...

Sur 2000 molécules issues de la synthèse chimique et essayées chez l'animal :

200 vont révéler une activité peut-être intéressante pour l'homme. Mais après recherche des effets secondaires ou toxiques, seules...

40 « survivront ». Il faudra alors leur faire franchir tous les obstacles de la synthèse industrielle, des études de toxicité au long cours, de tératologie,

10 feront l'objet d'études cliniques poussées, 2 arriveront au terme du médicament nouveau mis à la disposition des thérapeutes.

5 à 7 ans se sont écoulés dans les bons cas. Aux U.S.A. on compte 9 ans 1/2 et une dépense de 70 millions de dollars...!

Plutôt que de prendre en détail chacune de ces étapes ce qui nous ferait trop aller dans les problèmes techniques, je crois préférable d'aborder les grands problèmes qui se posent aux chercheurs, à l'heure actuelle, dans la découverte et la mise au point de médicaments nouveaux.

Nous envisageons d'abord ce que j'appellerai les exigences ou obligations :

- obligation de penser humain
- obligation d'être humain
- obligation d'être adapté ou adaptable à son époque et à son pays.

Puis nous envisagerons un aspect un peu désagréable que j'appellerai les « prises d'otages »

Enfin, j'essayerai modestement de voir avec vous « La naissance de l'idée » et ce que l'on peut attendre de la Recherche.

## OBLIGATION DE PENSER HUMAIN

Dans toute recherche, il y a un but. Dans notre domaine, il ne faut pas que le chercheur oublie qu'il travaille pour créer un médicament, c'est-à-dire un produit destiné à l'homme malade ou à l'homme sain pour le protéger. Or, dans toutes les voies de recherche qui nous sont offertes, il est bien souvent difficile de trouver l'homme. Plus difficile encore, est d'évaluer le risque que représente pour l'homme malade le produit étudié uniquement chez l'animal sain.

*Les voies de recherches :*

- La voie classique ou voie du triage de molécules chimiques est simple, elle procède directement de la

*Un médicament nouveau implique un travail de recherche approfondi au service de la thérapeutique humaine*

Toutes ces études sont faites avec un objectif prioritaire, celui de l'efficacité et de l'utilité du produit chez l'homme malade. Les premiers essais chez l'homme sont très délicats à conduire, mais combien importants car ils peuvent fausser à tout jamais l'avenir d'un produit de recherche.

Quand, chez l'homme, il a été prouvé que la molécule chimique devenue un produit pharmacologique actif chez l'animal, peut être envisagée comme un médicament futur, commence alors un important travail de mise au point où il faudra répondre à toutes les questions posées par le produit mais aussi par les organismes, les entités

découverte antérieure de médicaments efficaces chez l'homme.

En effet, il est possible, en partant de médicaments connus et efficaces de décrire avec précision les relations qu'ils entraînent chez l'animal sain soumis à différents tests. Dès lors, on pourra essayer sur les mêmes tests une molécule nouvelle et complètement inconnue et découvrir qu'elle présente un profil l'apparentant à un médicament connu. Son essai chez l'homme confirmera ou infirmera cette idée.

- Une autre voie où ne se pose pas, a priori, le problème du rapport avec l'humain est celle qui démarre de l'homme malade. La découverte de l'efficacité d'un produit dans une maladie à laquelle il n'était pas destiné permet la découverte de nouveaux médicaments. Un produit destiné au traitement de l'angine de poitrine s'est révélé être un remarquable médicament contre la goutte et a donné naissance à une nouvelle famille de produits.

- Procédant encore de la pathologie humaine, la voie de recherche fondée sur la création de modèles animaux tendant à reproduire la maladie humaine permet encore de penser facilement humain. Et pourtant, on commence insensiblement à s'éloigner de notre propos. Créer une hypertension chez le rat en posant une ligature sur l'aorte abdominale entre les deux artères rénales n'a pas grand chose à voir avec la maladie hypertensive humaine. C'est pourtant en multipliant les modèles et les études que l'on va pouvoir imaginer l'effet du produit étudié sur la maladie humaine que l'on veut traiter.

- La voie de l'étude physiologique nous entraîne souvent très loin du médicament. Connaître, comprendre le mécanisme d'une réaction physiologique permet de découvrir l'origine d'une maladie et le moyen de la guérir. Mais toute modification d'un processus physiologique entraîne des répercussions importantes sur l'organisme général qui peuvent créer des désordres imprévisibles. Tel produit jouant au niveau de la transmission de l'influx nerveux au niveau d'un muscle peut déclencher, s'il arrive au cerveau des phénomènes d'hallucination très importants.

- Mais c'est en descendant dans l'échelle des structures étudiées qu'il devient parfois très difficile de ne pas se laisser obnubiler par son sujet et d'oublier le but recherché, soigner l'homme malade.

- La biochimie permet une analyse de plus en plus précise des mécanismes physiologiques et pathologiques. La compréhension permet d'espérer la découverte des produits qui corrigeront le trouble mais ces études sont faites sur animaux ou quelquefois même « in vitro » et il faut être de plus en plus prudent avant de les replacer dans le contexte du médicament.

- Que dire de la recherche au niveau cellulaire qui permet de pénétrer de plus en plus loin dans la merveille qu'est la vie !

- Que dire de la recherche génétique et du vertige imaginaire qu'elle peut provoquer ?

Plus on avance dans la découverte et plus il y a danger d'oublier que ce que l'on cherche est destiné à un homme malade, amoindri, aux réactions souvent influencées par son psychisme, par ses espoirs, par son « moral ».

De tout ce que nous venons de voir, il découle une notion évidente celle de *l'évaluation des risques*. Les études seront, là encore, faites sur des animaux sains et il est souvent très délicat de conclure de façon raisonnable. Jamais l'étude la mieux conduite ne pourra donner la certitude que le produit étudié n'est pas toxique pour l'homme. Il faudra donc, en multipliant les essais, acquiescir la conviction que le risque potentiel que l'on peut faire courir à l'homme est en rapport avec la maladie que l'on veut traiter.

Nous n'avons pas le droit de nous tromper ; toutes les réglementations sont là, théoriquement pour cela. Il y a cependant, comme dans toute recherche, un problème de fond : pour découvrir il faut prendre quelquefois le risque de se tromper ;

- ne rien faire de nouveau pour être sûr de ne pas se tromper est un des dangers de notre métier

- à l'inverse, prendre le risque d'être imprudent sous prétexte de découvrir quelque chose est également inadmissible.

C'est là qu'il faut vraiment savoir penser humain.

## L'OBLIGATION D'ETRE HUMAIN

Ici, je voudrais envisager la suite de la recherche d'un médicament nouveau qui est le premier essai chez l'homme. Nous avons vu que les études faites permettent d'imaginer une efficacité du produit et de connaître les limites raisonnables de son utilisation. Mais quelle va être la réaction de l'organisme humain ?

Bien évidemment prudence, attention précise, honnêteté dans le jugement, connaissance de la maladie que l'on traite sont des éléments évidents pour la bonne conduite de l'essai. Primum non nocere, oui, mais aussi l'impératif de savoir. Il y a ici un autre écueil intellectuel que je voudrais souligner : comment concilier attitude scientifique et éthique médicale ? Le désir d'acquiescir une certitude scientifiquement démontrée à l'aide d'études dites en aveugle ou en double aveugle, avec utilisation de placebo et de statistiques peut conduire à considérer le malade comme une machine biologique. Ce point est fondamental car les réglementations conduisent parfois, par leurs exigences, à des excès qui ne sont pas en accord avec la bonne médecine.

## OBLIGATION DE S'ADAPTER A SON ÉPOQUE ET A SON PAYS

Médicament implique la notion d'un produit introduit dans un circuit économique. Le chercheur doit s'adapter aux exigences du marché et s'adapter aux exigences des « entités impersonnelles » qui règlent ce circuit.

S'adapter aux exigences du marché, c'est souvent assez simple car les données sont analysables en termes de chiffres. Problèmes de coût, d'investissement, de rentabilité sont affaires de spécialistes.

S'adapter aux exigences des « entités impersonnelles » qui règlent la mise sur le marché des médicaments est plus difficile. En effet, plus nous avançons, plus les exigences deviennent exorbitantes. Sous la pression de la F.D.A. (1) ou à son exemple les études chez l'animal s'amplifient, deviennent de plus en plus longues, de plus en plus coûteuses et quelquefois aboutissent à des aberrations. On peut considérer comme normal de rechercher si un produit, administré toute une vie à un animal à une dose 100 fois supérieure à celle utilisée chez l'homme, va donner lieu à l'apparition de tumeurs. L'obligation de faire ce type d'étude systématiquement conduit souvent à des résultats ininterprétables en termes de risques encourus par l'homme. S'il y a résultat ininterprétable, il y a doute et donc nécessité de reprendre une nouvelle étude. Le risque actuel de la multiplication, un peu abusive parfois, des études est la stérilisation de la recherche. Cela est dénoncé actuellement avec de plus en plus de vigueur aux U.S.A. où la chute de la productivité des centres de recherche est devenue impressionnante. Ceux-ci ne peuvent plus assumer l'investissement en argent et en temps que représentent les études à faire pour satisfaire aux exigences de la F.D.A. Et je ne parle ici que d'exigences, de « recommandations » édictées quelquefois un peu trop théoriquement pour le plus grand bien du public. Je ne parle pas de l'utilisation possible de ce type d'exigences administratives pour un protectionnisme économique qui, bien sûr, n'existe pas dans nos sociétés libérales.

## LES PRISES D'OTAGES

Il existe dans notre monde des forces qui peuvent avoir un pouvoir exorbitant sans que l'on s'en rende vraiment compte et devant lequel nous restons aussi démunis que devant une prise d'otage. *La littérature scientifique* est un de ces pouvoirs dans notre métier. Les fantastiques progrès de l'information et de la communication font que tout le monde peut avoir connaissance immédiatement de tout ce qui vient de paraître et de tout ce qui a paru sur un sujet. Dès lors le chercheur, insidieusement, risque de se faire asphyxier par l'abondance même de cette littérature, risque de s'engager dans des voies de recherche qui n'aboutiront pas car elles sont inadaptées à ses possibilités, à celles de son entreprise voire même à la médecine qui se pratique.

Il y a plus grave encore. Nous n'avons pas la possibilité de vraiment choisir notre voie de travail. Toutes les publications sont pratiquement anglo-saxonnes avec Comité de lecture qui juge, sélectionne et même demande des modifications au travail que vous soumettez. Il en découle que insensiblement, nous sommes obligés de raisonner en anglo-saxons d'une part et d'autre part, il y a création de « mode ». Pour être publiable, il faut travailler le sujet au goût du jour et tout le monde travaille, pendant un temps, le même sujet. Ceci est plus sensible encore dans les milieux de recherches universitaires où la seule sanction du travail est la publication et où, parfois, les crédits de recherches sont fonction du nombre et de la qualité « internationale » des publications. En poussant un peu loin le mécanisme on voit le pouvoir que peut avoir sur le chercheur la presse spécialisée qui fait connaître au monde les résultats de son travail.

Un autre type de pouvoir très curieux est celui qui vient d'apparaître aux U.S.A. et de là partout, avec la publication des « good laboratory practices ». Il s'agit de directives précises sur la manière de bien faire des expériences... et la possibilité pour l'administration américaine de vérifier que ces directives sont bien appliquées. Il est déjà un peu surprenant de voir le manque de confiance qui existe entre la F.D.A. et les laboratoires mais il est encore plus surprenant de voir que, si ces directives sont rigoureusement suivies, il n'y aura de possibilités de recherche que pour de très grandes unités travaillant toutes sur le même matériel, les mêmes animaux, la même alimentation, etc... Il ne faut pas être devin pour savoir de quel côté de l'Atlantique se feront de telles études.

L'O.C.D.E. a vu l'écueil et l'a évité pour l'instant.

Un troisième type de pouvoir est celui que peuvent avoir certains scientifiques. Découvrir un phénomène qui peut être nuisible à la Santé est remarquable mais l'isoler du contexte général, le monter en épingle peut avoir des conséquences extraordinaires. Il y a quelquefois chez les chercheurs la tentation de la puissance, du pouvoir et cela n'est pas sain. L'ambiance est à l'écologie et à la défense du consommateur mais il faut, pour le chercheur, rester modeste devant la formidable complexité de la nature humaine et les déviations qu'elle peut introduire dans le raisonnement le plus pur.

C'est justement cette modestie du chercheur devant ce qu'il reste à découvrir qui peut le conduire à l'idée.

Nous avons vu les acteurs, les différents actes de la pièce, les problèmes très généraux qui se posent. J'ai délibérément escamoté dans ce débat les aspects purement économiques : poids de la Recherche dans l'entreprise, taille critique de l'entreprise, économie de la Santé, etc... pour rester dans l'humain. Voyons maintenant *comment naît l'idée de recherche, comment peut être imaginé un médicament nouveau.*

Nouveau, voilà bien un problème majeur. Un produit, très voisin d'un médicament existant, peut être nouveau par sa structure chimique totalement différente de celles existant déjà et sans intérêt car il n'apporte au thérapeute aucun progrès dans le traitement des malades. Nouveau pour moi implique progrès, même minime.

L'idée d'un médicament nouveau peut naître de multiples façons mais pratiquement toujours d'un fantastique travail pluri-disciplinaire de chercheurs qui essayent de lire, jour après jour, dans le grand Livre de la Nature. Pour nous, tout ce que nous avons à découvrir y est écrit ; nous n'avons rien à inventer ; nous avons à comprendre et à en tirer les conséquences. Cela devrait nous rendre très modestes.

La recherche universitaire, de par ses moyens et sa forme même d'esprit, est un des éléments fondamentaux de cet effort d'analyse et de synthèse. Il est quelquefois dommage qu'il n'y ait pas plus de compréhension entre ceux qui ont toute latitude pour imaginer les recherches les plus osées et ceux qui sont obligés de contraindre leurs efforts dans un cadre que l'on appelle parfois la « recherche appliquée ».

La recherche hospitalière est aussi féconde en idées. La meilleure compréhension d'un phénomène pathologique, la suspicion de maladies jusque là inconnues ou plutôt méconnues, l'analyse des progrès faits et des besoins à pourvoir conduisent les chercheurs vers de nouveaux médicaments.

Du travail de toutes ces équipes va jaillir « l'idée » et là nous retrouvons l'individu, cet être singulier qui va s'étonner d'une anomalie, d'un phénomène inexplicable apparemment et qui va orienter les recherches vers la découverte. L'aventure de Flemming, le père de la pénicilline, n'est pas unique mais caractéristique : l'observation de l'effet nocif de moisissures sur des cultures de germes lui donne l'idée d'un produit secrété par ces moi-

sisures. Et quand, pendant la guerre, il a fallu synthétiser ce produit, les chimistes ont recherché dans tous les travaux faits sur ce thème, bien avant Flemming, dans la thèse d'un médecin militaire de Lyon, dans des écrits de Pasteur, quelle était la souche de penicillium qui serait la plus riche en produit « antibiotique ». Travail d'observation, d'analyse, idée, réalisation forment un tout qui conduit au progrès.

Les progrès de la technique, l'avancement de nos connaissances font que progressivement nous comprenons certains points de mieux en mieux mais que d'autres s'embrouillent. Un jour nous comprendrons l'homme molécule par molécule, mais où en serons-nous ?

L'homme n'est pas une machine biologique dont on peut impunément changer les rouages ou modifier les circuits. Plus encore, l'homme n'est pas un individu dans une population standardisée dont on analyse les réactions à l'aide de statistiques. L'homme malade est vraiment, à chaque fois, créature unique et la charge émotionnelle, la qualité de la confiance, l'espoir qu'il met dans sa relation avec sa maladie, son médecin et ses médicaments font que, toute découverte, même extraordinaire, doit être replacée dans son contexte profondément humain.

Tout est imaginable, à notre époque, tout, même les choses les plus folles. Tout ne doit pas être fait ni tenté même dans le domaine des médicaments nouveaux.

Il est dit qu'un peu de science éloigne de Dieu et que beaucoup en rapproche. J'aimerais pour ma part être vraiment très savant.

Gilles STREICHENBERGER

(1) F.D.A. : Food and drug administration

## ***Les livres collaborateurs de France-Forum :***

**Jean-Marie PELT**

**Les Plantes**

**Editions Fayard**

**François FEJTO**

**La social-démocratie  
quand même**

**Editions Robert Laffont**



# REVUE DES IDÉES

## PORTÉE ET LIMITES DU CONSENSUS

par François GAUTIER

**U**ne des forces du régime politique hyper-présidentialisé ( 1 ) qui est celui de la France à l'heure actuelle, est sa capacité à lancer dans l'opinion des idées forces, parfois des slogans, qui connaissent des fortunes diverses, mais obligent les médias à s'y référer, les intellectuels à les analyser et les opposants à s'en démarquer.

Ce genre d'initiatives rend les débats d'idées dans l'opinion plus changeants, plus incertains, moins approfondis à bien des égards que les débats longuement mûris par l'intelligentsia, mais les rend plus accessibles, au moins en apparence, à la majorité des Français téléspectateurs et lecteurs de journaux.

L'un de ces mots-clés, autour duquel surgissent colloques ( 2 ), réflexions, débats, rejets, justifications, est le mot « *consensus* ».

Le consensus signifie-t-il une version renouvelée du « rassemblement » autour du chef de la tribu gauloise, du

monarque absolu de la France enfin unifiée, des révolutionnaires de la Patrie en Danger, ou du chef de la France libre ?

Ou bien le consensus est-il un piège tendu par la bourgeoisie monopoliste en crise pour affermir sa domination sur « les nouvelles couches sociales » après que les bases de son influence aient été singulièrement érodées par les coups de boutoir du prolétariat !

Plusieurs ouvrages récents abordent cette question, soit directement, en faisant l'objet même de leur réflexions, soit à l'occasion d'analyses sociologiques plus vastes.

Il semble bien en effet que la notion de consensus, sous ses différents aspects politiques, sociaux et culturels, revête une grande importance ; ne recouvre-t-elle pas en définitive la question de savoir si la France peut continuer à exister en tant que communauté nationale organisée et influente dans le monde ?

## LA SAGESSE ET LE DÉSORDRE

Oui, répond Henri Mendras au terme de l'introduction d'une cinquantaine de pages d'un ouvrage collectif dont il a dirigé la rédaction (3), le consensus existe :

« Dans une société qui utilise la multitude des conflits comme instrument de sa régulation, le consentement de tous à un code de comportement fondamental et un consensus minimal sur quelques valeurs sont donc essentiels.

« Contrairement à ce qui se dit et qui s'écrit le plus souvent, ce consentement me paraît très fort aujourd'hui parmi les Français.

« Tous reconnaissent la légitimité républicaine, partagent une morale de l'efficacité et se soucient avant tout de bien vivre.

« En même temps, chacun accorde à autrui de chercher son bien-être à sa façon, selon les valeurs qui sont les siennes, et qui ne sont plus nécessairement celles de tous.

« Cette renaissance de différences entraîne une crise d'identité qui suscite des préjugés et donc des manifestations diverses de racisme...

« Tel est peut-être le nouveau Contrat social sur lequel se trouve bâtie la société française. Ce consensus « bourgeois » paraît trivial à ceux qui rêvent d'autre chose : d'accord esthétique avec la nature, de révolution égalitaire ou d'aventure exaltante.

« Les grandes vertus ne sont plus dans la cité, qui se satisfait des vertus que l'on qualifiait autrefois de domestiques.

« Ce consensus paraît parfaitement adapté à la gestion d'une démocratie opulente qui ne prévoit pas d'affronter de grands périls extérieurs ou de grands drames intérieurs.

« Si l'un ou l'autre advenait, saurait-elle faire face et dominer l'adversité ? Qui peut répondre à une telle question ? ».

Faut-il conclure de ce long constat effectué par Henri Mendras que « les Français sont d'accord entre eux sur l'essentiel, mais ne le savent pas », selon les propos placés en exergue d'un de ses ouvrages par un homme politique connu (4) ? Ce serait probablement excessif.

Dans « La Sagesse et le Désordre », la réflexion progresse au travers de l'analyse de deux phases par lesquelles est passée la société française d'après-guerre :

— une sorte de montée en puissance de 1946 à 1965, caractérisée notamment par une forte expansion démographique et économique, accompagnée de mouvements

sociaux importants tels que l'exode agricole, les grands ensembles urbains, l'augmentation des loisirs, l'afflux de population immigrée, l'équipement des ménages, le phénomène automobile, etc...

— puis de 1965 à nos jours, un retournement démographique et économique d'abord lent jusqu'en 1974, accéléré depuis le premier choc pétrolier et accompagné d'un bouleversement culturel, d'une évolution des valeurs tout à fait importante, faisant apparaître à certains moments une véritable crise d'identité.

Quelques expressions de ce mouvement apparaissent dans des événements très divers tels que le Concile Vatican II, l'ouverture des premières grandes surfaces commerciales, le goût massif des Français pour les voyages à l'étranger, le développement du rôle de la télévision, l'apparition du nu dans les magazines et sur les plages, l'augmentation du nombre des divorces, etc...

Nombre de nos concitoyens tirent de cette double évolution une impression d'émiettement du corps social et d'absence d'un projet collectif d'avenir.

— L'émiettement du corps social ? Henri Mendras préfère y voir la preuve de la plasticité des structures et des institutions françaises : la portée du consensus, en quelque sorte.

Les institutions de la République ne sont plus contestées pour elles-mêmes : « En même temps qu'elle était acceptée de tous, la République perdait une grande partie de sa valeur affective. Puisqu'elle n'est plus menacée, sauver la République n'est plus un slogan mobilisateur. Du coup les institutions et les hommes politiques ont perdu une grande partie de leur lustre » (5).

Mais ce qui est vrai de la République, et même de l'Armée, l'est sans doute moins de la Justice et encore moins de l'Université. Là, l'auteur reste étrangement discret ; pour l'Université, il peut sans doute nous renvoyer à d'autres analyses déjà publiées.

Mais le fonctionnement de la Justice pose également un réel problème, qui transparait sans doute dans les débats relatifs au projet de loi « Sécurité et Liberté », mais plus fondamentalement encore dans cette vieille maxime selon laquelle « un corps divisé contre lui-même est un corps qui périt ». Et l'on peut prévoir, sans grande crainte de se tromper, que le service public de la Justice connaîtra encore dans les dix prochaines années d'importantes difficultés.

L'analyse est également un peu courte à propos de l'Entreprise dont H. Mendras vante « la force et le dynamisme », sans nous expliquer les raisons pour lesquelles « la réforme de l'Entreprise », à savoir le partage du pouvoir économique entre apporteurs de capitaux, dirigeants et salariés était en panne.

De même le sociologue aurait pu remarquer que le souci jacobin de soumettre toutes les entreprises à un droit quasi uniforme s'opposait grandement à un aménagement des rapports sociaux dans le monde du travail.

Sur la famille et les associations, en revanche, le jugement est mieux ajusté.

Notons en particulier la diversification des modèles familiaux et le retour à « la grande famille » : « ensemble des couples appartenant à la même parentèle et vivant à proximité dans une relative communauté : rencontres quotidiennes, échange de biens et services, partage d'une même sociabilité, etc... ».

— Quant à l'absence du projet collectif d'avenir, ressentie par nos compatriotes, est-ce affaire de fond ou seulement de présentation ? Rappelons à ce propos l'image très forte proposée récemment par le professeur Duverger dans « Le Monde » (6) : « l'idéologie formulée dans « Démocratie française » rappelle l'ordonnance des jardins de Le Notre où la nature se trouve assujettie par une bonne éducation ».

Mais cette impression s'explique aussi, comme l'indique Henri Mendras, par « la prépondérance dans la cité des valeurs domestiques sur les grandes vertus ».

Or, cette importance prise par les valeurs domestiques dans la société française résulte notamment de « la diffusion de la culture bourgeoise, qui, en s'étendant à l'ensemble de la population, s'est transformée au point de perdre son originalité, et de la quasi disparition des civilisations populaires et paysannes ».

La généralisation de la culture bourgeoise se transforme-t-elle en hégémonie des classes dirigeantes ? s'interroge Henri Mendras, en relevant que le patronage bourgeois s'insinuait aujourd'hui dans toutes les catégories sociales, sauf celle des « exclus », pauvres, immigrés, handicapés.

Comment une telle situation ne suscite-t-elle pas davantage de contestation ?

Sans doute, parce que ce patronage de la culture bourgeoise tolère l'existence d'une contre-culture qui mobilise une faible fraction des jeunes générations, mais surtout parce qu'au sein même de l'immense « groupe central », les échelles de revenus sont moins fortes et beaucoup moins discriminantes qu'autrefois et qu'elles ne conditionnent plus directement le mode de vie.

« La nouvelle culture bourgeoise » se diffuse donc au milieu d'une très grande variété de modes de vie.

Telle semble être la portée du consensus pour Henri Mendras et l'équipe de « La Sagesse et le Désordre ».

## LE NOUVEL ORDRE INTÉRIEUR

Si la situation actuelle de la France est bien celle-là, alors il faut s'en inquiéter ; le consensus est également analysé, disséqué pour être violemment contesté par les participants au Colloque international de l'Université de Vincennes (22-24 Mars 1979), dont les travaux ont été publiés sous le titre « Le nouvel ordre intérieur », sous la responsabilité de Pierre Domergues (7).

Le nouvel ordre intérieur est une expression, à contenu critique, employée pour qualifier la situation actuelle de la France, et d'autres pays occidentaux puisqu'aussi bien « l'ordre et l'autorité n'ont jamais connu d'autres fonctions que de préserver les privilèges des nantis en contenant la turbulence des couches les moins favorisées », ainsi que l'écrit Claude Julien dans sa préface de l'ouvrage.

Certes, poursuit Claude Julien, « l'ordre intérieur n'existe pas que dans les sociétés capitalistes occidentales et il faudra bien également organiser un jour un colloque sur l'ordre intérieur dans les pays socialistes, qui ne le cède en rien quant aux techniques de contrôle, à l'ordre stalinien ».

Mais alors que l'équipe Mendras s'attachait à analyser les composantes sociologiques du consensus français contemporain, l'équipe « du nouvel ordre intérieur » insiste prioritairement sur les aspects économiques et culturels du consensus, pour les dénoncer avec vigueur.

Car l'équipe du nouvel ordre intérieur ne nie pas, tout d'abord, l'existence d'un consensus : « l'Occident, grâce à vingt cinq années d'une prodigieuse expansion économique, a fourni à ses bourgeoisies traditionnelles des cohortes d'alliés naturels... chacune de ces couches sociales relativement aisées... élargit globalement l'indispensable base sociale de toute démocratie libérale — jamais celle-ci n'a donc connu d'aussi favorables conditions ».

De même, plus loin Claude Julien écrit encore : « la composition sociologique des pays d'occident est de plus en plus homogène dans ses aspirations bourgeoises ».

Enfin, Jean-Marie Domenach précise : « Il serait temps... de ne plus se contenter d'opposer une majorité de pauvres à une minorité de riches. Il faut reconnaître qu'il y a une sorte de consensus pour la satisfaction des besoins et que ce consensus n'est pas seulement le fait des gens de droite, mais aussi d'une immense partie de la gauche ».

Alors, en quoi le consensus est-il critiquable ? La réponse nous est donnée par Pierre Domergues. « Le nouvel ordre intérieur est lié à la crise des années 1973-74, à la volonté de rétablir le taux de profit et à l'instauration de nouveaux modes de régulation économique politique, sociale, idéologique et autres. Mais il est lié de

façon plus fondamentale encore, à l'évolution des sociétés, caractérisées à l'Est comme à l'Ouest, par un mélange de progrès et de destruction, de satisfaction et de manque, d'émancipation et de répression ».

Cette définition du nouvel ordre intérieur est intéressante à plus d'un titre :

— sa spécificité spatiale et temporelle tout d'abord : la réaction des pays industrialisés, dont la France, à la crise énergétique de 1973-74 et ses conséquences sociales, politiques et idéologiques : c'est la conception « classique » du nouvel ordre intérieur, version contestataire du consensus.

— sa volonté de généralisation à tous les systèmes sociaux ensuite : le mélange de progrès et de destruction, de satisfaction et de manque, d'émancipation et de répression, sont caractéristiques de toutes les formes organisées de la vie des hommes : c'est la conception « anarchiste » du nouvel ordre intérieur, qui tempère singulièrement la portée de la première analyse.

D'une définition aussi ambitieuse, et pourtant ambiguë, l'on est conduit à des analyses extrêmement diverses dans leur contenu et à la mise au point de « contre-stratégies » ( IV<sup>ème</sup> partie ) peu cohérentes pour faire éclater le nouvel ordre intérieur.

Mais les auteurs du livre nous avaient loyalement prévenus « cet ouvrage ne se veut pas homogène : il cherche plutôt la variété de l'analyse, la pluralité de l'approche, la richesse et la contradiction. Il ne prétend pas offrir une théorie d'ensemble d'un processus encore en gestation... ».

Après avoir évoqué l'ensemble des processus de réaction d'un pouvoir capitaliste, éprouvé par « la crise », développant son rôle de gendarme, aussi bien à l'intérieur de l'Etat ( passage de « l'Etat providence » à « l'Etat discipline » ), qu'au plan international, vis-à-vis des pays en voie de développement, les rédacteurs du « Nouvel ordre intérieur » abordent en seconde partie, « le nouveau Contrôle social », dans les rapports de travail, à l'Université, par la justice, l'informatique et les moyens de communication.

C'est la partie la plus pertinente de l'ouvrage ; celle qui évoque l'avènement d'une société programmée, plus terrifiante pour « les libertés formelles » que celle décrite par Orwell dans « 1984 ».

Dans cette partie de l'ouvrage, les auteurs ( Louis Joinet en particulier ), réfutent l'optimisme du rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société, soutenant que « la qualité du tissu social, le pluralisme des forces et le jeu des contre-pouvoirs l'emportent sur les pièges liberticides dûs à la technologie » ( 8 ).

« Les Contre-stratégies » proposées par les partici-

pants au Colloque de Vincennes devraient donc aboutir au recensement des moyens d'élargir « les espaces de liberté » face aux périls du contrôle social, puisque, comme l'affirme Pierre Domergues de façon quelque peu inattendue dans un tel ouvrage, « plus que jamais les libertés formelles, même bourgeoises, les libertés individuelles, doivent être préservées ».

Mais la confusion doctrinale entretenue chez nombre de théoriciens du « nouvel ordre intérieur » nous éloigne parfois singulièrement de ce chemin. Ainsi, dans « la nouvelle trahison des clercs » l'américain Noam Chomsky s'efforce de nous convaincre que la nouvelle croisade pour la défense des droits de l'homme est essentiellement dirigée « contre le développement indépendant » des pays du tiers-monde, et que, par exemple, au Cambodge « la brutale conduite des Khmers rouges... est appréciée au vu d'estimations qui... lorsqu'il ne s'agit pas d'inventions pures et simples, font entrer en ligne de compte les morts imputables à la faim et à la maladie dont les Etats-Unis et le colonialisme français sont très largement coupables ».

D'ailleurs, « quelques atroces qu'aient pu être les faits, il n'était dans le pouvoir de personne en occident de faire quoi que ce soit dans cette affaire... ».

Il convient en effet de prendre en considération « l'intelligentsia révolutionnaire qui prend la direction des luttes populaires et l'utilise pour mener ensuite tambour battant, des programmes de développement économique dans une relative indépendance par rapport au capital international et dans un cadre totalitaire... ».

C'est pourquoi, écrit en terminant Noam Chomsky, « il faut opposer à l'élaboration du consensus, l'industrie de pointe, qui consiste à contrôler l'opinion publique au travers d'une surveillance étroite de l'ensemble de l'information et des analyses ».

Pour d'autres participants au Colloque de Vincennes, en revanche, la contre-stratégie au nouvel ordre intérieur devrait emprunter des voies mêmes violentes, sans être toujours compatibles avec les précédentes.

La voie politique a paru opportune, au cours des dernières années, ainsi que le rappelle Henri Lefebvre :

« La politique a fourni un nouvel absolu. L'absolu théologique était moribond, sinon mort ; l'absolu philosophique ne valait guère mieux ; et voilà que tout d'un coup l'absolu politique est venu relayer ces deux formes un peu décrépies d'absolu... ».

Mais la traduction politique de la lutte des classes n'est pas toujours évidente, car « la lutte des classes change et se transforme. Il y a maintenant une lutte des classes à l'échelle internationale qui n'est d'ailleurs pas précisément lumineuse... ».

Enfin, la voie politique peut emprunter au moins «trois orientations stratégiques» qui sont : la stratégie réformiste, la stratégie de contrôle de l'Etat, et la stratégie de sortie de crise par l'autogestion.

Mais ces stratégies, si elles ont leur cohérence interne, sont largement incompatibles entre elles. Aussi le rédacteur de cette partie de l'ouvrage, Serge Vincent-Vidal, se garde bien d'en choisir une, et ses propos traduisent un certain embarras : « Il semble que ces scénarii du possible masquent une problématique non-dite des stratégies anti-capitalistes... Les travailleurs et leur organisation auraient intérêt à bien situer les responsabilités et à engager à tous les niveaux et sur tous les terrains des luttes résolues dont certaines pourraient connaître d'importants succès tactiques et par là-même, aggraver les contradictions de la crise ».

Après ces propos embarrassés pour définir les conduites «contre-stratégiques» les mieux adaptées à la constitution du nouvel ordre intérieur, il nous semble que c'est Jean-Marie Domenach qui fixe le plus clairement les limites au consensus développé par H. Mendras dans «la Sagesse et le Désordre» en exprimant son «refus du nouvel ordre intérieur, en ce qu'il est capable d'intégrer une très large partie de la dissidence et de récupérer la contestation. Dans les pays totalitaires, la dissidence est exclue ou emprisonnée. Dans les pays dits libéraux avancés, elle est intégrée. La nouveauté est dans la forme et les moyens employés, dans leur puissance extraordinaire ou démultipliée, c'est le poste de télévision qui est partout. L'ordre est dans chaque foyer ».

## **GISCARD ET LES IDÉES OU LA GUERRE IDÉOLOGIQUE**

Pour les auteurs de «Giscard et les idées, essai sur la guerre idéologique» (9), le nouvel ordre intérieur est «révélateur de la guerre idéologique menée par l'impérialisme en crise pour imposer le consensus».

Le ton de l'ouvrage est polémique ; il se situe sur plusieurs niveaux à la fois : théorique, en analysant le contenu de «cette guerre idéologique anti-marxiste», concret, en citant les hommes, les institutions qui en sont les acteurs, militant en exhortant «le parti révolutionnaire à mener la lutte contre leur guerre».

Si le travail de l'équipe Mendras est à dominante sociologique et le colloque de Vincennes, axé sur les aspects économiques et culturels du «nouvel ordre intérieur», «l'essai sur la guerre idéologique» se veut plus large et se donne pour tâche d'alerter les militants du parti révolutionnaire sur tous les aspects que revêt «la recherche du consensus» en France pour le combattre le plus efficacement possible.

L'ouvrage comporte donc de nombreuses répétitions, il a une vocation pédagogique, des exhortations : «les adversaires sont puissants ; ils mènent leur guerre sur

notre terrain ; mais la résistance s'organise», ainsi que des condamnations et des mises en garde.

Son originalité réside en partie sur une démarche de ses auteurs retournant contre «les partisans du consensus principalement les giscardiens et la social-démocratie, des thèmes habituellement utilisés à l'encontre des marxistes tels que : la guerre idéologique ; la stratégie de désinformation ; les racines de l'illusion idéologique.

Mais ce livre vaut également par son analyse de l'évolution des rapports sociaux et culturels en France et son souci «d'introduire dans les nouvelles aspirations, le point de vue scientifique et révolutionnaire».

Certes, pour M. Guy Pilachaud, l'un des auteurs du livre, la guerre idéologique reste défensive et liée «au fait que l'idéologie est demeurée le dernier rempart de la bourgeoisie monopoliste et qu'au cœur de cette bataille se situe la question de l'intégration des cadres non monopolistes. Pour le pouvoir et le grand capital, il s'agit en effet de renverser la tendance à l'isolement de la bourgeoisie monopoliste et de passer à la contre-offensive sur le thème du consensus ; ils essayent de gagner en ayant recours à la social-démocratie».

Ce thème est repris et détaillé dans la quatrième partie de l'ouvrage sous le titre «le consensus, stratégie défensive», où l'auteur dénonce «les plus subtiles idéologies de la classe dominante, au rang desquels figurent Michel Crozier, Christian Beullac et Jacques Delors, «qui ont entrepris, depuis peu, de domestiquer la résistance des masses à l'autoritarisme centralisateur de l'Etat français».

Peu importe d'ailleurs si le même auteur s'en prend quelques lignes plus loin au même Michel Crozier accusé de développer «l'antiétatisme ambiant».

Et finalement, «si le consensus n'est pas loin, si l'alternance façon Etats-Unis, Grande-Bretagne ou R.F.A. se laisse deviner dans les conclusions de Jacques Delors à l'ouvrage «La Démocratie à portée de la main», la classe ouvrière française est appelée à résister au nom de ses traditions de lutte et de l'importance de son organisation révolutionnaire».

La stratégie de désinformation est de même l'objet d'importants développements. Cette expression habituellement réservée aux pratiques du K.G.B. est ici le fait du pouvoir dominant en France «ayant investi la quasi totalité des pratiques sociales».

Régis Debray et Noam Chomsky, ce dernier déjà cité dans «Le nouvel ordre intérieur» sont appelés à apporter leur témoignage au travers du «pouvoir intellectuel en France» (Régis Debray) et d'un article dans la revue «Change» n° 38 (Noam Chomsky).

Citons Régis Debray : «Il est évident qu'il existe un

délire occidental qui semble être l'envers d'une grande rationalité... L'arme principale de l'occident c'est son monopole d'information et de désinformation à côté de la pénétration financière des multinationales» (10).

Et M. Arnaud Spire commente aussitôt : « les idées des communistes sont visées au premier chef, et au-delà toutes les idées de progrès ».

De même N. Chomsky est appelé à préciser que « la politique des droits de l'homme de M. Carter est une parcelle infime d'une vaste restructuration de l'idéologie ».

Au total, « la stratégie de désinformation sert seulement à dissimuler que le marxisme est la seule vraie nouveauté que la France n'a pas encore connue ».

### LA FRANCE DE L'AN 2000

Lancé par le pouvoir très présidentialisé qu'est celui de la France à l'heure actuelle, le mot de « consensus » est devenu une facilité de langage : dans un seul numéro d'un grand quotidien du soir (11) ne relève-t-on pas son emploi à propos d'un « ordre mondial de l'information », des candidatures socialistes à la présidence de la République, d'un point de vue politique sur « un président audiovisuel », de la politique de formation professionnelle d'une grande entreprise, de l'évolution des relations sociales en R.F.A., et des V<sup>ème</sup> assises du patronat consacrées à l'innovation.

Mais les développements qui précèdent montrent aussi que le consensus fait l'objet d'un grand débat d'idées.

En prenant un peu de champ, trouvera-t-on notre conclusion sur ce thème dans l'ouvrage de A.C. Decoufflé « La France de l'an 2000 : une esquisse » (12)?.

Conclusion ironique et amère comme celle-ci : « La France a beaucoup plus pesé dans le passé sur le cours de l'histoire de l'Europe et du Monde que sur celui de sa propre histoire... changer le moins possible est la seule

forme de consensus qui rassemble vraiment les Français ».

ou conclusion catastrophique et enflammée comme celle-là : « La grande peur de l'an 2000 n'est déjà plus un mythe... verra-t-on... « les passions collectives déferler sur un monde désormais en proie aux angoisses des pénuries et des destructions et qu'aucun projet solidaire ne mobilise... ?.

« Elles risquent d'être particulièrement fortes... chez les plus anciennes chrétientés, là surtout où elles sont opprimées par une idéologie matérialiste imposée de l'extérieur.

« En France, on ne peut ignorer la possibilité de surgissement de bouleversements socio-culturels liés à des phénomènes tôt qualifiés d'irrationnels ».

La Sagesse ou le Désordre en quelque sorte...

François GAUTIER

(1) Voir Alain Duhamel "La République Giscardienne" (Grasset -1980).

(2) France-Forum n° 173-174, Juillet-Août 1979 "Crise économique et consensus social".

(3) "La Sagesse et le Désordre" - France 1980 (Gallimard)

(4) André Diligent "Les Défis du Futur" - 1977

(5) "La Sagesse et le Désordre".

(6) Le Monde du 23 Octobre 1980.

(7) "Le Nouvel Ordre Intérieur" - édition Alain Moreau 1980.

(8) Rapport sur l'informatisation de la société française - Documentation française 1979 (p. )

(9) "Giscard et les Idées : essai sur la guerre idéologique" - Editions sociales - 1980.

(10) R. Debray "Le pouvoir intellectuel en France", cité dans "Giscard et les Idées".

(11) Le Monde du mardi 28 Octobre 1980.

(12) A.C. Decoufflé "La France de l'An 2000 : une esquisse" (Seghers -1980).

## Les livres collaborateurs de France-Forum :

Dominique BAUDIS

La mort de Keffieh

Editions France-Empire

René PUCHEU

Savoir s'informer

Editions Le Centurion

# COMPRENDRE LES « NOUVEAUX PHILOSOPHES »

par Etienne BORNE

*Le texte ci-dessous est, mise en forme par l'écriture pour la lecture, la sténographie d'une conférence qui fut proposée le 24 mars dernier aux participants du cercle " Positions " qu'anime notre ami Jean Cluzel, sénateur de l'Allier. Conférence en instance de parution dans le bulletin que publie régulièrement " Positions ".*

*Il est préférable d'avertir que cet essai de synthèse, offert déjà à un de ces publics cultivés qu'on rencontre parfois plus facilement en province qu'à Paris, ne veut être rien d'autre qu'un repérage rapide de quelques idées ou thèmes essentiels. Je ne prétends rien apprendre sur les " nouveaux philosophes " à ceux qui savent - ou qui parfois croient savoir. D'autre part, il n'est pas de parole digne de ce nom sans une conviction affirmée. Ma référence avait été de bout en bout cet humanisme d'inspiration chrétienne dont il serait temps qu'il cesse de chercher à ne pas déplaire, pour confrontation après confrontation, juger et trancher quand et comme il le faut. Je souhaite que de ce texte, dont on ne verra que trop qu'il est encore parlé, on retienne qu'il reste une parole.*

Et. B.

**L**a furie de nouveauté est l'un des signes de ce temps. De la nouvelle théologie à la nouvelle cuisine, en passant par le nouveau roman, les nouveaux économistes et la nouvelle droite, tintamarre sur cette seule note. Pas plus que ce ne sont pas forcément ceux qui disent « Seigneur, Seigneur » qui entreront forcément dans le royaume des cieux, il ne suffit pas d'afficher la nouveauté sur ses pancartes pour faire véritablement du nouveau, et l'inflation de nouveautés invite au soupçon.

Les nouveaux philosophes sont les enfants chéris des « médias ». Tels d'entre eux allient assez bien philosophie et sens publicitaire. De quoi donc entrer en méfiance. Dans les choses de l'esprit, les créateurs authentiques sont ceux qui cherchent à faire vrai et beau, ou même plus simplement à faire et la nouveauté leur est donnée par surcroît. La mode cependant n'est pas nécessairement mystificatrice, et c'est ce qui fait son ambiguïté : elle peut charrier, mêlé au futile et au fugitif, de l'essentiel et de l'important. Il faut donc y regarder de plus près. Que les nouveaux philosophes soient à la mode, c'est une constatation, nullement un jugement. On prendra donc quelque recul.

## UNE TROISIÈME VAGUE ?

Tout s'est passé comme si depuis la fin de la dernière guerre mondiale, nous assistions dans le domaine de la philosophie ou plus largement de la pensée, à un déferlement de vagues successives.

La première vague fut celle des philosophies dites existentielles, avec notamment et d'abord Jean-Paul Sartre. Le maître mot était celui d'existence, qu'il fallait

entendre au sens concret et exclusif de l'existant humain, dans l'absolu d'une liberté qui avait pour rançon — au moins selon Sartre — une rupture de solidarité, un délaissement, une solitude. Cette vague existentielle comportait de grandes variétés, l'existentialisme n'ayant jamais été une bonne étiquette, ni un véritable système. Une même théorie de l'absurde rapprochait Sartre et Camus qui devaient se séparer pour raisons politiques. Et Gabriel Marcel, adversaire de l'absurdisme et de l'athéisme sartriens, passait, contre son gré, pour un existentialiste chrétien.

Deuxième vague, à partir des années 60, celle du structuralisme ; l'on vit la notion de structure abstraite, et peu émouvante, faire oublier le pathétique et l'existence. Ici, encore grande variété de pensées et de recherches, mais qui toutes extrapolaient dans des domaines multiples une idée de la structure importée de la linguistique. On connaît un organisme vivant, une société, une culture lorsqu'on a compris qu'ils ont une structure, que leurs différentes fonctions font système. Comme si toute la vérité d'un corps était dans le squelette qui le fait se tenir debout. Si l'existentialisme avec son souci de l'homme concret pouvait passer pour un humanisme, le structuralisme pouvait se présenter comme un « antihumanisme théorique » comme le philosophe communiste Althusser désignait sa propre philosophie. C'est dans un climat structuraliste que Michel Foucault a pu proclamer « la mort de l'homme », voulant dire que l'idée d'un homme universel, qui se retrouverait en chaque homme particulier était une idée dépassée et donc morte.

Et de même que la philosophie de la structure contredisait la philosophie de l'existence, voici en réaction contre les philosophies de la structure, et selon le même

schéma dialectique « les nouveaux philosophes ».

Un pluriel. Non pas une équipe. Beaucoup d'individualités. Entre certains d'entre eux des amitiés et des complicités. De grandes différences entre les talents et le contenu des œuvres. Pas toujours la même génération. Impossibilité donc de faire un dénombrement entier et une revue générale. Quelques noms et quelques points de repère seulement.

Bernard-Henri Lévy, écrivain, directeur de collection homme de ressources et en situation d'aider et de pousser ses amis, est entre les nouveaux philosophes celui qui a fait la percée la plus brillante, et on ne saurait lui refuser l'éclat du style et le don de la formule. Son dernier livre « le Testament de Dieu » apologie pour la Loi et le judaïsme a eu la vedette dans les hebdomadaires parisiens. Loué vivement mais aussi féroce ment contesté. Alain de Benoist, penseur attiré de la « nouvelle droite » a écrit dans « Figaro-Magazine » que « le Testament de Dieu » était le livre le plus sectaire de l'année » (79). Mais la violence et le nombre des inimitiés contribuent à la célébrité d'un nom tout autant que le nombre et l'ardeur des disciples et des amis. Bernard-Henri Lévy a réussi à susciter le débat autour de sa pensée. Un débat et parfois un combat. La présence de Bernard-Henri Lévy aux Etats-Généraux de la philosophie en Sorbonne au printemps a provoqué une belle empoignade autour de sa personne. Et sans doute un philosophe a-t-il réussi sa publicité lorsque les arguments échangés pour ou contre lui cessent d'être philosophiques. Mais si certaines apparences font du tort à Bernard-Henri Lévy, nous aurons l'occasion de dire que ses livres ne sont pas sans pensée, et sérieuse.

Travaillent souvent en symbiose, Henri Jambet et Guy Lardreau, amis de Maurice Clavel qui appartenait à une autre génération et dont on a pu dire qu'il avait été « l'oncle » des nouveaux philosophes. Jambet et Lardreau furent des maoïstes convaincus et leur premier livre d'abord abrupt, paradoxal jusqu'à la provocation aide à comprendre les origines de la genèse de la nouvelle philosophie. Ce livre s'appelle « l'Ange » ; cherchant des exemples de pureté révolutionnaire, les auteurs les trouvent dans les chrétiens des premiers temps et surtout les marginaux en rupture avec la société et sortes de puritains hérétiques dans leur propre église. L'ange par sa pureté, sa transparence, son refus de se mêler aux compromissions de la terre apparaît comme la figure même du rebelle.

Voici encore André Glucksmann, un peu plus âgé que les précédents, lui aussi ancien maoïste et dont le livre le plus caractéristique pour notre propos « Les Maîtres-Penseurs » est une polémique contre les ténors de la philosophie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle. Fichte et Hegel, Marx et Nietzsche y sont dénoncés comme les véritables responsables des totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle. Qui prétend avoir accès à un absolu par la voie du savoir spéculatif serait complice de cet absolutisme politique qui a été, qui est

encore le mal et le malheur de notre temps. Peut-être faut-il enfin nommer Jean-Marie Benoist dont le premier livre « Marx est mort » est souvent considéré, par son titre plus que par son contenu, comme précurseur de l'anti-marxisme décidé des nouveaux philosophes — d'autant plus que son auteur fut candidat contre Georges Marchais aux dernières élections législatives. En réalité, Jean-Marie Benoist n'a pas rompu avec les thèses « structurales » qu'il s'efforce de rendre moins scolastiques et plus humaines et il poursuit un itinéraire personnel indépendant de toute école.

## LE MARXISME DÉSACRALISÉ

Renonçant donc à faire un palmarès et à présenter les nouveaux philosophes chacun dans sa singularité, je vais plutôt m'efforcer de mettre en lumière les thèmes qui peuvent leur être communs et on va s'apercevoir que leurs convergences sont principalement faites de refus et d'interrogation.

Les nouveaux philosophes sont d'abord des hommes d'un grand refus, préalable, originel, fondateur, le refus du marxisme. Et pour les bien comprendre, l'important est de savoir comment, c'est-à-dire selon quel chemin de raisons, ils sont devenus si délibérément anti-marxistes.

D'abord parce qu'ils ont été, et trop bien, marxistes. Hommes de gauche et même de l'ultra-gauche, leur sensibilité est révolutionnaire. Les choses telles qu'elles sont, la société comme elle va sont intolérables. D'où l'impératif de la révolution et il ne peut pas y en avoir de plus catégorique. Mais pour faire une révolution qui ne soit pas une simple vue de l'esprit, il faut des armes de deux sortes, celles de la doctrine ou de l'idéologie et celles de l'action et de l'efficacité. Posé en ces termes le projet révolutionnaire ne pouvait passer que par le marxisme quant à la pensée et le communisme quant à l'action.

Or, première difficulté, il n'y a pas un marxisme mais des marxismes, non pas un communisme mais des communismes : schisme entre le communisme russe et le communisme chinois s'accusant réciproquement d'hérésie révisionniste. Et l'antagonisme peut aller jusqu'à la guerre comme on l'a vu en Extrême-Orient entre la Chine et le Viet-Nam, le Viet-Nam et le Cambodge, Etats marxistes et peuples communisés.

En temps de guerre de religions, la guerre porte au doute sur la religion. Lorsque le communisme contredit le communisme, le marxisme est un marxisme « éclaté » et même dans l'ordre proprement théorique, les oppositions deviennent radicales et insurmontables. Un exemple français suffira, plus proche seulement que beaucoup d'autres. Le marxisme de Roger Garaudy, qui avant de prendre ses distances avec le parti communiste, avait été l'un de ses dirigeants est un marxisme humaniste, féru de dialogue avec le christianisme. Tandis que le marxisme d'Althusser, dont je rappelais la formule de l'« anti-humanisme théorique », est assez proche du structuralisme ;



pour lui le marxisme est essentiellement science. Grâce à Marx, pour reprendre les termes mêmes d'Althusser, « le continent histoire a émergé dans la théorie scientifique » à la manière dont la nature est devenue scientifiquement intelligible grâce à la physique mathématique de Galilée. Le marxisme se trouve ainsi écartelé entre un néo-scientisme froid et rigide (Althusser) et un humanisme récupérant chaleureusement tous les thèmes de la modernité moderniste de l'écologie au christianisme sans Dieu (Garudy). Ecartèlement qui a valeur de rupture.

Entrer en politique par la voie du communisme et du marxisme, c'est donc se heurter à un problème de choix puisque tout remembrement réconciliateur se révèle impossible. Pour qui a vocation philosophique il n'y a pas de choix sans critères de choix. Et pour ceux qui devaient devenir « les nouveaux philosophes », le marxisme le plus vrai ne pouvait être que le plus révolutionnaire. La plupart d'entre eux ont été maoïstes au moment de la fameuse « révolution culturelle » chinoise qui était une révolution dans la révolution, une révolution continuée jour après jour. La révolution dans l'histoire passée est un moment d'effervescence, d'intensité dramatique, où dans une lutte dont on accepte les démesures parce qu'on s'imagine participer à la lutte finale, tout paraît possible. Et puis, c'est l'éprouvante retombée : un jour arrive Thermidor ou pire, Brumaire, Bonaparte après Robespierre, Staline après Lénine. La révolution culturelle chinoise proposait ce miracle d'une révolution qui ne cesse pas d'être chaude, que son initiateur est capable de relancer en commandant le feu sur le quartier général c'est-à-dire en mettant en question les bureaucraties et les hiérarchies dans lesquelles elle s'enlisait. Mais, hélas, la révolution culturelle n'était qu'une guerre intestine pour le pouvoir. Jambet et Lardreau ne voient plus alors dans Lin Piao qui en fut l'incarnation que « l'Icare foudroyé au ciel de Mongolie ». Chute de « l'ange », du « rebelle ». Le temps du désenchantement est commencé.

S'il y a des communismes abâtardis, cette dégénérescence qui n'est pensable que par rapport à une authenticité antérieure ne peut s'expliquer intellectuellement et politiquement que par une déviation. Depuis le rapport Krouchtchev, tout ce qu'il y a eut de terrifiant dans l'ère stalinienne ne saurait être ignoré ou dissimulé. Il y a donc une déviation stalinienne. Mais si le pouvoir lorsqu'il était exercé par Lénine ou Trotski révélait déjà la même intolérance totalitaire, jusqu'où faut-il remonter pour surprendre le moment de la déviation ?

Les nouveaux philosophes ont commencé à être les nouveaux philosophes lorsqu'ils se sont aperçus que la question de la déviation était un faux problème, qu'il n'y avait pas eu le moindre infléchissement, que le stalinisme, Goulag compris, était dans la logique même du marxisme, comme le fruit est dans la logique de l'arbre et permet de le juger. Certes, il y a eu aussi cet événement formidable comme un cyclone ou une tornade, qu'ont été l'œuvre et plus encore la personne de Soljénitsyne, et qui

a provoqué dans la part intellectuelle de la gauche une dramatique crise de conscience, plus sensible encore dans la gauche laïque que dans la gauche chrétienne. Un André Glucksmann par exemple en a été complètement retourné. La découverte n'est pas exactement celle du Goulag ; le phénomène concentrationnaire soviétique n'était pas ignoré puisque, connu en Occident dès les années 45-50, il avait provoqué la rupture entre Camus qui tenait à tout révéler et Sartre qui s'y refusait « pour ne pas désespérer Billancourt ». La nouveauté est que avec Soljénitsyne, on comprend que le Goulag est dans la droite et terrifiante ligne de la pensée même de Marx. En effet, si la dernière des révolutions est capable grâce à l'appropriation collective des instruments de production d'apporter le bonheur à chacun et à tous, quiconque refuse ce bonheur ne peut qu'être qu'un criminel ou un fou, et la bienveillance révolutionnaire tentera de le rééduquer dans un camp ou de le faire soigner dans un hôpital psychiatrique.

## QUESTIONS AU COMMUNISME

Le marxisme, une fois désacralisé, les nouveaux philosophes poseront les questions sans réplique.

Même s'il condamne Staline et le stalinisme, un communisme marxiste est-il capable d'expliquer un phénomène d'une telle ampleur historique avec ses propres catégories ? Il ne trouvera jamais rien de plus que la piteuse explication par le « culte de la personnalité » dont Staline a été l'objet et qui a dû lui monter à la tête dont on ignorait qu'il l'avait si faible. Le « culte de la personnalité » c'est-à-dire un recours à la subjectivité psychologique, et comme le dit justement Althusser, « concept introuvable dans la théorie marxiste ». Si l'aberration d'un homme peut infléchir à ce point l'histoire, celle-ci n'est pas faite par les forces collectives dont les grandes personnalités ne seraient que l'expression, et le marxisme ne peut pas être la science de l'histoire. Les fameuses « analyses marxistes » expliquent tout, sauf l'histoire et les avatars du marxisme.

Le marxisme pourrait passer pour une science si « la lutte de classes » était le concept clé de l'histoire celui qui permet d'apporter une intelligibilité décisive dans l'écheveau embrouillé des événements historiques. Certes, l'histoire est tissée d'antagonismes multiples, et les intérêts et les idéologies des différents milieux se heurtent souvent brutalement, mais c'est un simplisme abusif que de ramener tous les conflits intra ou inter-nationaux à une lutte entre deux classes et deux seulement, l'exploiteuse et l'exploitée, dont, irrésistiblement l'une descend tandis que l'autre monte. Fanfare manichéenne, bien faite pour verser l'héroïsme au cœur des combattants, mais qu'aucun historien sérieux ne dira scientifique. Et c'est cet aspect dit scientifique du marxisme que les nouveaux philosophes seront d'accord pour dévoiler et refuser avec parfois la tentation de rendre la science responsable des manipulations idéologiques dont elle est l'objet.

Les nouveaux philosophes montreront aussi que l'idée que se fait le marxisme de la société est tributaire d'un modèle productiviste qui porte sa date et qui est de plus en plus contesté par les jeunes générations. Selon Marx, les forces productives étaient dans la société industrielle moderne grevée de malfaçons dues au régime capitaliste de la propriété privée ; mais, une fois cette hypothèque levée par la révolution communiste, ces forces productives connaîtraient une prodigalité d'inventions techniques, et un surcroît proprement démesuré de ressources qui ferait de l'abondance la vérité économique et humaine d'une société libérée des disciplines industrielles et étatiques. Le modèle productiviste et l'utopie de l'abondance finale avaient leur fondement dans une philosophie du progrès toute scientiste, caractéristique de l'idéologie de plus en plus dominante au XIX<sup>e</sup> siècle et que les nouveaux philosophes mettront radicalement en question.

Ici, la critique du marxisme n'a pas seulement valeur polémique contre une idéologie qui a produit dans l'histoire des fruits amers et sanglants. Le négatif recouvre un positif qui commence à donner figure à une philosophie en cela nouvelle. Le progrès a été longtemps un critère de distinction entre une gauche qui se voulait progressiste et une droite conservatrice ou réactionnaire. Or les nouveaux philosophes seront à la fois révolutionnaires et sceptiques à l'égard de ce qu'ils appelleraient volontiers la mythologie du progrès. D'abord parce que le progrès, c'est-à-dire hier la nuit, aujourd'hui le clair-obscur, demain ou après demain la lumière, est proprement aliénant, puisqu'il amène à sacrifier les générations présentes, qui luttent et se dévouent pour un monde plus beau, aux générations à venir, qui n'auront plus qu'à jouir bourgeoisement du bonheur acquis grâce à l'héroïsme des morts.

Il y a cependant plus important encore pour arriver enfin à l'intuition majeure de la « nouvelle philosophie ». Il paraissait aller de soi que l'action politique serait d'autant plus efficace qu'elle serait enracinée dans une pensée de moins en moins discutable ; c'est ainsi que le « progressisme » supposait une vue scientifique ou, plus généralement rationnelle de l'homme, du monde, de l'histoire. Le prestige du marxisme lui venait de ce qu'il jouait ce rôle de savoir en dehors duquel il ne saurait y avoir que préjugé et obscurantisme. Althusser, on le disait, considère Marx comme le Galilée de la science historique. La praxis selon le marxisme est l'identité de la pensée et de l'action. Parce qu'il était éclairé aux lumières du matérialisme historique, Staline, théoricien inégalable, « était le génial conducteur de la locomotive de l'histoire ». Cette sorte de savoir, plus proche d'abord de la dialectique philosophique de Hegel que d'une science véritablement positive, a certes fait faillite. Il est banal maintenant de le constater. Mais ce n'est pas au contenu frelaté de ce faux savoir que s'en prennent les nouveaux philosophes, mais à l'idée même de savoir. Pour eux chercher dans un savoir la vérité et la rectitude de l'action politique, c'est préparer une société totalitaire où le

savoir sera le plus décisif des moyens de gouvernement.

Ainsi, lorsque le jeune Marx, plus hégélien qu'il ne le croyait lui-même, disait que « le communisme résout l'énigme de l'histoire et sait qu'il le résout », il frayait les voies à un absolutisme politique d'un type inédit. Pour les nouveaux philosophes, l'alliance de la révolution et de la science prônée par le marxisme est la raison profonde de l'échec de tous les communismes et explique pourquoi la révolution victorieuse se fait du coup aliénante et oppressive. Le marxisme, devenu doctrine d'Etat, étant scientifique, doit faire l'unanimité d'un peuple, et ses opposants, esprits retardataires et qui en sont encore à l'astrologie à l'heure de l'astronomie, sont justiciables de ces écoles du soir ou des ténèbres qu'on appelle le Goulag. Cette science marxiste est plus qu'une science, elle dévoile les secrets du monde et d'une vie véritablement humaine ; tout se passe comme si apportant le salut avec le bonheur, elle était aussi une religion. Le caractère sacré de la science marxiste explique le sort des réfractaires et des non-conformistes traités en cas pathologiques et germes morbides, que pour la santé du corps social, il convient de maintenir dans des institutions ségrégationnistes, camps et hôpitaux.

Tirant la leçon d'une expérience de dimension historique, les nouveaux philosophes, ou du moins ceux d'entre eux qui s'affirment comme révolutionnaires, non seulement refuseront au marxisme le droit d'être l'idéologie, inévitable et exclusive, de la révolution, mais encore ils s'en prendront à toutes les conceptions scientistes et rationalistes qui enchaîneraient la liberté des hommes à une vérité préétablie, et c'est en fin de compte la séparation du projet révolutionnaire et du savoir qui sera le trait majeur de la philosophie des « nouveaux philosophes ».

## VRAIE OU FAUSSE NOUVEAUTÉ ?

On s'arrêtera un instant pour se demander ce qu'il y a de nouveau dans le procès et le verdict qui conclut le procès. Tout ce que disent les nouveaux philosophes sur et contre le marxisme et le communisme donne un sentiment de déjà entendu. Quelques uns de ceux qui, depuis des décennies, maintiennent une vigilance critique à l'égard de la pensée marxiste et de la politique communiste croient souvent se relire et retrouver leurs arguments et même leurs formules en lisant les nouveaux philosophes.

Pour s'en tenir aux illustres, on se souviendra que Malraux dès ses romans d'avant guerre avait décelé une fissure dans le marxisme qui donnait au communisme les deux aspects contradictoires de « fatalité » et de « volonté ». Cette fatalité d'un déterminisme économique qui ne saurait expliquer l'initiative et l'héroïsme révolutionnaire sera un des thèmes des nouveaux philosophes. Avant les nouveaux philosophes, Camus avait dans « l'Homme révolté » opposé révolte et révolution et montré que l'idée d'un sens scientifique et rationnel de l'his-

toire, dont un parti aurait le monopole, menait droit à l'imposture et à la servitude totalitaires. Et en parlant de religion séculière et de « l'opium des intellectuels » pour désigner respectivement le communisme et le marxisme, Raymond Aron était un bon précurseur des nouveaux philosophes et n'étant pas doué pour la publicité, je me garderais de citer des échantillons de ce qui, depuis les années 50, a été écrit sur le même sujet à « Terre humaine » puis à « France Forum ».

Pour être juste, il convient de reconnaître une certaine nouveauté dans la polémique antimarxiste des nouveaux philosophes. Nouveauté qui est double.

D'abord, la radicalité de la critique. Une pensée même déviée, durcie, travestie pouvait avoir au départ une intention de générosité humaniste. Ce scrupule que nous pouvions avoir et qui nous empêchait de conclure que Marx est tout entier à brûler, a été balayé par les nouveaux philosophes. Certes, nous n'ignorions pas, et nous l'avons dit et redit contre Althusser, que Marx était tributaire de Hegel, bien qu'il ait prétendu remettre sur ses pieds une dialectique qui avec Hegel marchait sur la tête. Les nouveaux philosophes n'ont donc pas tout à fait tort en voyant dans Marx l'épigone sans originalité de Hegel, philosophe du « savoir absolu » et donc de l'absolutisme politique. La critique radicale atteint la cible, mais pourrait porter aussi au-delà de la cible en mettant en question, on y reviendra, tout savoir et tout pouvoir.

Autre novation, fort peu philosophique en elle-même mais qui compte dans l'ordre de l'opinion : avant l'irruption des nouveaux philosophes, il était établi dans l'intelligenza que la critique du communisme ne pouvait venir que de la droite, à ce point qu'on était vite accusé d'avoir viré à droite dès lors qu'on se permettait une interrogation sur la qualité scientifique ou philosophique du marxisme. Et l'ordinaire des gauchistes, s'ils refusaient l'interprétation dogmatique du marxisme, qui est le propre des Etats et des partis communistes, en appelait d'un marxisme dévoyé à un marxisme authentique. Or, c'est du côté de cette ultra-gauche qu'a surgi la critique radicale du marxisme. Maurice Clavel, bon exemple d'une sensibilité de gauche aussi vive que possible, a été le premier, de ce côté, à congédier radicalement le marxisme, au point de faire de Marx une sorte de philosophe satanique. Qu'on puisse donc être à la fois révolutionnaire et antimarxiste, telle est la nouveauté cette fois conjoncturelle des nouveaux philosophes.

Qu'on l'inscrive à leur crédit ou à leur débit, l'apparition des nouveaux philosophes a signifié la fin de l'envoûtement de l'intelligenza française par le marxisme. Sartre est ici un bon témoin, lui qui a longtemps pensé que « le marxisme était « l'horizon indépassable de notre culture », qui tentait de faire un effort désespéré pour « réintégrer l'homme dans le marxisme » et qui vient de rejoindre très exactement les positions des nouveaux philosophes en écrivant dans la dernière série de ses « Situations » que les quarante volumes de Lénine sont

une oppression pour les masses, forcées de croire sur parole celui qui sait. Il est donc bien mort le rêve qui n'était pas seulement celui de Sartre : vivifier un marxisme sclérosé et le « compléter du côté de la subjectivité ». Les dernières pensées de Jean-Paul Sartre en disent long sur l'évolution de l'intelligenza française à l'égard du marxisme.

## ISRAEL ET LA LOI

Après la vigueur de leur antimarxisme, on retiendra encore deux ou trois traits chez les nouveaux philosophes.

Le premier, lié de près à leur antimarxisme, est la découverte de ce que peut signifier moralement et politiquement la tradition d'Israël. Les nouveaux philosophes ont découvert chez Marx, les maîtres de Marx et la pensée allemande du XIX<sup>e</sup> siècle un antisémitisme systématique, philosophiquement argumenté et qui leur a donné beaucoup à penser. Le jeune Hegel inaugure le thème de l'opposition entre Athènes et Jérusalem au bénéfice de la Grèce et contre Israël — si bien représenté par Abraham, qui quitte ses dieux et sa terre, est pris par le vertige subversif de l'ailleurs et ne peut s'insérer dans aucun ordre, l'ordre de la cité, comme l'ordre du cosmos. Marx continue Hegel en faisant du Juif l'homme du cosmopolitisme, de l'argent, de l'universel abstrait. Et Nietzsche ne dépense tant de fureur contre le christianisme que parce qu'il voit dans la religion de l'évangile un judaïsme à peine renouvelé. Glucksmann qui a si bien mis en vedette l'antisémitisme des « maîtres-penseurs » expliquera que pour qui pense à partir de l'Etat et du pouvoir, le Juif contestataire du pouvoir est « l'anti-Etat ». Et Sartre en était venu, autre conjonction avec les nouveaux philosophes, à voir dans la « judéité » le seul ferment de subversion qui garde au long de l'histoire sa vertu révolutionnaire.

Autre trait, la mise en vedette et en valeur de l'individu, qui manifeste ce qu'il a de propre par sa différence et même sa dissidence à l'égard du collectif. D'où redécouverte de la vie privée, qui revendique son autonomie, et de la valeur éminente du secret par rapport au public et à une civilisation publicitaire. Au nom des solidarités sociales, ma solitude est constamment envahie et trop de gens voudraient penser pour moi et à ma place. Cette solitude de la pensée individuelle était l'un des thèmes de l'existentialisme des années 45-50. Le voici revenu à la mode. Le sujet, mis à mal par les divers structuralismes, se trouve réhabilité. L'acte personnel de penser est le principe des vraies contestations. Dans la formule de Camus que les nouveaux philosophes prendraient volontiers en compte : « je me révolte, donc je suis », le mot important dans son significatif redoublement est le « Je », le « Cogito » est une première personne.

Autre trait non moins significatif, le retour en force de la morale. La conscience individuelle, le sujet ne prennent réalité et valeur que par rapport à une exigence

morale. Pour citer une formule de Bernard-Henri Lévy : « sur les ruines du politique et de ses idéologies mortifères, risquer les travaux d'une morale à hauteur d'homme et d'absolu ». Cette morale on la trouvait déjà dans « l'Ange » (de Jambet et Lardreau), et dans sa liberté à l'égard du sexe, de l'argent, du pouvoir et sa transparence qui avait valeur de jugement et de condamnation quant à l'opacité de la condition humaine. Bernard-Henri Lévy trouvera dans le monothéisme juif cette Loi qui d'un animal fit un homme debout. Selon l'auteur du « Testament de Dieu », pour qui le ciel reste vide, le monothéisme vaut par la Loi et non la Loi par le monothéisme. La loi est le testament d'un Dieu mort, parole de défense ou d'exigence absolues qui n'en est que plus sacrée et plus divine. Tout se passe comme si venue d'ailleurs, d'en haut — ce que symbolise le Sinaï — elle était une allégation de transcendance qui met en jugement les choses de la terre — alors que nos politiques font faillite et se retournent contre l'homme parce qu'elles ne visent qu'à organiser la terre.

Corollaire de ce retour de la morale : partout où resurgit l'éthique, la métaphysique n'est pas loin. Parce que la loi morale est toujours ce qui dérange, elle suppose en l'homme et, comme le meilleur de lui-même, un pouvoir de contestation, qui met en question l'ordre du monde en même temps que l'ordre social. La conscience morale est une possibilité, mieux encore une nécessité de désaccord déséquilibrant : je ne puis être d'accord avec la terrifiante inégalité des destins ou avec cet entre-dévolement universel dont parlait Mauriac et qui paraissent les fatalités du monde et de la vie, et surtout avec cette fatalité des fatalités, la mort qui égalise le juste et l'injuste et est une provocation toujours renouvelée à l'à quoi bon et au désespoir. Après Albert Camus, les nouveaux philosophes retrouvent en passant par la porte étroite de la morale, le problème du mal, incontournable dès qu'est posée la question du sens ou du non-sens de l'existence.

Ainsi se trouvent noués, non sans cohérence, la plupart des thèmes communs aux nouveaux philosophes. Le marxisme est en fin de compte récusé parce qu'il croit avoir trouvé une explication de l'histoire et de la société dans des lois immanentes à l'histoire et à la société, ce qui aboutit à justifier a priori le fait accompli, rallier la force et les pouvoirs et ouvrir les voies à toutes les tyrannies. L'idée d'un salut historique, temporel de l'homme conduit à cet inhumain à visage humain qu'est la barbarie pour parler comme Bernard-Henri Lévy. Seule la certitude que sa conscience est libérée des pesanteurs sociales, politiques, mondaines par sa relation avec l'éternel ou au moins l'intemporel peut sauver l'honneur de l'homme, sinon lui apporter le bonheur — car elle en fait un être divisé — mais au moins le préserver de l'extrême du malheur.

## **CRISE DE LA RELIGION ET CRISE DE LA POLITIQUE**

Après ce trop rapide repérage, reste à se demander

dans quelle mesure les nouveaux philosophes sont capables de fournir quelque lumière dans les crises du moment présent dont on admettra que, crise de la religion ou crise de la politique, elles sont d'abord des crises de pensée.

Crise de la pensée religieuse : tout se passe comme si une guerre de religion sévissait au dedans même du christianisme, plus grave que les différences et oppositions confessionnelles. Multiplication de groupuscules effervescents, intégristes ou progressistes, incapables de dialoguer les uns avec les autres. L'autorité d'autant plus contestée qu'elle est plus haute et que ses responsabilités sont plus universelles. Des théologiens en passe de définir une autre foi et de réécrire le *Credo*. On ne sait plus que croire et qui croire. Bref, un christianisme éclaté.

Crise aussi de la pensée politique, pareillement en miettes. Il y a longtemps que Raymond Aron parle de la fin des idéologies. Le mot est juste si on entend par idéologie une pensée synthétique jusqu'au système, ayant réponse à tout et permettant de réfuter par écrasement sans merci, la pensée adverse. Ce dogmatisme doctrinaire a fait faillite. Il en résulte que l'action sociale et politique souffre partout d'une absence de grand dessein, cependant que, l'idéologie ne pouvant jamais mourir, apparaissent des idéologies étroites, partiales, souvent fanatiques. On tente de faire face comme l'on peut à une situation où ne sont prévisibles que les catastrophes, sanction de grossières erreurs qu'on s'efforce d'éviter, en naviguant empiriquement à l'estime : et si les uns gèrent la crise, les autres gèrent le mécontentement comme le disait un jour Jean Boissonnat à un débat « France-Forum ». Ou bien quand on n'a pas de responsabilités majeures, on est tenté par des actions parcellaires et limitées, l'écologie et la sauvegarde de la nature, l'aide aux immigrés ou aux victimes des régimes policiers (Amnesty International). Actions certes utiles, honorables mais dispersées et qui peuvent mal se rassembler dans l'unité d'un grand dessein.

Dans l'ordre religieux et politique la crise se caractérise par une poussée générale de scepticisme mal compensée ici ou là par des véhémences révolutionnaires ou utopiques sans perspective pratique ; formes opposées peut-être d'une même désespérance. La question de fond est donc celle de savoir si les nouveaux philosophes vont à contre-courant de la crise et représentent un regain de l'espoir ou si au contraire, ce qu'ils disent et ce qu'ils sont n'est qu'un symptôme de plus d'une crise qui irait s'aggravant. Et il y a dans leur cas de ceci et de cela.

A proprement parler, chez les nouveaux philosophes, pas de renaissance d'une pensée religieuse qui soit une pensée. Certes Maurice Clavel qui a ouvert la brèche par laquelle ont passé les nouveaux philosophes s'était converti dans les dernières années de sa trop courte vie ; il avait eu la certitude d'être arraché à une dépression qui le

ravageait et remis debout comme de force par une intervention proprement surnaturelle. Et il a fait philosophie de cette expérience, mais philosophie contre la philosophie, estimant que aux prises avec les grands problèmes de l'existence, l'esprit humain est frappé d'une impuissance radicale, et ne peut conclure s'il est honnête avec lui-même qu'à la mort de Dieu, dont le corollaire est la mort de l'homme. Maurice Clavel, tel au moins que le comprenaient ses plus proches amis, paraissait jeter la raison par dessus bord en même temps que le rationalisme. Et sa philosophie religieuse était finalement un fidéisme, un pur aveu de la foi et de la transcendance sans autre théologie et métaphysique que celles qui découlent de la révélation elle-même et qui sans cette révélation sont improbables, invraisemblables, impensables. Tout se passait donc pour lui comme s'il fallait une rupture tragique en l'homme pour que, tous ses repères abolis, il puisse faire la place nette pour l'irruption du divin. Un peu avant sa conversion, Clavel avait interprété de cette manière les événements de mai 68, lisant dans leurs tumultes les signes annonciateurs de la catastrophe à laquelle est promise une civilisation rationaliste, techniciste, productiviste et qui, ayant perdu ses raisons de vivre, ne mérite pas de survivre. Sur les barricades du quartier latin, Clavel avait cru voir passer le souffle de l'Esprit Saint ou de l'Esprit tout court, capables de renouveler révolutionnairement la face des sociétés comme le fond des âmes. Aller à l'abîme et aussi proche du fond pour que seule une main mystérieuse puisse vous en retirer. Mystique de l'irrationnel.

Des cheminements analogues à ceux de Clavel se trouveront chez les nouveaux philosophes, mais le moins qu'on puisse dire est que le terme restera en suspens. Tout philosophe de la judéité qu'il se veuille, Bernard-Henri Lévy confessera aux dernières pages de son livre «l'inexistence radicale de celui que «l'homme hébreu appelle son Seigneur». Il n'en reste pas moins que l'homme ne peut trouver raisons et honneur de vivre que dans une Loi dont le fondement ne sera jamais trouvé dans le terrestre et le temporel. Transposition sur contexte athée de la mystique clavelienne de l'irrationnel.

Le paradoxe pourtant est difficile à soutenir qui met ensemble par un coup de force la mort de Dieu et l'absolu ou plutôt l'inconditionnel de la Loi. « Tu ne tueras pas ». « Tu ne commettras pas d'adultère ». « Tu n'adoreras pas les idoles ». Trois commandements qui découragent toute casuistique. Comment l'interpellation abrupte de ce « tu » aurait-elle un sens si elle n'exprimait un rapport de personne à personne ? L'impersonnel peut-il fonder le personnel et un vide sans visage requérir une obéissance totale ? Ce que tels nouveaux philosophes ont bien aperçu, c'est qu'il y a en l'homme une exigence et une attente que rendent plus vives, même surtout si elles sont exactement remplies, les tâches et les fonctions sociales et terrestres. Sans une allégation de transcendance ces tâches et ces fonctions dans leur lourdeur et leur sérieux en deviennent frustrantes et mutilantes.

Grâce à cette allégation de transcendance, l'honneur est sauf, l'homme est homme dès lors qu'il est capable de penser un au-delà des horizons terrestres. Mais cet au-delà s'il ne désigne qu'un vide risque de n'être qu'un semblant de transcendance. Il faut, écrit Bernard-Henri Lévy qu'il y ait le ciel, la terre et une tension entre les deux. On ne le contredira pas. Mais si cet ailleurs et cette éternité qui contestent l'espace et le temps ne sont que le symbole ou l'écho sans substance de ce manque qui fait la dignité de l'homme, on doutera que cette transcendance, imaginaire sans image, puisse fonder la vérité de la personne humaine, dont la vocation passe l'espace et le temps, en vue d'un accomplissement réel dans un sur-réel.

Du côté de la pensée politique, on trouve chez les nouveaux philosophes une démythification de toutes les idéologies politiques et l'opinion commune retient surtout les coups très durs portés à la pensée de gauche et au socialisme aussi bien qu'au communisme. Les refus sont souvent abrupts et sans nuances : « remplacer un capitaliste par un fonctionnaire, est-ce vraiment une révolution ? » écrivait Glucksmann, pour qui une révolution qui consisterait à changer de maître sans faire disparaître les structures de maîtrise n'est qu'une caricature de révolution. Un langage de cette sorte fait que les nouveaux philosophes ont mauvaise presse à gauche : leur anticommunisme sert le pouvoir ; ils déjeunent à l'Elysée ; on affecte de ne les point distinguer de la nouvelle droite, et les rédacteurs du « Projet socialiste » volent vertueusement au secours de la science et de la raison contre lesquelles conspireraient les nouveaux philosophes.

Querelles médiocres qui respirent autant de partialité que d'incompétence. La question se pose à un autre niveau. Les nouveaux philosophes s'élèvent contre cette hypertrophie du politique, ce « tout est politique » qui reste le préjugé d'une belle partie de l'intelligenza. Le refus de poser en termes politiques le problème du bonheur et du salut est caractéristique de leur attitude. Si Glucksmann et Lévy se réfèrent à la valeur unique de la judéité ( et le dernier Sartre leur fait écho lui qui tout en restant vivement antichrétien appelle le messianisme juif au secours d'une philosophie de l'espoir longtemps impossible pour lui ), c'est parce que le prophétisme d'Israël est une dure contestation de l'idolâtrie païenne du pouvoir. Et sur ce point capital, Glucksmann et Lévy sont aux antipodes de la nouvelle droite qui à la manière du premier Maurras voit dans le prophétisme juif un poison subversif des cultures et de la civilisation de l'Occident.

La nouvelle philosophie pourrait être cependant victime ici de sa radicalité et faire trop de concessions à ce vertige libertaire qui est un héritage de mai 68. Le mal ne serait pas l'Etat ou le pouvoir indûment sacralisés, mais l'Etat et le pouvoir en tant que tels. On en vient à dire que des formules comme celle de l'autogestion, inspirées pourtant par une défiance contre les autorités et les hiérarchies, diluent indéfiniment les pouvoirs et les mini-

Etats et menacent la liberté autant que les collectivismes. Chacun surveillant les autres en se surveillant lui-même, c'est encore « au niveau des plus petites cellules d'entreprise » la malédiction du pouvoir.

B.H. Lévy paraît cependant avoir compris que s'en prendre ainsi à tous les pouvoirs et avancer que tout Etat est totalitaire par essence, c'est mal comprendre les démystifications et les purifications nécessaires et jeter l'enfant avec l'eau du bain. Il concède qu'exécuter ou adorer l'Etat, c'est au fond la même sacralisation. L'Etat le plus humain est celui qui n'est ni Dieu ni diable. On est ici sur le chemin d'une pensée politique démocratique. Mais B.H. Lévy nous laisse sur notre faim quand il conclut que l'idéal de l'Etat, c'est l'Etat sans idéal. Certes est détestable l'Etat-Eglise qui distribuerait à chacun sa ration de bonheur et ses raisons de vivre. Mais un Etat désacralisé, laïque, relativisé doit être autre chose qu'une administration. Etat de droit et respectueux des droits de la conscience, il n'est pas sans idéal. La vérité politique — mais ce serait un autre sujet — passe entre la surpolitisation et la dépolitisation ou plutôt dessinerait une ligne de crête entre deux versants aux pentes dangereuses. Le fanatisme et le scepticisme sont les ennemis toujours renaissants de l'esprit démocratique.

## LA VÉRITÉ N'EST PAS ALIÉNANTE

Reste, pour finir, et elle est à la fois, religieuse, philosophique et politique la capitale question de la vérité. Dans les polémiques vulgaires, les nouveaux philosophes passent pour des irrationalistes, ennemis de la raison et de la science. On n'est cependant pas un obscurantiste lorsqu'on affirme que la science, seule compétente dans le champ qu'elle a elle-même déterminé, pose par son succès et ses limites des problèmes qu'elle ne peut résoudre par ses ressources propres et que de toutes manières, elle ne saurait apporter par elle-seule aux hommes le bonheur et le salut. A supposer même que la pluralité sans doute irréductible des sciences permette de parler de « la » science et d'un seul type de « scientificité ». Laissons encore une fois cette mauvaise querelle.

Les nouveaux philosophes par contre, même s'ils résistent à Nietzsche, car on ne peut servir deux maîtres, Moïse et Zarathoustra, ne se sont pas complètement délivrés d'une influence qui plus profonde et plus durable que celle de Marx ou celle de Freud, continue à envoûter l'intelligenza française. La pensée de Nietzsche est l'adversaire de tout humanisme d'inspiration ou d'aspiration chrétiennes, non seulement parce qu'elle dénonce l'universalisme juif et chrétien, combat Socrate et Jésus, et annonce le crépuscule de la morale et la mort de Dieu — mais surtout parce que, poussant la virulence à son comble, elle voit dans l'idée de vérité la menace suprême contre la liberté. La vérité enchaîne. « Fiat vita, pereat veritas » ; il faut que la vérité éclate en miettes scintillantes et contradictoires pour qu'advienne la vie libre. Le contraire de la parole johannique : la vérité vous rendra libre.

La plupart des nouveaux philosophes ont cru avoir trouvé une vérité définitive dans un marxisme porté à l'incandescence sinon à Moscou du moins à la Havane ou à Pékin. Quand est venu le temps du doute et de la rupture, ils se sont persuadés non pas qu'ils s'étaient trompés de vérité, mais qu'ils s'étaient mépris sur la vérité elle-même. Croyant d'abord en l'Etat révolutionnaire, ils ont été tentés de lire une antinomie invincible entre le substantif « l'Etat » et l'épithète « révolutionnaire », et donc à ne penser et ne vouloir la révolution que contre l'Etat. Croyant, et c'était le même mouvement de foi politique en cette vérité révolutionnaire, le savoir marxiste, ils ont conclu non sans quelque précipitation, que le savoir marxiste ayant fait faillite, l'idée même de vérité, n'étant pas révolutionnaire, devait être révolutionnairement combattue. C'est toujours la même triviale parabole de l'enfant jeté avec l'eau du bain.

Il se pourrait au contraire à la fois que la vérité soit révolutionnaire et qu'il y ait plus d'illusion que de vérité dans l'idée de révolution. Mais ce serait une autre histoire qu'il faudra bien conter un jour. Bon gré, mal gré, les nouveaux philosophes ont œuvré en cherchant la vérité de l'homme, car on n'est pas philosophe hors de ce propos. Ils ont mis en lumière un paradoxe fondamental de la condition humaine qu'on peut radicaliser au-delà même de leurs formules : si inséré qu'il soit dans une nature et une culture, l'homme ne peut être tout entier expliqué par les conditionnements de la nature et de la culture, ni par son patrimoine héréditaire, ni par les modèles sociaux qu'il intériorise. Il reste une marge qui est la liberté elle-même. L'homme, disait le vieil et toujours jeune Hugo n'est pas « le nœud des lois qui se croisent en lui », il n'est ni résultat ni objet. Comment se fait-il, si la totalité qui nous environne et nous soutient est toute la réalité, que surgisse en cette totalité un être dont la liberté peut faire que le tout lui soit comme rien ou qu'un rien lui soit tout ? Les nouveaux philosophes rôdent autour de cette énigme métaphysique. Leur liberté est une liberté sauvage et qui risque d'être désorientée dès lors que toute orientation, toute vocation leur apparaîtrait comme apprivoisement et servitude. Tout reste en suspens. Mais tout reste possible.

La philosophie aujourd'hui en France est menacée de mille manières. Dans son enseignement, où l'escalade des réformes successives lui dispute l'espace vital dont elle a besoin. Menacée aussi par maintes manipulations politiques qui sous prétexte d'engagement corrompraient ou contraindraient sa liberté. Menacée aussi par des néo-scientismes réducteurs, nés d'une interprétation abusive des sciences humaines, et qui feraient du problème de l'homme une question périmée, renvoyant à un âge dépassé de la culture. Or, c'est ce problème de l'homme qui réapparaît avec les nouveaux philosophes. Des nouveaux philosophes ? Qui sait ? Peut-être. Mais à coup sûr avec eux, et je ne suis pas le premier à le dire, à nouveau la philosophie.

Etienne BORNE

# POLOGNE NOTRE

Il vient de Pologne un vent de rosée et de sang  
Le cri menacé d'un enfant  
Qui naît dans la gorge d'un fauve  
Prions que la Pologne soit sauve

Il vient de Pologne un explosion de paix  
Une bataille à poitrines nues  
Juste des mots pour parapet  
Prions que la Pologne ne tombe pas des nues

La Pologne est seule au monde  
La Pologne c'est toi Moi Tout le monde  
La Pologne c'est David et sa fronde  
Même pas Juste contre les armes une ronde

Il vient de Pologne une folie sage  
De son chant l'oiseau frémit sa cage  
Tant va le mur au silence qu'y résonne un message  
C'est dans la nuit que percent les images

L'homme n'est à l'aise que debout  
Il vient de Pologne un entêtement doux  
Tant le bois se resserre qu'enfin il joue  
L'homme ne peut toujours tendre l'autre joue

Crions que la Pologne a le droit de rêver  
Que ses yeux lui appartiennent  
Un petit doigt vient de se lever  
Crie que la Pologne est tienne

Marc BEIGBEDER

*La Bouteille à la mer: Marc Beigheder, 8 rue Théophraste-Renaudot,  
75015 Paris.*

# ALERTE AU TERRORISME ET AU RACISME

**L**a Bourse après la rue Copernic. Des attentats qui auraient pu faire de Paris un autre Bologne ou un second Munich. La peste est donc sans frontières et les terroristes sont parmi nous. Remontent d'abord à nos mémoires les souvenirs sinistres. Car nous savons le nom de cette mythologie barbare qui faisait parade d'une idéologie antisémite et anticapitaliste. Le venin ne meurt jamais complètement avec la bête, et il suffit de quelques parcelles subsistant encore de la sorcellerie empoisonnée pour que quelques débiles, envoûtés de magie noire, se persuadent qu'ils régénèreraient l'Occident, en faisant sauter une Synagogue ou une Bourse et en massacrant tous ceux qui, parce qu'ils hantent les lieux maudits, ne méritent pas de vivre.

Il se peut aussi que les assassins relèvent de fanatismes différents. Il se peut même que les groupuscules de l'ombre soient manipulés par une Internationale du terrorisme qui d'un bout à l'autre de l'Europe occidentale joue le noir après le rouge et le rouge après le noir, dans une entreprise qu'on dit pudiquement de déstabilisation, le mot propre qui serait celui de révolution, étant encore trop sacralisé pour être utilisé là où il conviendrait. Le parti de la subversion criminelle alors ne serait pas sans pensée politique.

Que dans le tohu-bohu émotionnel suscité par les attentats, les Français se mettent à douter de leurs institutions, de leur gouvernement, de leur police; que la panique étant génératrice de confusion mentale, ils se soupçonnent les uns les autres de complicité ou de mollesse, alors apparaîtraient, dans un esprit public déjà ébranlé par les incertitudes du temps, ces fissures et ces fêlures qui en se multipliant et en s'approfondissant pourraient provoquer des effondrements de catastrophe. Puisqu'on en veut à l'unité de la patrie, à l'amitié civique et aux valeurs qui sont les fondements de cette unité et les garants de cette amitié, c'est par un redoublement de civisme démocratique et par un resserrement de tous les liens spirituels qu'il serait indispensable de relever l'horrible défi.

Toutes les autorités publiques dans l'Etat, les Eglises, les partis, tous les hommes qui par l'écriture ou la parole ont quelque responsabilité dans l'opinion auraient du promptement et unanimement, chacun à sa place et dans son style, montrer à la communauté juive à quel point elle est nécessaire à la nation pour que rien ni personne ne manque à la fraternité française. Vérité élémentaire qui fonde une société de droit et une patrie humaine. Mais lorsqu'est menacé cet élémentaire qui tient à l'honneur d'un peuple, l'élémentaire doit être rappelé avec la force convaincante qui convient. Israël, sans lequel il n'y aurait pas eu de christianisme, est une composante de la culture universelle, de même que la communauté juive est une composante de la nation française. A ce triste moment de notre histoire où un Etat qui n'était plus la République promulguait, prévenant le désir du vainqueur, le hideux statut des Juifs, quelques uns d'entre nous tenaient ce langage de fraternité nationale et de gratitude envers Israël dans la presse clandestine et notamment dans les Cahiers du "Témoignage Chrétien". Il leur suffit aujourd'hui de se répéter.

Quel regret que l'indignation ne se soit pas manifestée par d'énormes cortèges silencieux, sans cris et banderoles de récupération partisane. Ainsi au coude à coude, sans que soient étalées des divisions religieuses, politiques, syndicales, les Français auraient exprimé dans une dignité qui eût été la plus écrasante des condamnations, le nécessaire sursaut du patriotisme et de la fraternité humaine. Le terrorisme marque un point lorsqu'au lieu de les unir, il oppose les uns aux autres ceux que pourtant ensemble il menace. Au moins ici ne cherche-t-on pas dans un refus, qui tient à nos origines et à nos racines, du racisme et de l'antisémitisme, une occasion de polémique et de vitupération d'autrui. Mais plutôt, et contre un ennemi public qui dérobe son visage et pourrait n'être pas sans subtilité, d'un appel à la vigilance qui n'est le monopole de personne et qui vaut également pour chacun et pour tous.

France-Forum



# LA LITTÉRATURE RUSSE CHEZ LES SOVIETS

par Jacques NANTET

**S**i le cœur de la littérature russe s'arrêtait de battre un seul instant, écrivait Constantin Paoustovski, la Russie elle-même mourrait. La question est alors capitale de savoir comment ces littérateurs, qui pour la plupart s'avancent insouciant, certains joyeux, vers la tourmente de 1917, vont réagir, se soumettre ou résister pendant plus de soixante ans de tyrannie. Un problème immense, complexe. Nous le saisissons dans toute son ampleur à travers l'affection réciproque de deux femmes malheureuses : la célèbre poétesse Anna Akhmatova (de son vrai nom Anna Gorenko) et sa cadette de vingt ans Lydia Tchoukovskaïa. Cette dernière est la fille de l'écrivain, critique, Korneï Tchoukovski, et elle-même auteur de *La maison déserte*, *La plongée*, sans compter de nombreuses « lettres ouvertes » parues en samizdat.

Quelle était la situation dans l'ancienne Russie ? Après

« l'âge d'or », qui s'est étendu sur la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, avec Pouchkine, Lermontov, Tourgueniev, Dostoïevski, Tolstoï, un tournant est pris aux environs de 1890. Ce qu'on appellera « l'âge d'argent », marque, à la fois, le déclin de la grande tradition réaliste et la prépondérance confirmée de diverses écoles littéraires, notamment le symbolisme, l'acméisme, le futurisme. Les talents abondent ici et là, et dès lors ces écoles se structurent, se combattent, survivent, meurent ou se succèdent. Cependant, elles s'affirment peu à peu comme la véritable forme nouvelle de la littérature russe. Le symbolisme, né en Occident, apparaît en Russie avec Fiodor Solougoub ; s'organise autour de Viatcheslav Ivanov (mentor de la première génération de symbolistes, qui émigre en 1912) et d'Andreï Biely (le théoricien de *Pétersbourg*) ; connaît son apogée avec Alexandre Blok (avant la révolution : *Châtiments*, au lendemain de la révolution : *Les douzes*) et se prolonge dans la tendance des « esthètes »

comme Valeri Brioussov, qui va collaborer avec le premier commissaire à l'Instruction publique, Lounatcharski. Mais une jeune école pousse derrière. Depuis 1909, elle se réunit principalement chez Mikhaïl Kouzmine, qui «tient salon» à Petrograd avec le véritable fondateur de l'acméisme (ou clarté), Nikolaï Goumilev.

L'étoile de ce salon est Anna Akhmatova, dont Goumilev sera bientôt le premier d'une longue théorie d'époux ou d'amants. Ces jeunes loups, cette jeune louve, et un vieux renard, Innokenti Annenski qui trahit le symbolisme, réagissent contre les obscurités de cette modalité d'écriture, et ils décrètent que le mystère de la poésie tient à sa fluidité, à sa profondeur, non de «l'impossibilité pour le lecteur de comprendre ce qui se passe» (Akhmatova). En 1912, encore, les acméistes se plaignent de ne pas avoir une large audience et de réussir difficilement à se faire publier. La simplicité, disent-ils, n'est belle que quand elle est riche de sens, et déjà les futuristes contestent cette logique. Elle ne répond pas à ce qui se prépare et à ce qu'attendent, espèrent ces créateurs tournés uniquement vers l'avenir, c'est-à-dire la révolution. Les futuristes sont «engagés». Boris Pasternak, Nicolas Asseev sont engagés au groupe Centrifuga; Vladimir Maïakovski y est engagé auprès d'eux, et il les entraînera encore plus loin, en 1923, dans le «Front de gauche de l'art» (L.E.F). Ce dernier groupe va précisément combattre durement l'arrière-garde (à ses yeux) que constituent non seulement les symbolistes (au moins les réfractaires aux opinions nouvelles), mais même les jeunes acméistes.

Pourtant, à la veille du grand chambardement, l'opposition des écoles littéraires n'empêche pas l'intelligentsia de former un seul milieu, assez solidaire, et principalement rassemblé à Pétrograd. Milieu idéaliste, romantique, romanesque, où les femmes et les histoires de femmes jouent un grand rôle. Parmi ces femmes brillent Larissa Reisner, Zinaïda Hippus, Lili Brik, compagne officielle de Maïakovski auquel on prête aussi Tatiana Yakovleva, Veronika Polovskaïa et, disent les mauvaises langues, une trentaine d'autres! Atmosphère d'années folles, où la plus belle est sans doute Anna Akhmatova. Le séducteur à la mode, Maximilien Volochine, lui déclare un jour en contemplant la Baltique (après l'avoir dit à tant d'autres): «C'est pour vous seule que ses vagues chantent». Anna n'est d'ailleurs pas la moins folle. En elle vivent mille contradictions. Sa mère est issue d'une famille de vieille noblesse, mais avait adhéré au cercle très révolutionnaire des Narodnaïa Volia. A treize ans, Anna lisait déjà en français Baudelaire, Verlaine et tous les poètes maudits. D'un caractère très difficile, jalouse de son indépendance, elle était la seule, lors des baignades, à ne pas mettre de robe! Et la voilà, de retour d'Italie et de France, qui répand un parfum cosmopolite. Elle rapporte de Paris son magnifique portrait par Modigliani. Avec l'actrice Olga Soudeïkina, son amie intime, elle fait la pluie et le beau temps. Tous plient sous sa loi, à commencer par Kouzmine qui, désespéré,

tente de se tuer à ses pieds; et même Pasternak lui fait, trois fois, des «propositions».

Telle est Akhmatova en fleur. Très moderne, elle pense que quand on ne s'entend pas, il faut divorcer (elle divorcera trois fois: de Goumilev, de Vladimir Chileïko, de Nicolas Pounine). C'est le fil de la vie! Et après tout, la Natacha de *Guerre et paix* a aimé successivement, de façon toute à fait naturelle, le prince André, Anatole Kouraguine, Pierre Bezoukov. Car, tandis qu'elle se grise du parfum de la jeunesse, Anna Akhmatova fait son miel. Elle porte des jugements. L'engrenage littéraire est commencé. Les grands ancêtres? Tourgueniev ne résiste pas à l'examen: *Clara Militch* et *Toc, toc* ont l'air «tout droit sortis d'un feuilleton de sagesse provinciale». Dostoïevski résiste mieux, avec *L'adolescent*, *Crime et châtiment* et surtout *L'idiot* («quel livre admirable»). Mais, hélas, Dostoïevski a pour femme (la seconde, sans doute) une «chipie»: même la comtesse Léon Tolstoï «était mieux»! Voilà pourquoi l'un et l'autre écrivains sont «d'Eglise» (une condamnation dans la bouche de la jeune Anna). Dès lors, si *Guerre et Paix* est sauvé, le thème d'*Anna Karénine* reflète un pur réflexe sexiste: quand Madame Karénine quitte son mari, elle ne peut plus se conduire que «comme une prostituée». Des jugements justes ou injustes, abrupts, personnels, en un mot très akhmatoviens. Une Akhmatova qui hérite les vers italiens du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup>, et qui ne garde qu'un maître, inégalable, inégalé celui-là: Alexandre Pouchkine. Elle est une pouchkinienne convaincue, et pour un peu referait le procès du duel avec le baron d'Anthès, au détriment des descendants des familles Viadzemski et Volkonski, qui y ont été impliqués. Voilà Anna Akhmatova, curieux personnage mutant qui est en train de devenir, non seulement une femme en vue, adulée, mais un écrivain, un grand poète. Le futur auteur de *Le soir*, *Le rosaire*, que va bientôt consacrer *La volée blanche*, *Le plantain*, et d'autres chefs-d'œuvre. Dès qu'elle a commencé à publier, elle a pris ce pseudonyme: Akhmatova, qui est dérivé du nom des derniers princes tartares de la Horde d'Or; et c'est bien, en effet, une princesse tatare, Anna Akhmatova, qui pour la première fois récite ses vers en public à un gala au bénéfice des bolcheviks en exil, chez Sologoub, debout sur l'estrade, dans une robe blanche à grands volants et large col montant.

Que deviendront, peu à peu, ce paradoxe vivant et son entourage, quand les bolcheviks seront «revenus d'exil»? Goumilev sera fusillé en 1921. Leur fils, Lev, sera arrêté en 1935, de nouveau en 1938, de nouveau en 1949, déporté entre temps, et ne sera libéré définitivement et réhabilité qu'en 1956. Anna Akhmatova est alors âgée de soixante-sept ans, et n'a plus qu'une dizaine d'années à vivre. De 1938 à 1962 — avec une coupure de dix ans après leur commune évacuation à Tachkent — Lydia Tchoukovskaïa regarde et écoute presque quotidiennement la célèbre poétesse. Celle-ci vit misérablement. A Leningrad, elle ne dispose que d'une petite pièce,

à peine meublée, dans l'appartement de son ex-mari, Pounine, qui s'est remarié (« Les Pounine m'ont encore pris ma bouilloire »). A Moscou, où elle séjourne de temps à autre, elle va d'appartement communautaire en appartement communautaire (une voix derrière la porte : « Camarade Akhmatova, c'est votre tour de laver le couloir »). Dans des pièces minuscules, Tchoukovskaïa la surprend assise sur le lit et une valise délabrée à portée de la main. Elle a un vieux manteau sur le dos, auquel manquera longtemps la moitié des boutons, et ses

poir. Dès 1935, Anna sait — tout le monde sait — ce qui se passe dans les goulags. Pour avoir été la plus prisée, la profession d'écrivain — « ingénieur des âmes » — est devenue la plus durement réprimée. On raconte que le directeur d'un camp, recevant un nouveau détenu, s'écrie : « Un écrivain ! Qu'est-ce que tu as pu écrire de si horrible qu'on t'envoie chez nous... Quelle crapule tu dois être ! ». Alors, la dérision s'abat. La secrétaire des éditions « Ecrivain soviétique » reçoit Anna avec la dernière des grossièretés. Un manuscrit remis en 1946 lui est renvoyé en 1953 avec ces simples mots : « Retourné à l'expéditeur, le délai de conservation dans les archives étant écoulé ». Et certes, Anna Akhmatova, un des plus grands poètes russes, est parfois lasse de ces attentes interminables et de ces efforts vains.

Mais, comme elle le rappelle fièrement, le Raskolnikov de *Crime et châtiment* ne peut, lui, son forfait accompli, que se jeter tout habillé sur son lit. Alors que les tyrans soviétiques, tous crimes accomplis, ont encore envie « de voir leur femme en robe neuve et... leurs filles... un beau ruban dans les cheveux ». Dans ce système absurde, c'est donc sur ces tyrans soviétiques que, finalement, la honte retombe. Anna garde la tête haute. En dépit de la maladie — elle est gravement cardiaque — et de l'âge — en 1952, Lydia Tchoukovskaïa la retrouve blanchie et alourdie —, elle conserve son admirable visage et sa frange en bataille. Elle est belle, majestueuse, vulnérable mais forte. Tous les visages paraissent flous à côté du sien, tant son charme reste puissant et sa séduction efficace. Séduction physique, séduction de l'œuvre — dont voilà, peut-être, la qualité dominante —, à laquelle une espèce de séduction morale s'ajoute maintenant. Après les dissipations de l'époque de sa jeunesse, la nature de l'artiste — dont elle a tiré son œuvre — reprend le dessus. Une hérédité de fermeté, de dignité, de hauteur, de noblesse d'esprit fait surface et rejoint le sens esthétique sur la grand route traditionnelle d'un pseudo-classicisme. Anna Akhmatova se détourne ostensiblement d'une « intelligentsia inintelligente », qui échoue pitoyablement au fond de deux ornières. Après avoir échappé à l'irréalisme d'un Tchekhov, chez lequel tous les êtres sont faibles, incapables de se dépasser, où toutes les situations sont sans issue, cette intelligentsia est tombée dans l'autre ornière : sous la férule d'un Stanislavski, où tout est tellement « archiverai » qu'on oublie les passions humaines, le destin, la mort, l'amour, et qu'on en vient à se demander — pendant une représentation au Théâtre d'Art — « n'est-il pas l'heure du déjeuner ? Ne serait-il pas grand temps qu'ils aillent aux toilettes ? ». Pour Anna, au-delà des péripéties, des passages et des divorces, l'amour redevient le vrai amour. Un amour très féminin et très pudique ( elle est aussi choquée par les « déballages » d'un Herzen sur sa femme que par les raisonnements et les mythes de Freud, fondés sur le sexe ). C'est-à-dire un amour exclusif. Une Anna Akhmatova aussi sentimentale qu'anti-féministe : chez les femmes, un métier, un travail ne sont le plus souvent que des œillères. Et d'un même mouvement, la foi orthodoxe — qu'elle n'a sans

#### Anna Akhmatova

bas sont troués. Quand elle sort, elle met un vieux mackintosh, un vieux chapeau absurde, et ses souliers sont éculés. Ainsi fait-elle la queue pour envoyer un paquet à son fils prisonnier, ou s'efforce-t-elle de vendre quelque objet précieux, comme son portrait par Boris Grigoriev, qu'elle cédera contre soixante-quinze roubles ! Il faut manger, ne fût-ce seulement, toute une semaine durant, que des harengs. A ces misères physiques, s'ajoutent l'oppression et l'humiliation. Elle les partage, d'ailleurs, avec presque tous les écrivains honnêtes. Le fameux village de Pérédélkino, près de Moscou, réservé aux littérateurs et aux artistes, est un moment dépeuplé. Certains ont été fusillés, d'autres poussés dans la tombe, d'autres encore réduits au déses-

doute jamais perdue — s'affirme. Il y a toujours dans la pauvre pièce où elle se trouve le coin avec l'icône. Et souvent Anna se rend à la Trinité Saint Serge de Zagorsk — un lieu de pèlerinage, un séminaire à soixante kilomètres de Moscou — et se recueille là longuement devant l'icône de la Vierge (la Mère de Dieu, comme disent les orthodoxes), avec dans les yeux «une petite flamme de folie». C'est toute la vieille et sainte Russie qui la possède. Ses adversaires les plus acharnés ne se font pas faute — telle la revue «Oktiabr», particulièrement sectaire, dogmatique et marxiste — de la dénoncer dès lors comme une nostalgique du régime tsariste, encore liée à lui. Et il est de fait que la séduction d'Anna Akhmatova, vers la fin de sa vie, est aussi celle d'une grande dame d'autrefois, une aristocrate.

Une grande dame courageuse qui, malgré les entraves, continue de combattre pour la littérature russe. Comment peut-elle composer d'ailleurs au sein d'une instabilité persistante et de chambre en chambre, tandis que sa condition physique s'aggrave chaque jour? Mystère de la volonté. Pourtant, son œuvre s'enrichit de nouveaux poèmes, notamment de nouvelles pages d'*Anno Domini MCMXXI* et du *Poème sans héros*. L'instabilité se doublant d'insécurité, non seulement Anna et Lydia correspondent à mots couverts (les mouchards sont appelés «mécènes», et la police politique, N.K.V.D. puis K.G.B., uniformément «la grande maison»), mais Anna ne conserve jamais les manuscrits en cours. Lydia et sept autres amis de la poétesse les lisent, et ils sont dès que possible brûlés. Plus tard seulement (par exemple pour transmettre à l'étranger), on reconstituera morceau par morceau — il y a parfois des oublis momentanés, des variantes, des remords — et entre-temps, l'extraordinaire mémoire de Lydia Tchoukovskaïa est, entre autres, gardienne du trésor. Car la déstalinisation n'a en réalité rien amélioré. D'abord parce que, pratiquement, tout le personnel oppresseur est resté en place. Après le discours révélateur de Khrouchtchev, pendant le «dégel» — qui ne durera pas — les consignes que reçoit ce personnel sont seulement inversées. Le même apparatchik qui ordonnait d'introduire, ici ou là, un éloge de Staline, est aussi exigeant en sens contraire. Lorsqu'Anna Akhmatova est re-admise à l'Union des écrivains, les autorités poussent les haut-cris à la seule idée qu'elle pourrait recevoir le Prix Nobel, et leurs exigences — pour quelques publications à la suite d'un silence de vingt ans, sans une seule ligne parue en U.R.S.S. — s'alourdissent. En 1958 (année de la prétendue réhabilitation de la poétesse), les éditions Goslitsizdat ne s'engagent qu'à pas prudents. Un recueil de poèmes — presque uniquement composé de rééditions — est sévèrement censuré. Par exemple, dans le vers : «Toute ouverture sur mon passé est close», le mot «passé» (n'est-ce pas évoquer l'ancien régime, le tsarisme?) devra être remplacé par le mot «enfance», supposé plus innocent. C'est dire la stupidité des consignes, même après que la momie de Staline ait été retirée du mausolée de la place Rouge. En fait, les publications autorisées au compte-gouttes le sont pour la

galerie, mais il reste interdit de bien connaître Anna Akhmatova, de l'aimer, et surtout de la préférer aux poètes officiels.

Les circonstances restent donc généralement malheureuses. Anna bénéficie cependant de l'appui de quelques amis bien placés. Le père de Lydia, Korneï Tchoukovski, a su ménager la chèvre et le chou, et sa spécialité de critique lui laisse une certaine liberté de manœuvre. Honnête homme au demeurant, extrêmement sensible au vrai talent, Tchoukovski ne cesse de s'efforcer d'aider ceux qu'il sait être meilleurs que lui, plus inspirés et audacieux. Il est passé maître dans l'art du conseil et de l'intervention. La première à en bénéficier est, bien entendu, sa fille. Celle-ci est imprudente, entière et depuis que son mari, Bronstein, a été fusillé, les ennuis pleuvent sur sa tête. Etroitement surveillée, inquiétée, elle a du mal — de plus en plus de mal au fur et à mesure qu'elle se dévoile — à garder ses emplois dans les maisons d'édition pour enfants. Alors, elle va se réfugier de temps à autre à Pérédelkino, où son père a une datcha fort confortable, et même tout un train de maison : femme de ménage, concierge, secrétaire, voiture avec chauffeur, etc... Autant d'agents du K.G.B. peut-être. Mais, grâce à la réputation de son père, Lydia ne sera exclue de l'Union des écrivains qu'en 1974. Entre-temps, elle emmène souvent Anna Akhmatova respirer le bon air de la campagne. Tchoukovski l'admire et l'assiste volontiers. Il contribue à la libération de son fils, et trouve même pour ce docteur es-sciences, lors de sa sortie du camp, un poste de portier au Musée d'ethnographie! Surtout, Tchoukovski préface le premier recueil de poèmes d'Anna réhabilitée, aide à la faire reconnaître, et débrouille ses affaires littéraires. La poétesse, pendant ses visites ou ses séjours à Pérédelkino, retrouve d'ailleurs un milieu qu'elle connaît bien, où le bon, le médiocre, le pire se mélangent, un peu vieilli seulement et devenu, même chez les jeunes, profondément amer et sceptique. Les uns et les autres se reçoivent pourtant, donnent des dîners, organisent des soirées. Anna y retrouve quelqu'entrain, défend et attaque brillamment les grands maîtres : Klebnikov «avait le don de la divination», Essenine «est très mauvais». Mais ce milieu est particulièrement préoccupé par l'actualité et les difficultés quotidiennes. Féline commente la profonde honte d'Alexandre Fadeev qui, trop compromis, n'a trouvé qu'une issue : le suicide. Pourquoi Novy Mir — la revue «libérale» de Tvardovski — refuse-t-elle de publier les souvenirs de Kaverine sur Zochtchenko? L'ère de Staline est révolue, mais il se confirme que la politique de Jdanov lui survit. Et puis, il faut encore et toujours secourir tel compagnon, telle compagne. Par exemple, la veuve d'Ossip Mandelstam, la courageuse Nadejda qui n'arrive pas à obtenir l'autorisation de résider à Moscou pour défendre la mémoire de son mari, mort dans des conditions atroces, en camp de transit, à Vladivostok.

Parmi toutes ces relations d'Anna Akhmatova se dresse, à Pérédelkino, un grand ami : Boris Pasternak.

Entre eux subsiste depuis près de cinquante ans une amitié amoureuse et ombrageuse. Cette réflexion d'Anna décrit bien la situation. A l'entendre, les vers d'amour de Pasternak expriment « l'image de l'amour... mais non l'image de la femme qui inspire cet amour ». L'admire-t-il vraiment ? L'admire-t-elle vraiment ? Chacun, à mille signes, doute de l'autre. Pasternak reçoit beaucoup, lui aussi : musique, lecture de poèmes. Pourquoi s'est-il assis loin de moi ? se demande-t-elle. Anna est jalouse : la femme de Pasternak est une « tempête ménagère, qui a été chez le coiffeur et a fait provision de vulgarité ». Pasternak, dont un des talents est de réussir à faire de ses traductions, par exemple des poèmes de Keats, un réel apport à la littérature russe — et non, comme il dit, de la « boue poétique » — encourage Anna dans ses propres traductions. Même celles de Victor Hugo, pourtant « mauvais comme on en voit peu ». Or pour la poétesse, comme pour beaucoup d'écrivains russes indépendants, les traductions sont, hélas, presque la seule ressource financière. Pasternak en vit. Au moins jusqu'au moment où il est repris par la passion de la création littéraire proprement dite. La crise du *Docteur Jivago* approche, en effet, avec tout ce qu'elle apporte de magnifique et de dramatique. Elle renforce la solidarité d'Anna Akhmatova avec un homme revenu de ses illusions, et qui a manifestement conscience d'écrire, en dépit de multiples ennuis domestiques, la seule œuvre de lui qui durera. Anna aime que Boris se consacre à l'essentiel : un grand ouvrage, où « même la nature est vivante ». Elle partage les angoisses de l'auteur quand la publication du livre en Italie déchaîne la polémique, et que Novy Mir dénonce cette imprudence. Le Prix Nobel met le feu aux poudres, et c'est le drame. Pasternak est exclu de l'Union des écrivains. Beaucoup s'écartent de lui. Et bientôt, en 1960, il meurt. Son enterrement, à Pérédelkino, constitue alors un de ces événements révélateurs qui, dans un pays dépossédé de son histoire, sert de trait d'union entre les individus et les situe chacun à sa place. Anna Akhmatova, malade et en clinique, est tenue à l'écart. Mais elle est durement frappée par la signification de cette mort symbolique, par les circonstances qui l'accompagnent et que lui rapporte, fidèlement, Lydia Tchoukovskaïa. Il y a ceux qui, tout simplement, sont partis en voyage, ou qui ont oublié la date de la cérémonie, comme ils avaient oublié, deux ans plus tôt, de venir voter pour empêcher la radiation de l'écrivain. Il y a ceux qui sont là, sans être là, tout en étant là. Tel Victor Chklovski, qui vient à titre personnel se recueillir devant le cercueil, et qui s'éclipse quand le cortège s'ébranle et traverse le village. En revanche, il y a ceux qui, jeunes inconnus comme Youri Daniel et Andreï Siniavski, portent le cercueil. Et il y a cette voix dans la foule : « Tu as écrit un livre, qu'on a empêché de paraître ». C'est la résistance nouvelle. Peu de temps après, Anna Akhmatova, une fois encore rétablie, rencontrera le chef de cette résistance, Alexandre Soljénitsyne : « C'est un phare... plein de fraîcheur d'âme, plein d'allant, de jeunesse, de bonheur. Nous avons oublié que de pareils gens existent. Ses yeux sont des pierres précieuses. Il pèse ses mots ».

Après quarante ans de « révolution », nombreux sont déjà, même parmi les meilleurs, coupables à des titres divers. En effet, beaucoup ont péché. Non seulement Tvardovski, avant de devenir l'éditeur de Soljénitsyne. Mais aussi Pasternak, qui, au cours d'une conversation téléphonique avec Staline, a refusé, par trois fois, de prendre la défense de son ami Ossip Mandelstam sur le point d'être arrêté. Et même Anna Akhmatova qui, pour faire sortir son fils de prison, a été jusqu'à écrire des vers en l'honneur de Staline. Dans un monde de faux-semblants, de miroirs truqués, qui ne se perdrait — fût-ce un instant — au milieu du labyrinthe ? Il y a le contexte de la nation, qui englobe et détourne l'attention. Les plus éminents écrivains, les plus indépendants sont autant de Russes. Et au moment de la crise des fusées à Cuba, quand en 1960 Khrouchtchev dénonce le survol par un avion espion américain du territoire soviétique, tous ont, de prime abord, peur de la guerre. Ils écoutent bien la B.B.C. ou Radio Europe Libre, mais — paradoxe à nos yeux — quand ils entendent qu'Eisenhower a donné une réponse apaisante à Khrouchtchev, cela les « ragailardit un peu ». Car la faiblesse est humaine. Mais — et c'est le comble — comment exercer, dans les conditions qui sont faites en Union soviétique, le métier de critique littéraire ? Comment se montrer courageux sans risquer d'être perfide ? A-t-on le devoir de faire l'éloge d'un bon ouvrage quand on sait pertinemment que cet éloge va renforcer un clan dangereux pour l'ensemble des lettres russes ? A-t-on le droit de critiquer un ouvrage manqué quand on sait que, dans ce régime, souvent la critique tue, littéralement, l'auteur mis en cause ?

A la vérité, submergée par ces périls effrayants, la littérature russe eût dû mourir mille fois. Et pourtant, quand Anna Akhmatova disparaît en 1966, la littérature russe vit. Et aujourd'hui encore elle survit. Malgré les Evtouchenko, les Voznessenski qui nagent entre deux eaux. Malgré la difficulté physique à se connaître et à communiquer. Parce que le courage a été plus grand que les petites lâchetés, le génie plus clairvoyant que la confusion partout entretenue. Ceux qui sont là-bas luttent aux avant-postes de la liberté de l'esprit. La littérature russe lutte pour la littérature universelle, dont elle fait partie. Ce n'est pas un cas particulier, c'est un cas extrême. Chaque bonne nouvelle en provenance du pays des Soviets vaut cent bonnes nouvelles dans le monde de la démocratie libérale. C'est là-bas, en effet, qu'au point de vue moral, spirituel, religieux, littéraire tout se joue. La poésie est une force explosive dans un milieu marxiste et totalitaire. Khlebnikov pensait que, grâce à elle, un jour, tout deviendrait limpide. La présence de la littérature russe, de la poésie russe, notamment celle d'Anna Akhmatova, est sans doute la meilleure des nouvelles ; la possibilité maintenue d'un retournement.

Jacques NANTET

*Lydia Tchoukovskaïa : Entretiens avec Anna Akhmatova. Albin Michel, 1980.*

# LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

*Sur Roger Nimier – Journaux et souvenirs : Jacques de Bourbon Busset, Philippe Ariès, Pierre Debray-Ritzen, Maurice Genevoix – Les romans : Jean-Marie Rouart, Geneviève Dormann, Luc Estang.*

**R**oger Nimier n'a pas eu le temps d'écrire une œuvre, mais il propose sa vie en modèle à la jeunesse. *L'imitation de Roger Nimier*, c'est le livre qu'il n'a pas écrit et que les jeunes gens, depuis sa mort, ne cessent de lire. Les *Cahiers Roger Nimier* dont le premier numéro vient de paraître (1) composeront cette *Imitation*. M. Marc Dambre qui en a eu l'initiative, nous prévient cependant dès la première page de ce recueil dévot qu'il ne s'agira ni de Saint-Nimier, ni d'orthodoxie. Il se borne à dire que « la vie de Roger Nimier est inséparable de l'histoire littéraire de l'après-guerre », et qu'à défaut d'écrire une œuvre, « il a inventé une voix ».

« Cette voix, ajoute M. Marc Dambre, est inimitable sinon par le pastiche ». Justement, les *Cahiers Roger Nimier* peuvent apparaître dès l'abord comme un pastiche bien réussi. Le meilleur article de ce recueil est celui de M. Thierry Garcin. M. Garcin dit : « Les textes de

Nimier pleins de saveur, de pâte, de sève tranchent sur la production contemporaine alors qu'aujourd'hui triomphent les articles champagnisés qui font des bulles comme on fait des galipettes ». Les articles réunis dans le numéro I des *Cahiers Roger Nimier* ressemblent un peu trop à ces articles champagnisés. Dans chacun, on a voulu faire du Nimier, dans chacun, on a voulu faire des galipettes. C'est une cour de récréation. Ce n'est pas pour nous déplaire. La littérature n'est pas qu'une chose sérieuse. Les pions ne doivent pas y régner en maîtres. Les bons élèves doivent de temps en temps s'y donner l'air de cancre bien portants, affranchis de toutes lois, sinon celle du bon plaisir, la seule à pouvoir fonder le gouvernement de l'imagination.

Roger Nimier, précisément, est entré dans la littérature en 1950 comme dans une cour de récréation où il s'est amusé avec *le Hussard Bleu* à jouer à la guerre. Elle lui est apparue comme « une enfance prolongée » et il

avait choisi de la faire dans un de ces beaux régiments de soldats de plomb qui défilaient devant ses yeux d'enfant ébloui dans la vitrine du Pot d'Étain, rue du Vieux Colombier, celle-là même devant laquelle s'arrêtait Valéry Larbaud chaque fois qu'il allait au Luxembourg. Il a consacré ensuite un livre à Georges Bernanos. Le polémiste de *la Bataille*, hebdomadaire qui n'a duré que le temps d'un baroud d'honneur, s'avancait à travers ces pages sur des béquilles glorieuses qui le faisait ressembler à un officier de cuirassiers blessé à Waterloo. Roger Nimier allait souvent au théâtre pour rendre compte des pièces. Que n'a-t-il médité sur celle de Roger Vitrac, *Victor ou les enfants au pouvoir* ! Jouerait-il lui aussi à prendre le pouvoir ? Il se conformait à la démarche claudicante du grand boiteux Bernanos en sautant à cloche-pied dans le jeu de quilles de la IV<sup>e</sup> République. Ses humeurs lui tenaient lieu d'idées. D'autres désespéraient de la France ; lui qui n'aimait pas les gros mots, se contentait d'en avoir du *chagrin*. A quoi ne jouerait-il pas ? M. Bernard Pingaud qui le connaissait bien, l'avait percé à jour : *il jouait à ne pas vivre en France en 1950*.

Le dernier livre qu'il a écrit, *D'Artagnan amoureux ou cinq ans avant*, c'est encore une façon de ne pas vivre en France à l'heure où nous sommes. Roger Nimier se retranche de l'Histoire, il a peur d'y entrer, il ne veut pas s'en mêler. Il préfère rester en deçà de la vie où il pressent qu'il va être broyé. M. Jean-Marie Rouart écrit qu'en vieillissant, il serait peut-être devenu membre de l'Institut ou directeur du *Figaro*. Comme Jean d'Ormesson... Pourquoi pas ? Il ne se serait pas contenté de diriger un grand journal, il l'aurait entièrement composé. Ne se levait-il pas à cinq heures du matin pour aller corriger sur le marbre les épreuves de ses articles au moment où ils allaient paraître. Un accent sur l'e de Valéry Larbaud le rendait malade.

Journaliste, essayiste, romancier, c'est encore Thierry Garcin qui a raison, Roger Nimier n'aura été peut-être qu'un *lecteur*. Mais quel lecteur ! Son meilleur livre, ce sont ces *Journées de lecture* où sont réunis ses articles de critique littéraire. Qu'a-t-il manqué à Roger Nimier pour être le Sainte-Beuve de notre époque ? Seulement le pignon sur rue d'un feuilleton attiré, une tribune bien installée alors qu'il n'a pu aller dans la parade littéraire d'aujourd'hui que d'une estrade à l'autre. Une tribune ? Mieux une simple stalle. Hussard, mousquetaire, corsaire malouin, Roger Nimier avait en réalité avec sa mine gourmande, ses épaules robustes, une vocation de chanoine. Relisons ses *Journées de lecture* comme un livre d'heures. C'est *l'imitation de Roger Nimier* que je vous propose.

\*  
\* \* \*

M. Jacques de Bourbon Busset rapporte dans son *Journal* dont le huitième tome vient de paraître (2), l'opinion de Julien Gracq selon laquelle « l'avenir est aux carnets de notes, aux journaux intimes, aux fragments ».

Il confesse aussi bien sa prédilection pour le *fragment*. Mais comment la concilie-t-il avec la recherche de l'unité vers laquelle toute son œuvre est tendue ? Comment les fragments dont il compose son *Journal* réussiront-ils à former un tout ? Comment de la discontinuité où il s'installe peut-il passer à la continuité où l'homme trouve sa ressemblance avec lui-même et s'identifie comme un être unique ? Ne nous dit-il pas que « les vagues de la mer se succèdent sans se ressembler ? ». Il dit aussi que « la tension entre la mobilité intellectuelle et la stabilité existentielle est toute sa trame ». Mais dans cette vie faite de *ruptures*, où est la stabilité existentielle ? *Les choses simples* peuvent apporter une réponse. Elles sont celles qui ne se laissent pas décomposer. Le fragment peut contenir le tout. L'univers peut se concentrer dans un grain de poussière. M. de Bourbon Busset est dans le dernier tome de son *Journal* à la recherche de la simplicité essentielle.

Mais dans cette quête où il ne s'agit pour lui que de saisir la réalité en vivant totalement l'instant, il analyse encore, il tire de la *pensée sauvage* des éléments de *pensée pure* en continuant d'utiliser l'alambic dont s'est servi Paul Valéry, son maître, il ne cesse de poser des questions, et, dans la solitude où il a voulu se retirer en quittant Paris, il ne cesse de recevoir des philosophes, des artistes, des écrivains, des pairs, pour leur en poser. La Campagne du Lion est largement ouverte sur le monde. *Etre un esprit sans frontières*, tel est l'idéal goethéen de M. Jacques de Bourbon Busset.

Or, par un étrange paradoxe, il est venu se fixer dans le pays méditerranéen où toute chose trouve sa limite en elle-même, où l'esprit d'exagération qu'on attribue aux provençaux n'est que la compensation de la mesure qu'ils s'imposent. Le provençal, plein de faconde, est le plus discret et le plus réservé des hommes. Il limite volontairement son univers à la muraille des cyprès dont son jardin est borné. Il tire sur l'horizon ce trait noir pour s'interdire toute échappée dans un infini qui ne serait que l'indéfini. Au lieu de cela, M. de Bourbon Busset n'a eu de cesse dans sa campagne du Lion qu'il n'ait reconstitué son Saussay d'Ile de France avec un bassin aux nénuphars en guise d'étang et, à la place de la muraille de cyprès, une allée de peupliers ouvrant une perspective où le regard se perd et où l'esprit peut rêver, toute contrainte abolie. M. Jacques de Bourbon Busset n'est jamais aussi heureux que lorsque le dur paysage d'argent et de bronze de la Provence s'enveloppe de brume, ou qu'il découvre au cœur des Maures un mélange de Sologne et de Brière. Pendant qu'il écrit sur sa terrasse, il écoute du Brahms et le sol est jonché de feuilles mortes. « Quel tableau ridiculement romantique », constate-t-il un peu narquois. Était-il nécessaire d'aller à Salernes pour rendre au romantisme ce qu'on lui avait péniblement arraché en replantant ses racines dans la terre du Saussay ?

Mais, une fois de plus, dans ce concert de discordances où M. de Bourbon Busset cherche l'accord parfait, celui-ci lui est donné par son *lion*. Ainsi a-t-il surnommé la constante et tutélaire compagne, sa sentinelle irrempla-

çable au bord des mille chemins où il est tenté de fuir, son repère inamovible, son pôle d'unité. Elle est à elle seule, arbre de sa vie, sa muraille de cyprès. Elle réfléchit sur lui la lumière du jour ; elle lui renvoie l'écho du monde ; elle est la cause et le signe de tout ce qui met en harmonie avec les choses visibles et invisibles, de tout ce qui pacifie une nature inquiète instinctivement sur la défensive. Aussi bien, de tous les fragments, il faudrait dire de tous les versets dont le *Journal* de M. de Bourbon Busset est composé, monte le même et unique chant d'action de grâces. Il souligne le caractère *religieux* d'un lien qui ne noue pas seulement deux êtres, mais établit de l'un à l'autre un rapport de *création*. Dieu a tiré la femme de l'homme, mais M. Jacques de Bourbon Busset de Laurence.

\*  
\* \*

M. Philippe Ariès, dont « *France-Forum* » a souvent accueilli les propos et qui n'est donc pas un inconnu pour nos lecteurs, revendique pour maîtres Charles Maurras et Daniel Halévy mais aussi Marc Bloch et Lucien Febvre. Nourri de Bainville, cet *historien du dimanche*, comme il s'intitule, a découvert et appris au contact de ces derniers l'histoire existentielle avant qu'elle n'ait supplanté dans les programmes scolaires l'histoire événementielle, contribuant à obscurcir un peu plus l'esprit de nos enfants. M. Philippe Ariès a publié d'importantes études sur *Le Temps de l'Histoire, l'Enfant et la société familiale dans l'ancien régime, L'Homme devant la mort...* Il a fallu quelque trente ans et mai 68 pour que l'Université commence à prendre au sérieux un homme qui, élevé dans son sein, mais sans respect pour *la Sorbonne et ses pauvres petits*, comme aurait dit Péguy, avait brisé avec ses disciplines traditionnelles... M. Michel Winock dans la très brillante préface par laquelle il ouvre le livre de souvenirs de M. Philippe Ariès (3) s'étonne de ce qu'« il s'acharne à se réclamer de la famille idéologique de Maurras avec laquelle il n'a plus grand chose à voir ». Le livre de M. Ariès lui apporte un éclatant démenti. Certes, tout en revendiquant sa part de l'héritage maurrassien, M. Philippe Ariès prétend avoir rompu le cordon ombilical qui le rattachait à la vieille maison de la rue du Boccador. Mais on l'a vu chaque fois qu'un événement important le sollicitait, prendre immédiatement, comme mû par un réflexe conditionné, les positions sur lesquelles il devait fatalement s'aligner et c'est Mai 68 qui, curieusement, a réveillé en lui le vieil instinct d'Action française.

« Quelle fut notre surprise, écrit-il, sous le déluge du discours, de retrouver les thèmes familiers de notre jeunesse réactionnaire, la méfiance de l'Etat centralisateur, l'attachement aux libertés réelles et aux petites communautés intermédiaires, à la région, à sa langue ». M. Philippe Ariès allait dès lors patronner le mouvement de M. Bertrand Renouvin pour une monarchie populaire et auto-gestionnaire. Cette attitude n'était nullement

imprévisible pour peu que l'on ait su reconnaître sous le vernis maurrassien de l'étudiant d'A.F. des années 40 le vieux fond légitimiste des blancs du Midi. C'est Henri V, après tout, qui a été le grand précurseur de Mai 68 en dénonçant en son temps le monopole de l'Université, le Code civil de Napoléon et le centralisme bureaucratique !

*Un historien du dimanche* est aussi bien un livre passionnant pour qui s'intéresse à la grande reconversion des idées à laquelle nous assistons dans la seconde moitié de ce siècle. Les pages que M. Ariès consacre au milieu provincial bordelais dans lequel il a été élevé et aux controverses entre le Sillon et l'Action Française dont il a été le témoin dans une famille traditionnelle de l'ancienne France sont indispensables à la connaissance et à la compréhension des retournements idéologiques nullement imprévisibles de notre époque. Mais ce qui retiendra le plus peut-être dans *Un historien du dimanche*, c'est le mémorial de l'amitié. M. Philippe Ariès évoque la petite bande de *l'Etudiant français* de l'avant-guerre, Pierre Boutang, Raoul Girardet, Michel Déon, François Léger, Philippe Brissaud, Jacques Laurent. Ces forts — en — thème de l'Institut d'Action Française ont fait depuis, entraînés par les mauvaises têtes, les Nimier, les Blondin, les Laudenbach, bien des écoles buissonnières. Mais tous, les cancre et les prix d'excellence, ont répondu au coup de sifflet de M. Philippe Ariès et ils se sont alignés sur le même rang, avec leurs bosses et leurs médailles, dans l'ancienne cour de récréation de la rue Saint-André des Arts où ils sont rassemblés pour poser devant le photographe. *Un historien du dimanche* est, dans ses meilleures pages, cette photographie de classe.

\*  
\* \*

M. Pierre Debray-Ritzen reconnaît pour maîtres Tchekov, Simenon et Koestler ; mais il a une grande amie et c'est Mme Marguerite Yourcenar. Les mémoires de M. Pierre Debray-Ritzen et ceux de Mme Yourcenar présentent une similitude : ils sont les uns et les autres la mémoire même de l'Humanité. M. Pierre Debray-Ritzen déclare en commençant *l'Usure de l'âme* (4) qu'il a vécu trente millions de siècles, qu'il n'est jamais mort, qu'il est fait de cellules qui constituaient déjà le tissu du poisson antediluvien, qu'il est un bourgeon sur/le, prodigieux rameau de l'Evolution. Avant de naître, M. Debray-Ritzen était déjà immortel. Mais après ?

Les mémoires de M. Debray-Ritzen posent devant la mort non pas un point d'interrogation, mais, à la fin de la vie, un simple point. S'il n'avait un fils, le docteur Quentin Ritzen qui le prolonge dans son œuvre, il n'irait même pas à la ligne. L'agnosticisme de M. Debray-Ritzen est déclaré, et militant. L'au-delà, l'éternité, l'invisible, il referme sur eux des portes d'airain. Il a été depuis l'origine du monde. Il est. Sera-t-il ? Il ne veut pas se poser la question. Ecrivain, mais aussi médecin, et grand médecin, M. Debray-Ritzen est un produit de l'école positi-



viste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le chirurgien Gilles de la Tourette disait qu'il n'avait jamais découvert l'âme sous son scalpel. Pour M. Debray-Ritzen, l'âme n'est que ce qui se dégage du cerveau « nouveau » de l'homme. Il en formule le mystère en termes de neuro-psychiatrie. Aussi déclare-t-il faire partie de ce que son ami Michel Tournier a appelé « la racaille anti-philosophique ». « Plus de religion, plus de névrose politique, plus d'idéologie, pas de boulet aux pieds », écrit-il. Pierre Debray-Ritzen ne croit qu'à « la vérité biologique ». Contre les métaphysiques, les scolastiques freudiennes ou autres et toutes les dévotions, il réhabilite le scientisme. Mais la science pour ce disciple de Claude Bernard n'est qu'un outil. Observation, expérience, méthode posent les seuls jalons de la connaissance.

On comprend que M. Debray-Ritzen se soit fait en ce siècle où le délire est privilégié et où la liberté n'est qu'un mot électoral, beaucoup d'ennemis. Il ne les craint pas et il les malmène. Celui auquel il réserve les coups les plus durs, est le monstre imbécile et bavard qu'il nomme Mass Media. Mais ses pairs en prennent aussi pour leur grade. De nombreuses pages de *l'Usure de l'âme* sont à placer à côté des *Morticoles*, ce pamphlet par lequel Léon Daudet s'est vengé d'avoir été refusé à l'internat de Paris. M. Debray-Ritzen a posé sur sa tête la couronne suprême ; il est M.D.H. (médecin des hôpitaux). Il n'a que dérision cependant pour l'effroyable système des concours. Ce mandarin, et fier de l'être, n'est dupe de rien. En cela, il s'apparente à Stendhal qu'il cite abondamment. La lucidité, le goût de l'indépendance, un bon usage de l'ironie lui ont permis de bien conduire sa vie.

*Mais peut-on conduire et rêver sa vie en même temps ?* demande-t-il. Il répond : « En médecine, la méthode, en littérature, le lyrisme ». Dans une vie aussi pleine et riche que la sienne, aura-t-il réussi à faire deux parts ? Et n'aura-t-il été qu'un écrivain du dimanche ? Mais il n'y a pas de dimanche pour M. Debray-Ritzen toujours sur la brèche. *L'Odeur du temps* et *le Défi aux étoiles* sont là pour attester de l'unité profonde d'une vie qui n'est pas partagée entre le rêve et l'action, mais trouve entre l'une et l'autre un parfait équilibre. *L'Usure de l'âme* est le procès-verbal minutieux, fervent, il faut ajouter passionnant, de cette réussite. C'est un livre que l'on peut parfois contester, mais que l'on ne peut lire qu'avec amitié.

\*  
\* \*

M. Pierre Debray-Ritzen a vécu trente millions d'années, Maurice Genevoix, seulement, *Trente mille jours* (5). Au moment où paraît ce livre tout bruisant de confidences, il vient de nous quitter et c'est comme son testament que nous ouvrons. Mais c'est aussi peut-être le meilleur de ses livres et en tout cas le plus émouvant.

M. Pierre de Boisdeffre s'est étonné dans sa chronique de *La Revue des Deux Mondes* que l'écrivain de *Rabotiot* et de *Ceux de 14*, cacique de l'École Normale à dix

huit ans, prix Goncourt à vingt cinq ans, ait attendu si longtemps pour prendre sa vraie place. C'est qu'après la Grande guerre, il a préféré aux chemins de la réussite parisienne, ceux qui devaient le ramener à travers la forêt peuplée de bêtes familières vers son Loiret natal, sa maison, son jardin. A quatre vingt dix ans, il nous y conduit encore et nous ne nous lassons pas de l'entendre nommer les fleurs, les arbres, les animaux. C'est à l'appel de l'enchanteur la Création qui recommence. *Trente mille jours* est un livre miraculeux. Tout, sur le regard de Maurice Genevoix, est nouveau, frais, pur. Le monde est vierge. Ce regard ne s'assombrit que lorsque s'y réfléchissent les années de la grande guerre, le combat, la souffrance, la mort des hommes. Jamais, sous aucune plume d'ancien combattant, l'ennemi n'a paru plus fraternel, plus humain. La dernière page de *Trente mille jours* est heureusement éclairée par la vision de la petite fille Sylvie découvrant à quatre ans sur les bords de la Loire la grande joie de la vie au sein de la nature. C'est une page délicieuse mais combien déchirante, que cette page où est fixé le dernier regard d'un père sur sa fille.

Morales, cultures, idéologies sont absentes de ce livre. Est-ce qu'elles peuvent compter à côté de tout le bonheur que Maurice Genevoix a placé dans le plateau de la balance éternelle où sa vie est, d'ores et déjà, pesée et jugée ?

\*  
\* \*

J'ai déjà remarqué dans cette chronique M. Jean-Marie Rouart à l'occasion de son roman, *Les feux du pouvoir*. Ce récit d'allure stendahlienne nous entraînait sur les traces d'un jeune loup aux dents longues à peine muni d'une capacité en droit dans le milieu des énarques et des politiciens à la conquête du pouvoir. Mais le mois de mai 1968 opérant le retournement de ce Julien Sorel trop fragile pour se heurter sans dommages aux redoutables arrivistes de la rue Saint Guillaume. Il avait choisi en idéaliste généreux l'amélioration de la société et non l'avancement de son destin. Après s'être brûlé aux feux du pouvoir, il ne lui restait qu'à reconnaître qu'« il n'était pas fait pour cette vie ». Il découvrait dans l'exil d'une île dorée l'amour et la drogue. Et le récit commencé au pas de charge se terminait sur un air de fugue. Dans son dernier roman, *Le Mythomane* (6), M. Jean-Marie Rouart porte sur la société et le monde le même regard cruel et précocement désenchanté, mais avec des lueurs de gourmandise pour les fruits qui se détachent mollement d'un arbre pourri. Le héros de ce roman, le baron Magnus, faux milliardaire, faux aristocrate, faux mage, semble sortir dans son accoutrement hétéroclite du côté de chez Paul Morand ou du Michel Déon du *Taxi Mauve*. Il évolue avec aisance dans le monde peint par Philippe Jullian. M. Jean-Marie Rouart se range par les influences qu'il avoue, les filiations qu'il revendique, les attachements qu'il proclame et le style qui lui a permis de faire sa percée, dans une classe d'esprits où il a pris rapidement toute sa place.

\*  
\* \*

C'est dans la même classe que se range Mme Geneviève Dormann dont les écoles buissonnières depuis *La Fanfaronne* jusqu'à *Mickey l'ange* n'ont cessé de retenir notre attention. Son dernier roman, *Fleur de péché* (7) prend prétexte sans nécessité d'une enquête policière pour raconter les débuts dans la vie parisienne d'une jeune fille « passionnée, intolérante, orgueilleuse » qui a traversé la Lettonie à pied pour échapper aux bolcheviques et qui a la carcasse aussi dure que ses compatriotes, Madame de Krüdener et la duchesse de Courlande, avec, en plus, la tête froide et le coup d'œil perçant de Lamiel. *Fleur de péché* est une histoire d'amour, mais Mme Dormann, contrairement aux autres femmes de la littérature, ne se satisfait pas de ces bains d'humeurs et de vapeurs diverses où barbotent avec délices des dames prétendument affranchies. Elle préfère juger de la politique et des mœurs. Son héroïne arrive à Paris dans le grand remue-ménage du milieu de ce siècle. « J'observais passionnément l'ébullition de la vieille marmite et le soulèvement de son couvercle. Une génération bousculait l'autre, une civilisation épuisée volait en éclats, je ne pouvais manquer ça » écrit Mme Dormann. Elle ne le manque pas. Elle remet à leur juste place dans *Fleur de péché* des valeurs d'aujourd'hui couramment décriées avec une verve qui, dans le parti des *hussards* où le rôle de cantinière lui est dévolu, l'apparente à un Antoine Blondin. Vive la blondine Dormann !

\*  
\* \*

Romancier catholique, héritier très authentique de Georges Bernanos, M. Luc Estang a congédié le christianisme de son œuvre, il y a quelques années, en écrivant *L'Apostat*. Dans ce roman-confession, jaloux, le Fils apparaissait de trop entre le Père et M. Luc Estang qui

voulait rester seul en tête à tête avec Dieu. Cette crise religieuse personnelle coïncidait avec la crise générale que le monde chrétien traverse ; elle témoignait dans un cas particulier du nouvel arianisme. Libéré des contraintes de sa jeunesse dévote, M. Luc Estang se lança aussitôt, en écrivant *Il était un p'tit homme*, dans une escapade littéraire où il ralliait avec désinvolture le parti des hussards et arborait une cocarde blanche toute fraîche. Le héros de *Il était un p'tit homme*, chouan, agent secret, libelliste ultra, faisait un mariage d'amour et restaurait un Bourbon. « L'amour comblé, la royauté restaurée, que demander de plus », s'écriait-il.

M. Luc Estang paraissait un homme enfin heureux. *Les Décides* (8) est curieusement le roman du remords. La trame en est fournie par l'histoire contemporaine et les personnages de ce roman d'aventures politiques nous entraînent de la Résistance à la guerre d'Algérie et en mai 68. Mais la deuxième partie, la plus importante et la plus intéressante, consiste dans un colloque que Malraux, à l'ombre *Des Noyers de l'Altenburg*, n'aurait pas désavoué. Le monde a-religieux, qui y est annoncé, peut-il se passer de Dieu ? La question est posée par M. Luc Estang avec une sérénité qui n'est qu'affectée.

Dieu n'en a pas fini de faire de l'ombre sur sa vie.

Philippe SÉNART

(1) Cahiers Roger Nimier. Printemps 1980, 61 rue Pierre Charron, Paris.

(2) Gallimard

(3) Le Seuil

(4) Albin Michel

(5) Le Seuil

(6) Grasset

(7) Le Seuil

(8) Le Seuil

# UN RENVERSEMENT DES ALLIANCES OU RÉHABILITATION CONTRE RÉNOVATION

par Yvan CHRIST

**J**e me suis reporté, en cette fin de l'Année du patrimoine, à mon premier article de *France-Forum*. Je l'avais noblement intitulé : « Du changement et du contre-changement considérés dans leurs rapports avec l'urbanisme » (1). J'y citais, à plusieurs reprises, M. Valéry Giscard d'Estaing, nouvel hôte de l'Élysée. Dans une lettre adressée à M. Jacques Chirac, alors Premier ministre, et qui, datée de septembre 1974, touchait au sort de la capitale, le président stipulait entre autres, qu'« une pause devait être observée concernant la construction de bureaux », que « les opérations d'aménagement (...) devront respecter, dans la mesure du possible, le caractère actuel des quartiers de Paris et maintenir ou rétablir la possibilité d'y résider pour les diverses catégories sociales », ceci encore, qui me paraissait essentiel, que « la part des actions de restauration (devrait être) accrue par rapport aux actions dites de « rénovation ». Un grand tournant s'amorçait. Et le Secrétaire d'Etat à la Culture, qui était M. Michel Guy, assurait que cette « politique urbaine nouvelle » s'étendrait à toute la France.

Je citais également, en manière de prélude, un article récent de celui qui n'était encore que Ministre des Finances : « le changement, écrivait M. Giscard d'Estaing, absorbe toutes les formes de création de notre époque » (2). J'aurais pu, en corollaire, citer aussi Paul Valéry : « la beauté est une sorte de morte. La nouveauté, l'étrangeté, en un mot, toutes les valeurs de choc l'ont supplantée ». Ne venions-nous pas de traverser, depuis les lendemains de la guerre, une ère de « mutation » formidable, qui, la prospérité matérielle aidant, avait exercé, sur le corps même des villes de France, ses ravages les plus impies ? Le « changement », nous y étions en permanence et nous n'arrivions pas à reprendre souffle ni à retrouver quelque semblant d'équilibre.

J'en concluais, sans chercher malignement à mettre le Président de la République en contradiction avec lui-même, que sa politique dite de « changement » constituait, en fait, un « contre-changement ». Dans le domaine de l'urbanisme et de la culture, cette nouvelle politique-là est fondée notamment sur la réhabilitation esthétique et

sociale de notre patrimoine en péril. Un renversement des alliances: il était dès longtemps préparé par tous ceux qui me ressemblent ou auxquels je ressemble, mais que l'on considérait alors comme de fâcheux passésistes, pis encore: comme de mauvais Français...

Je ne cherche pas non plus à flatter le pouvoir. La vérité m'oblige pourtant à dire que les promesses de 1974 commencent, en 1980, à être tenues.

\*  
\* \*

Assez fidèle téléspectateur, il m'arrive de suivre, sur « Antenne 2 », l'émission « C'est la vie », qu'anime M. Noël Mamère. Il s'agit, comme on sait, d'une émission quotidienne, diffusée à 18 h 30, qui se veut de caractère tout pratique. Elle est faite pour informer et éclairer le grand public. Or, durant quelque temps, ses animateurs ont mené une très lucide enquête qui a porté sur l'habitation des Français.

O surprise! En 1980, la vapeur est totalement renversée. Des architectes en place, des représentants qualifiés de nos services de l'habitat, des journalistes professionnels tiennent soudain des propos qui n'étaient avancés, il y a vingt ans, que par un petit nombre de pionniers, lesquels sans illusion, mais avec constance, prêchaient dans le désert et auxquels on ne laissait pas de rire insolemment au nez. Nous ne sommes pas au pouvoir, nous, les réprouvés d'hier et d'avant-hier, mais nos idées y sont. Et, ma foi! c'est l'essentiel.

Qu'entend-on sur les ondes de notre télévision? Que nous avons commis, naguère, de déplorables erreurs, que nous avons détruit et reconstruit à tort et à travers, que nous avons violé les lois de l'environnement, que nous avons abattu ce qui aurait dû être conservé, que nous avons édifié, n'importe où et n'importe comment, de nouveaux taudis qui, déjà, menacent ruine, que nous avons cruellement vidé le cœur de nos villes anciennes, que nous avons follement confectionné des villes nouvelles, de lointaines cités-dortoirs qui sont l'abomination de la désolation, que nous avons été de grands coupables et qu'il n'est que temps de réagir pour mettre fin à ces aberrations criminelles... Voilà ce que, désormais, on enseigne aux Français. Quelle autocritique, Messieurs! J'en conclus que c'est bien nous et nous seuls, dans notre passésisme constructif, qui avons, qui avons toujours raison, et que ce sont les autres, tous les autres, qui avaient eu tort et qui, le chef couvert de cendres, le reconnaissent...

On croit rêver. Mais ce sont nos beaux rêves des années cinquante que sous la Cinquième République, on se décide enfin à réaliser au nom de la loi. Oui, ce qui n'était alors que conte passésiste est en voie de tourner au projet futuriste. Je ne cesse de dire que les passésistes sont réalistes. Je tiens à le répéter — en toute immodestie...

\*  
\* \*

#### *Chapelle Saint Sernin de Toulouse utilisée en gymnase municipal*

Imaginez une telle émission, diffusée dans les années soixante. C'est d'une seule voix que l'on eût daubé sur les amis des « vieilles pierres », scandaleux défenseurs des taudis, ennemis jurés de toute espèce de progrès, n'affectionnant que les logis insalubres, ne se complaisant que dans un passé définitivement révolu, ne militant qu'en faveur de la crasse d'époque et de la patine du temps... A ce tableau hideux, on eût victorieusement opposé les pimpants trois-pièces-cuisine, fonctionnellement juchés au treizième niveau de quelque H.L.M. toute fraîche, toute ruisselante de gadgets techniques, joliment encadrée de fins arbustes et de tendres pelouses où, gaiement, de mignonnes têtes blondes eussent fait des rondes joyeuses... « La vie en rose » était un des refrains de ce temps-là...

Les images que diffuse la télévision viennent à l'appui de ces beaux propos qui ne sembleront neufs qu'aux citoyens dépourvus de mémoire. Ces maisons abandonnées et sordides que l'on soumet à leur méditation, hier, on les eût tournées en dérision pour n'en faire qu'une bouchée de bulldozer. Aujourd'hui, on nous démontre gravement qu'il est, tout bien pesé, plus avantageux de les conserver, de les restaurer, de les assainir, de les doter du tout-confort, que de les remplacer, en toute hâte, sur un mode gigantesque, par du béton frais. Ainsi, nous explique-t-on, les « centres-villes », qui se dépeuplaient, reprendront vie. Ainsi nos rues anciennes ne seront plus dénaturées par des blocs incongrus. Ainsi le patrimoine architectural, remis en honneur, en valeur, en vigueur, retrouvera sa place naturelle et légitime dans l'existence quotidienne de chaque Français. Nous le disions, le proclamions, le répétions, le ressassions sans trêve — sans grand espoir d'être entendus ni écoutés. Nous le formulions dans les mêmes termes, au nom des mêmes argu-

ments sociaux, économiques et esthétiques. Or ces arguments-là, qui étaient tenus pour nuls et non avendus, sont intégralement repris à leur compte par les augures du nouvel urbanisme et de la culture nouvelle.

Nous faisons, par exemple, campagne en faveur de l'application du principe des H.L.M. à des maisons insalubres, à des immeubles délabrés, dont ne seraient conservées, en fait, que les savoureuses ou honorables façades. C'est vers quoi l'on décide — avec vingt ou trente ans de retard — de s'orienter de la façon la plus officielle. M. Jean-Pierre Bady, qui est le directeur de la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, le déclarait, ici-même, à notre ami Henri Bourbon: «*L'idée d'une banque dans un vieil hôtel du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un bureau de poste dans une maison villageoise de qualité, ou de logements sociaux dans un couvent désaffecté, me paraît permettre à ces monuments un avenir plus certain, plus risqué aussi, c'est vrai, que la panacée apparente d'un musée*» (3). Entre deux risques, je choisis le moindre. Car enfin, le risque certain, n'est-ce pas la destruction du couvent, de la maison et de l'hôtel, considérés, sans affectation précise, comme matières négligeables?

Les causes du dépeuplement de nos campagnes sont multiples, N'étant pas plus économiste que sociologue, je ne tenterai pas de les analyser... Je me borne à constater que les villageois du vingtième siècle finissant — quelles que soient leurs fonctions et leurs occupations — ne sont pas disposés à jouer aux figurants d'opérette dans de séculaires maisons qui sont parfois admirables, mais que, sans les admirer, ils apprécieraient infiniment plus si les divers pouvoirs publics se penchaient sur leur sort, non point pour les travestir en petits musées d'art et de tradition populaire, mais pour qu'elles restent de vraies maisons qui, tout en étant belles, deviendraient enfin saines... C'est, tout bonnement, une question de bon sens. Il faut la poser sans phrases. Des gens de mon espèce l'ont rappelé cent fois pour une, et sur tous les tons. On nous prenait, encore un coup, pour de charmants rêveurs. Voilà que l'on veut s'orienter dans cette voie, qui est la seule bonne. Voilà ce que l'on nous annonçait il y a quelques semaines, sur nos écrans domestiques.

\*  
\* \* \*

Ce n'est pas en un tournemain que l'on passera du « changement » au « contre-changement ». Le fait est toutefois qu'à la lumière des consignes qui ont été formulées au plus haut de l'Etat, reprises, développées et codifiées sur le plan gouvernemental, notamment par les successifs ministres de la Culture et de l'Environnement, une évolution se dessine et un nouvel état d'esprit se fait jour. La télévision, qui est une table de résonance, vient de le démontrer. C'est un signe qui ne trompe pas.

On nous a dit et redit que l'Année du patrimoine devait être une année de « sensibilisation ». Ses promoteurs

*Château de Florac utilisé en centre d'accueil du Parc national des Cévennes*

Les émissions télévisées auxquelles je fais allusion ne se contentent pas d'attirer l'attention du grand public sur le sort des villes anciennes, naguère vouées à la rénovation en forme de destruction que l'on ne sait que trop. Elles concernent également le sort des vieux villages isolés qui se meurent et qui se vident de leurs habitants à l'exemple du centre moribond des vieilles villes. Certes, l'archaïsme de leurs maisons vénérables ne laisse pas de toucher le cœur sensible des délicats citadins qui, pour leurs menus plaisirs, se plaisent, ici et là, à les convertir en grisantes et confortables « fermettes ». Mais une « résidence secondaire en milieu rural », toute pimpante au milieu d'un village désolé, change-t-elle quelque chose à l'affaire ?

*Couvent de la Visitation de Salins les Bains utilisé en logements H.L.M*

auront, mieux encore, accompli leur mission nationale, si 1980 reste dans nos mémoires comme une année de réflexion. Mais rien ne sera terminé le 31 décembre.

Aussi le gouvernement a-t-il adopté un « programme pluriannuel » de sauvegarde, de mise en valeur et de réhabilitation du patrimoine : il couvrira les années 1981-1985. Puisse ce programme être appliqué dans l'esprit de 1974, tel qu'il a été défini par l'Élysée, en faveur des comparses de notre scène culturelle, c'est-à-dire au plus grand bénéfice de ce patrimoine réputé secondaire sur qui pesait, en priorité, le vandalisme multiforme des années soixante ! Alors, préconisée depuis trente ans et plus par tous ceux qui s'efforçaient, dans l'indifférence ou l'hostilité générales de leurs adversaires en place, de jeter les fondations de l'avenir du passé, la nouvelle politique urbaine pourrait marquer le point de départ d'une véritable sauvegarde, *esthétique et sociale*, de notre patrimoine en déroute.

*Abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson utilisée  
en Centre culturel régional*

Osons-le dire : la crise économique qui frappe la France et l'Europe ne sera pas sans favoriser une telle politique... Formulée, en plein euphorie, par des esprits

prudents qui, dans la colère et l'angoisse, voyaient, sous le soleil de l'après-guerre, fondre le capital monumental de la France. cette politique est, peu ou prou, adoptée par un Etat qui doit, pour survivre, tenir un juste compte des réalités. Ceux qui feignaient de l'ignorer, le savent maintenant : *la réhabilitation est moins coûteuse que la rénovation*. Le vandalisme, sous toutes ses formes, est le fait des nouveaux riches. Nous sommes devenus de nouveaux pauvres. Il nous reste la sauvegarde... La prospérité revenue, saura-t-on retenir cette leçon-là ?

Yvan CHRIST

(1) N° 136-137, février-mars 1975.

(2) *Adieu postérité!* in *Le Figaro*, 2-3 février 1974.

(3) *Dialoguer avec notre patrimoine culturel*, in *France-Forum*, n° 181-182, juillet-août-septembre 1980.

P.S. Au moment où je termine cet article, je n'ai pas encore visité l'exposition qui se tient, jusqu'au 10 novembre, au Centre Pompidou, dans la galerie du Centre de création industrielle et qui est intitulée « A la recherche de l'urbanité ». Je constate seulement, à la lecture de l'excellent communiqué de presse, que ses organisateurs, en opposant ce terme d'*urbanité* à celui d'*urbanisme*, veulent, eux aussi, réagir contre le fonctionnalisme inhumain de notre après-guerre. « *Il n'est plus question, proclament-ils, de ces grands programmes mégalomaniacs qui récemment encore bouleversaient des quartiers entiers en faisant table rase de notre patrimoine urbain. La nouvelle génération d'urbanistes et d'architectes est plus modeste, infiniment plus respectueuse du contexte urbain où elle intervient, plus soucieuse aussi de concilier l'avenir et le passé dans le présent* ». Formulées, non sans paradoxe, au sein du monstre dévorant du plateau Beaubourg, voilà des déclarations d'intention qui sont, elles aussi, marquées au coin du « contre-changement Enregistrons-les avec un plaisir extrême — en attendant de juger aux actes les champions de la nouvelle « urbanité »... »

Y. C.

*Erratum* : Dans ma chronique intitulée « *Demain, le classicisme?* », publiée dans le n° 181-182 de *France-Forum*, je citais, au début de l'avant-dernier paragraphe, un *article* extrait de la revue *Monuments historiques*. Une déplorable coquille m'a fait dire qu'il s'agissait d'un *artifice*... Que ses auteurs veuillent bien me pardonner.

## Un événement dans l'édition :

# La réédition intégrale des Cahiers et des Courriers du TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Trente neuf années ont passé depuis qu'a paru le premier *Cahier du Témoignage Chrétien* et l'ensemble de cette littérature est devenu introuvable. Offrir au public une réédition intégrale des publications clandestines du *Témoignage Chrétien* entre 1941 et 1944 répond exclusivement à deux exigences. D'abord : arracher à l'oubli l'œuvre courageuse et lucide d'une petite équipe de chrétiens — catholiques et protestants — rassemblés pour combattre le régime hitlérien sous le titre audacieux de « témoignage chrétien ». Ensuite, fournir aux historiens des années de guerre un document exceptionnel, contenant informations et commentaires sur les problèmes majeurs posés à la

conscience chrétienne (collaboration, mesures antisémites, croisades antibolcheviques, S.T.O., maquis, etc...), le tout sous forme d'articles de doctrine et de réflexion sur la résistance spirituelle au nazisme et au totalitarisme.

**Les deux volumes (280 pages et 287 pages) de « Témoignage chrétien - 1941-1944 » sont en vente C/o Renée Bédarida - 13 rue Jacob, 75006 Paris — au prix de 120 F.**

Publicité

# KAGEMUSCHA OU L'OMBRE DU GUERRIER

**I**l est deux manières de voir et d'apprécier « Kagemusha », mais pour appréhender sa dimension de chef d'œuvre il faut, bien évidemment, ne pas privilégier l'une par rapport à l'autre. Aventure et tragédie sont là indissociables.

Ce qui frappe d'abord dans ce film grandiose, c'est son aspect de spectacle épique et de magistrale féerie visuelle : les prodigieuses charges de cavalerie dans la profusion et le frémissent des étendards et des oriflammes, le grondement des sabots, le fracas et le crépitement des armes, les reflets des incendies ; l'horreur admirable des champs de bataille sous des cieux pourpres balayés par le vent ; le suicide collectif des généraux somptueusement parés qui vont à la rencontre de la mort comme à une fête dernière. Un univers plein de bruit et de fureur, de sang et de mouvement. Un univers hiératique où les gestes stylisés s'accordent avec un rythme haletant et frénétique ; une immobilité qui est une ascèse individuelle face au chaos du monde.

Les images atteignent une beauté et une densité incomparable à cause de l'harmonieuse association de la plastique et de la dynamique, d'une science de la couleur, d'une maîtrise de la composition et d'un sens de l'espace rarement égalés. Akira Kurosawa est un visionnaire humaniste ; son réalisme tragique ne s'égare jamais dans le naturalisme matérialiste. Kurosawa a été peintre et dessinateur avant de devenir cinéaste ; pour préparer « Kagemusha » il a réalisé environ deux cent toiles, gouaches, croquis présentant, plan par plan, les décors, les personnages et les scènes du film ; le peintre a stimulé le cinéaste.

Dans cette fresque flamboyante s'inscrit une double tragédie, celle de l'effondrement d'une société archaïque, celle de l'identification d'un être à un autre qui pose le problème de l'essence et de l'apparence.

L'action de « Kagemusha », vingt-septième film d'Akira Kurosawa, se déroule à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle (1573-1575) dans un Japon où la féodalité ne finit pas de mourir. Le seigneur Shingen Takeda, chef d'un des clans les plus puissants est en conflit armé avec d'autres clans qui s'opposent à sa volonté de régner sur tout le pays. Son orgueilleuse devise est brodée sur ses étendards : « rapide comme le vent, silencieux comme la forêt, sournois comme le feu, immobile comme la montagne ». Blessé mortellement d'un coup d'arquebuse pendant le siège d'un château ennemi, il est décidé de lui désigner un « kagemusha » c'est-à-dire un « guerrier-double », son sosie, son ombre, selon un procédé souvent utilisé à l'époque. Cette désignation d'un double était un stratagème traditionnel du Japon des « Seigneurs de la guerre », à tel point que dans les batailles, on ne savait pas très bien qui du chef de clan ou de son double était présent. Certains seigneurs avaient à leur service plusieurs kagemushas. Le kagemusha, choisi par le frère de Shingen Takeda, Nabukado — qui a lui-même autrefois assuré le rôle de double de son aîné chef du clan — est un voleur misérable et poltron dont la ressemblance physique avec le prince guerrier est indiscutable ; en recourant à ce sosie, la mort du chef pourra être dissimulée et l'entourage disposera du temps nécessaire à l'accession du successeur légitime. Le kagemusha est très réticent pour jouer le personnage exceptionnel qu'on lui demande de remplacer, d'autant que l'ombre d'un mort n'est plus l'ombre d'un autre, mais l'ombre de rien, l'ombre d'une ombre. Puis, progressivement et douloureusement, impressionné par l'extraordinaire charisme du seigneur mort, « l'ombre » réussit à étouffer son propre moi pour devenir l'autre, s'identifier à son modèle, en assumer la majesté et la sagesse. Sa réussite est telle que le petit-fils de Shingen Takeda est abusé et que des liens d'affection se développent entre le double et l'enfant — les scènes intimistes entre le kagemusha et le petit prince

### « Kagemusha »

constituent les seuls vrais moments de douceur et de tendresse, de sourire et de paix entre l'affrontement des ambitions et les violences des combats. Destitué par suite d'une maladresse ou d'une imprudence, le double — héros dérisoire et sublime, pitoyable et bouffon — sera chassé de la cour. Il assistera, ombre désespérée et pathétique du samouraï, à la défaite du clan Takeda dans une bataille absurde où s'écroule la civilisation féodale en même temps que tombent sous les balles des mousquets du Japon moderne les soldats et les cavaliers équipés de lances et de sabres anachroniques, vestiges d'époques riches en exploits légendaires, mais révolues.

« Kagemusha » ne se réduit donc pas à un fastueux film d'aventures historiques et guerrières d'un temps où la guerre était encore considérée comme l'un des beaux-arts ; il est une tragédie sur la conquête et la fragilité du pouvoir, sur la fascination de la puissance avec ses noblesses et ses petitesse, sur le choc d'une civilisation déclinante et chevaleresque avec une civilisation nouvelle qui annonce l'avenir. Une tragédie aussi sur le thème du double, du dépassement de soi et de l'apprentissage dramatique et passionnel de la maîtrise du corps

et de l'esprit par le kagemusha afin de s'identifier au modèle princier jusque dans la mort.

Recherches esthétiques merveilleusement accomplies et évocation d'un Japon envoûtant dans son archaïsme, sa grandeur, sa rudesse, voire sa cruauté, font de « Kagemusha » un chef-d'œuvre où l'âme des traditions japonaises s'exprime avec force. On a beaucoup parlé, à propos de cette œuvre, d'influences philosophiques et littéraires occidentales, on a cité Shakespeare, Dostoïevski, Edgar Poe, Pirandello ; on pourrait aussi évoquer Paolo Uccello et Altdorfer dans l'ordre des valeurs plastiques. Mais si Akira Kurosawa est pétri d'influences occidentales comme tout être de culture — et elle est très vaste, la culture de l'auteur des « Sept Samouraïs », de « Dodeskaden », de « L'Idiot », du « Château de l'Araignée », de « Sugata Sanshiro », d'« Entre le Ciel et l'Enfer », de « Rashomon », de « Vivre », de « Dersou Ouzala » — son film est essentiellement un film japonais qui puise ses sources dans l'esthétique et l'éthique japonaises.

Henri BOURBON





# notes de Lecture

## ● L'information aujourd'hui de Bernard Voyenne

Bernard Voyenne est un spécialiste de l'information. Tout le monde dans les milieux journalistiques et dans les milieux qui traitent des choses du journalisme reconnaît sa compétence.

En vérité, Bernard Voyenne est bien davantage qu'un spécialiste. Il est un passionné de la presse. Car, pour lui — soit qu'il le pratique, soit qu'il l'enseigne, soit qu'il l'observe — le journalisme n'est pas un art comme les autres. En son âme et conscience, dans la grande lignée des Encyclopédistes, Bernard Voyenne tient le journalisme pour un ministère « des lumières » — au sens XVIII<sup>e</sup> siècle du mot.

Dès lors, son livre « L'information aujourd'hui » (collection U, Armand Colin), ne pouvait qu'être et il est un livre important. Ses 300 pages se lisent agréablement et en outre, elles constituent un document dont il est impossible de faire l'économie quand on est curieux du fonctionnement de ces institutions centrales de nos sociétés industrielles que sont les mass media.

Cet ouvrage décrit, avec rigueur et bonheur, le cadre général et les conditions technologiques, économiques et institutionnelles de la « production » des messages.

Il analyse aussi la situation et les problèmes actuels de l'information en France. Qu'il s'agisse des difficultés de la presse quotidienne à Paris, de la nécessité pour les quotidiens de province « de trouver un second souffle », des caractéristiques de la presse périodique, des agences et groupes de presse, de la Radio et de la Télévision publiques, des postes périphériques.

Il propose les éléments d'une géographie et d'une sociologie de l'information en étudiant les comportements du public, l'influence des media et les méthodes d'analyse du contenu de l'information.

Enfin, Bernard Voyenne s'interroge sur un thème qui lui est cher et qui est, de fait capital : la valeur et les limites de la liberté de la presse, la nature et les exigences du fameux « droit à l'information » l'exercice de la res-

ponsabilité sociale des professionnels de l'information.

Il convient d'ajouter que ce livre n'est pas une réédition du classique « La Presse dans la société contemporaine » publié, dans la même collection par Bernard Voyenne en 1962. Il en constitue une nouvelle édition revue, refondue. Celle-ci tient, donc, compte, bien sûr, des changements intervenus dans les structures du système de communication de masse. Aussi bien le changement de titre indique à lui seul que « la Presse » n'est plus le moyen « d'information » dominant. Surtout, cette édition prend en compte, non moins, les changements intervenus dans la manière d'analyser et de traiter les mass media, leur contenu et leur rôle.

C'est qu'entre les deux éditions sont apparues et se sont développées les sciences de l'information. Voilà pourquoi, alors que le sommaire de la première version se bornait à analyser : les entreprises de presse (première partie), le public et la presse (deuxième partie), Liberté et Responsabilité de la presse (troisième partie), la nouvelle édition consacre une large place aux systèmes d'information (première partie) et aux Sciences de l'information (troisième partie). La deuxième partie étant consacrée à « l'information en France ».

Bien sûr, si on se laissait aller, on succomberait à la tentation de polémiquer avec Bernard Voyenne sur plusieurs points. C'est normal. Un livre de cette nature ne peut qu'inciter « l'interrogativité »...

On ne lui cherchera querelle que sur deux points. L'un qui a des conséquences pratiques. L'autre plus théorique.

A franchement parler, on est surpris qu'en deux lignes et un mouvement de plume, Bernard Voyenne célèbre les vertus pédagogiques de la presse à la mode libérale. Il écrit : « Quels que soient les défauts de la presse libérale... elle assume tant bien que mal la diffusion des informations et l'expression des opinions, en le faisant sous une variété de formes qui les mettent largement à la portée du grand public, c'est-à-dire d'une manière pédagogique » (p. 52).

Comment, dès lors, Bernard Voyenne explique-t-il la colossale, l'énorme, la fantastique sous-information qui caractérise nos sociétés ?

Et si l'on relève ce point, ce n'est pour le plaisir de chicaner. C'est parce qu'en énonçant cela, Bernard Voyenne risque d'enfoncer les praticiens de la communication dans un de leur travers qui est d'écrire, de parler pour « briller » auprès des Experts, des Intellectuels plutôt que pour être compris par les femmes et les hommes quotidiens.

Souhaitons que dans une prochaine édition, Bernard Voyenne « aille plus loin » dans l'exploration de cette fonction « méprisée » de l'art journalistique et accule le journalisme à réfléchir sur lui-même !

Nous le souhaitons d'autant plus que la réflexion autour de cette fonction « en jachère » — ou presque — ne peut que provoquer l'*invention* — oui, on écrit l'invention — de « nouveaux journalismes ».

L'autre point est entre Bernard Voyenne et moi — ne pratiquons pas un journalisme dissimulateur et prenons soin d'avertir les lectrices et les lecteurs que voilà une « pomme de discorde » que nous évoquons ensemble cordialement depuis force années — une divergence totale sur le rôle des mass media aujourd'hui.

L'information, écrit Bernard Voyenne, est « l'ensemble des activités, des institutions et des effets qui ont pour objet le recueil, la transmission, le choix, la présentation

et la publication des faits considérés comme significatifs de la vie sociale » ( p. 17 ).

Bernard Voyenne ne serait-il pas platonicien ? Hélas ! Car Platon est un mauvais maître à penser !... En tout cas, un mauvais maître en sociologie. Comme lui, Bernard Voyenne part d'une Idée divine des médias. Le malheur est que les médias ne « réalisent » pas, n'incarnent pas cette Idée.

« L'information » dans nos sociétés n'est pas l'ensemble des activités qui a pour « objet le recueil... des faits », l'information est l'ensemble des activités « produisant de la nouvelle et des nouvelles ». L'information n'a rien — ou presque — à voir avec la « leçon de choses ». Les mass media sont une industrie de l'imaginaire. Ils ne sont compréhensibles que dans la perspective de l'histoire des religions.

Assurément — je le reconnais — j'ai tendance à exagérer c'est-à-dire à insister trop sur la dimension incantatoire, ensorcellante, irrationnelle de la communication de masse. Mais de son côté, Bernard Voyenne la néglige trop.

Peut-être d'ici la troisième édition le convaincrai-je ! En attendant, lisez, sous ces réserves, « L'information aujourd'hui ».

René PUCHEU

Ed. Armand Colin, Collection U.

## ● Savoir s'informer de René Pucheu

Je n'ai pas l'habitude de crier au chef d'œuvre, même et surtout lorsqu'il s'agit des livres de mes amis. Si je le fais cette fois, c'est parce que, après avoir lu cet été tant d'essais à la fois pesants et précieux, je me rafraîchis dans cet opuscule de cent pages — en réalité soixante-dix puisque le tiers est consacré à l'illustration. On sent là un homme du journalisme, qui sait calibrer son texte. C'est simple et vivant, pédagogique et profond, et surtout c'est gai. En somme, tout le contraire des textes pédants qui foisonnent en ce moment. René Pucheu ne fait pas exhibition de son savoir, et pourtant il en sait ! L'exemple historique est toujours pertinent et une citation de Balzac, Blondel ou Nizan vient à propos rappeler que, si on le poussait, il pourrait bien, lui aussi, aligner ses fiches. Car voilà trente ans qu'il étudie la question, trente ans qu'il dépouille et classe les journaux. Si son livre est un gai savoir, s'il préconise une connaissance ludique de la presse, c'est qu'il l'aime, qu'il en jouit, qu'il en rit du rire sans mépris de l'intellectuel resté peuple.

Je dis intellectuel et ce n'est pas juste. Je corrige : intellectuel militant. Ce livre le prouve, puisqu'il s'agit d'un manuel d'initiation et d'éducation, destiné à

apprendre à tout un chacun ( et pas seulement aux écoliers ) la bonne manière de se servir des media de masse. D'où une présentation claire et amusante ( les dessins ne trahissent jamais le texte, mais le reprennent gaiement, l'éclairent et l'enjolivent ). En fait de chapitres, nous avons dix commandements. René Pucheu ne se prend pas pour Dieu le Père, mais il a pensé qu'ainsi on apprendrait plus facilement, — d'ailleurs j'aime que le dernier se résume en un dessin humoristique : il n'y a pas de prédication.

Pourtant, tout cela est sérieux. « Du journal te précuperas, sinon lui te manipulera ». En effet, le journal commande de plus en plus notre vie, et il est salutaire qu'on commence à s'en préoccuper à l'école. Mais précisons : « journal » ne signifie plus seulement une feuille imprimée, le journal est une totalité « multi-media » qui nous enveloppe. Nous sommes dans le kiosque. Essayons donc un peu d'en sortir pour affronter cette hydre fraternelle. On n'en parlera bien qu'à condition de reconnaître sa puissance et sa nécessité. Le journal est incontournable, comme disent les gens à la mode. Du

moins qu'il nous serve sans nous asservir. La nécessité du journal ne tient pas seulement à ce qu'il nous informe, mais aussi et peut-être surtout, à ce qu'il nous rassure, nous confirme, nous conforme, nous console, nous amuse et nous fait rêver. C'est une aventure, une sensibilité, une « émotion », qui chassent l'ennui, nous relient aux autres dans une société atomisée, nous font un cœur, des désirs, un langage...

Pucheu concède ce qu'il faut aux contraintes de la sociologie et de l'économie ( peut-être pas assez à celles du métier proprement dit ), mais il nous introduit aussi à cette lecture mythologique du journal dont il fut le pionnier dans ses chroniques d'*Esprit*. Car le journal ne cesse de produire des images, des symboles, c'est-à-dire de la communication, de la société, et à la fin, il produit de l'événement, il devient lui-même événement. C'est pourquoi nous devons procéder à une lecture ( ou vision, ou écoute ) qui soit culturelle et même « dramaturgique », car nous sommes devant un spectacle à interpréter. L'énigme est que ce spectacle, c'est nous. Le journal, en effet, est « la projection de notre intériorité ».

Lecture distanciée donc, mais non pas distante. Lecture en miroir, « spéculaire » comme diront les gens à la mode. Il y a là, j'en conviens, un point de méthode essentiel, car l'intellectuel a trop tendance à mépriser le journal, ce « cimetière des idées » comme disait Proudhon, et je rends grâce à Pucheu de nous apprendre, de m'avoir appris, à considérer le *Parisien Libéré* aussi sérieusement — c'est-à-dire aussi joyeusement — que le *Nouvel Observateur*. Mais je ne manquerai pas l'occasion qui m'est offerte, après avoir dit mon admiration pour le tour de force de Pucheu, de poursuivre avec lui une vieille dispute (*disputatio*) en avançant quelques objections. D'abord Pucheu est trop gentil avec la presse en général et avec la française en particulier. Les jour-

naux sérieux et indépendants, chez nous, témoignent d'une complaisance à l'égard des pouvoirs ( y inclus les contre-pouvoirs ) qu'on ne trouve pas chez leurs analogues anglo-saxons et allemands. Et c'est pire pour la télévision.

Sur ce dernier point, René Pucheu s'est, à mon avis, laissé entraîner trop loin par son hypothèse, d'ailleurs si féconde, de l'unité du « journal », qu'il soit écrit, parlé ou télévisé. En fait, l'investigation et la dénonciation, si elles sont — bien rarement — pratiquées par la presse écrite, ne le sont jamais ( du moins chez nous ) par le journal télévisé, qui joue un rôle homéostatique, gyroskopique. Prenez les grandes « affaires » de ces dernières années, et voyez qui les a lancées. Ou bien, par jeu, supposez que tous les journaux brûlent — ou, au contraire, que toutes les télé implotent — et imaginez ce qu'il en résulterait. Dans le second cas, on y perdrait certes quelques images et surtout de la « consolation » et de la moralisation, mais fort peu d'information. Dans le premier, je frémis en pensant à ce qui arriverait. Car, de la consolation ou du divertissement, on peut en trouver ailleurs que dans les media, mais où trouvera-t-on de l'information, sinon dans la presse écrite, du moins en France ? Et l'information reste l'oxygène de la démocratie.

Mais voilà qu'au lieu d'informer sur les idées de René Pucheu, je propage les miennes. Pour me faire pardonner, je répète : ce petit livre est grand, il est utile, il vous instruira en vous divertissant, comme disait jadis le précepteur du Dauphin — ou comme on dit aux Galeries Lafayette : à chaque phrase il se passe quelque chose dans le livre de René Pucheu.

Jean-Marie DOMENACH

*Ed. Le Centurion (formation).*

## ● La Révolution du temps choisi du Club Echanges et Projets

On aimerait pouvoir énoncer la liste des titres de chapitres de « La révolution du temps choisi », tant ces titres sont à eux seuls évocateurs de la richesse de l'ouvrage écrit par plusieurs membres de l'association « Echanges et projets » sous l'impulsion de Jacques Delors, qui signe la préface.

Ils révèlent le cheminement de la réflexion d'une équipe dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne s'attarde pas sur les sentiers battus du débat politique traditionnel. Rappelons, par exemple, tout l'intérêt que présentait un précédent ouvrage des mêmes auteurs, intitulé « La démocratie à portée de la main » ( chez Albin Michel ).

C'est « du bien le plus rare et pourtant le plus ignoré de nos économistes - le temps - » qu'ont cette fois-ci entrepris de nous parler Jacques Delors et ses amis.

« Nous sommes, affirment-ils, malades du temps : nous en avons trop ou trop peu ; il est mal et injustement réparti. Il nous talonne brutalement, bêtement. Dans la société libérale, il reste une valeur bafouée, une liberté confisquée, un bien bloqué — et c'est le plus précieux, la vie même : le temps. Cela ne peut plus durer. Reconquérir le droit au temps, tel est aujourd'hui l'enjeu ».

Comment ne pas souscrire au constat qu'ils dressent et à l'objectif qu'ils nous assignent ?

On pourrait s'attendre à ce que, partant de là, les auteurs se posent en moralistes guidés par quelque vaine utopie, se résumant en un slogan teinté d'esprit « soixante-huitard » : Prenons enfin le temps de vivre.

Certes, « La révolution du temps choisi » est riche d'utopies, si l'on entend l'utopie comme un futur possible

à défaut d'être un futur probable. Certes, ce livre pèche parfois par manque de réalisme.

Mais doit-on pour autant reprocher à Delors et ses amis de nous entraîner vers des rivages encore imaginaires, de nous faire mesurer l'absurdité de maintes situations de nos vies quotidiennes, de dénoncer la totale imprévision des cercles politiques traditionnels en matière d'aménagement du temps? Non, bien au contraire.

Cet ouvrage constitue enfin l'une des premières réflexions approfondies, à la portée du plus large public, qui ait été faite sur la place du temps dans l'organisation économique et sociale — Delors dit «sociétale» — de nos collectivités humaines.

On est très loin du débat qui occupe le devant de la scène sociale depuis plus de deux ans, à savoir la réduction hebdomadaire de la durée du travail, ou des mini-réformes qui interviennent de temps à autre pour étaler les vacances.

Jacques Delors indique parfaitement que de telles mesures ponctuelles, même si elles sont loin d'être négligeables, ne sauraient en aucune manière remédier seules aux blocages dont souffrent nos sociétés avancées, faute d'avoir su intégrer le facteur «temps» dans leurs perspectives de développement.

Lorsqu'on s'engage à vouloir «aménager» le temps, et pas seulement le temps de travail, il faut aller au bout de la logique du raisonnement. La «réappropriation par chacun de son temps, la véritable autogestion du temps» comme l'écrit Delors, passe inévitablement par la réponse à une question essentielle: «Et si nous pouvions vivre autrement?».

Ainsi l'on prend conscience, au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture, à tout instant passionnante, de «La révolution du temps choisi» de ce que le débat sur une préoccupation aussi vitale n'a jamais été véritablement noué. Sans doute parce qu'il suppose un tel bouleversement des habitudes qu'aucun pouvoir ne se hasarde à l'affronter.

Et pourtant... faut-il se résoudre à perpétuer des sché-

mas d'organisation du travail, de la vie de famille, de l'activité associative qui, en toutes hypothèses, freinent l'épanouissement des hommes, anéantissent la vie même de leurs communautés, parce que le temps n'existe plus qui pourrait favoriser les échanges et les confrontations, changer les relations de travail, redonner à la famille les moyens du dialogue?

«La révolution du temps choisi» est un livre qui tout entier dit non à cette fatalité, si tristement résumée dans la bouche de nos contemporains par cette sempiternelle excuse: «Je n'ai pas le temps...»

Que l'on ne croie pas trouver dans ce livre une quelconque esquisse de réponse philosophique à une telle attitude. Au contraire — et on le comprend de la part d'un homme comme Jacques Delors qui a été, un temps, associé à la définition de la politique gouvernementale — l'ouvrage fourmille d'indications chiffrées, d'exemples concrets, d'analyses aussi affinées que possible des différents domaines où se manifeste avec le plus d'évidence le mauvais usage ou la mauvaise répartition du temps. Il formule également les ébauches d'un projet de société qui ne vise pas moins qu'à nous faire passer «d'une société parcellisée dans son travail et dans son temps à une société réconciliée avec le travail et avec le temps».

Utopie, disions-nous: «Utopie est là, dès le départ de la réflexion: réconcilier travail et non-travail, refaire connaissance avec le temps et sa continuité, se retrouver devant son destin et le prendre en charge. L'utopie n'est jamais pleinement accessible, tant sont grandes les pesanteurs de l'action politique ou sociétale, mais elle est toujours là pour stimuler les porteurs du projet, pour les éclairer afin qu'ils retrouvent des voix pour se faire entendre à nouveau et les voies pour de nouvelles avancées». Voilà ce qu'en dit Delors lui-même.

Que ceux qui croient connaître la matière s'imprègnent de ce livre, ils ne sont pas au bout de leurs découvertes, que ceux qui n'ont jamais... le temps de vivre prennent le temps de lire «La révolution du temps choisi», il n'y perdront pas leur temps!

Jean-Pierre ROUSSEAU

Ed. Albin-Michel, 1980

## ● Un pape pour quoi faire? de Mgr Paul Poupard

Depuis 1978, la papauté est à la une de l'actualité: la mort rapprochée de deux papes et l'organisation de deux conclaves, l'élection d'un pape non italien, la très forte personnalité de celui-ci et son charisme, ses voyages sur tous les continents, tout cela s'est conjugué pour braquer les projecteurs sur cette institution deux fois millénaire. Il était donc nécessaire de proposer au public une information claire et solide. C'est maintenant chose faite avec

la publication simultanée de deux livres de Mgr Paul Poupard: *Un pape pour quoi faire?*, et, dans la collection *Que Sais-je?*, *Le pape*. Les notes qui suivent portent essentiellement sur le premier, le second en étant, dans les limites imposées par la collection, un résumé.

L'auteur est particulièrement qualifié pour parler du

pape : Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut Catholique de Paris, aujourd'hui archevêque et pro-Président du Secrétariat pour les non-croyants, fut sous les pontificats de Jean XXIII et de Paul VI attaché à la Secrétaire d'Etat. Il connaît donc parfaitement les rouages du gouvernement du Vatican. Mais universitaire, docteur en théologie et en histoire, auteur de nombreux ouvrages, il sait situer les derniers pontificats au travers de l'histoire mouvementée de l'Eglise depuis ses origines. La rigueur de l'historien se mêle à la ferveur du témoin et de l'homme d'Eglise qui ne cache pas sa foi en la mission séculaire de la papauté.

C'est le pontificat de Jean-Paul II qui a conduit Mgr Poupard à écrire ces ouvrages : « Jean-Paul II fait courir les foules... Quel est donc cet homme et son secret ? D'où vient-il à travers l'histoire et où nous conduit-il ? Ce livre voudrait répondre à ces questions » ( pp. 14-15 ).

Dans cette optique, le livre se compose de trois parties ( le « Que-Sais-Je » ? est simplement divisé en 8 chapitres, eux-mêmes subdivisés en plusieurs sous-parties, mais le plan général est sensiblement le même ). La première partie fait la part de l'héritage de l'Evangile et du poids de l'histoire. La seconde est une description qui cherche à « répondre à des questions simples et fondamentales : qu'est-ce qu'un pape ? Comment le fait-on ? Que fait-il et comment le fait-il ? Avec qui et comment travaille-t-il ? Quel est son gouvernement et quelle est sa politique ? » ( p. 15 ). Enfin, la troisième partie aborde certains aspects des cinq derniers pontificats, ceux de Pie XII, Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul I et Jean-Paul II. Nous avons là une défense et illustration de la politique pontificale depuis 1939.

### **L'HÉRITAGE DE L'ÉVANGILE ET LE POIDS DE L'HISTOIRE**

L'historien et le théologien qu'est Mgr Poupard nous mène donc d'abord à travers l'Evangile et l'histoire. A travers l'Evangile en premier lieu pour rappeler qu'un ministère spécial a été confié à Pierre par le Christ et qu'il s'est transmis à ses successeurs, comme en témoigne cette phrase de l'Evangile de Saint Matthieu inscrite en grandes lettres sur tout le pourtour intérieur de la Basilique Saint-Pierre de Rome : « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise ». L'auteur analyse les résultats les plus récents de la recherche ( pas seulement catholique ) sur le rôle de Pierre et sa place dans l'Evangile et se livre à une analyse rigoureuse des textes saints. Il montre ensuite comment la primauté du siège épiscopal de Rome, lieu du martyre de Pierre, s'est affirmé dès les premiers siècles.

Une rapide évocation de l'histoire de la papauté qui a profondément marqué de son empreinte l'évolution de l'Occident, permet à l'auteur de s'interroger sur les vicissitudes de cette histoire au cours de laquelle le message évangélique ne fut pas toujours respecté, et se demander comment l'autorité du pape a pu survivre « alors que tant

d'avatars auraient dû, humainement, l'engloutir » ( p. 56 ). La réponse doit se trouver dans « l'acte de foi de tous ceux qui ont cru de la façon la plus ferme que sur Pierre avait été bâtie l'Eglise » ( p. 56 ).

Cette première partie historique se clôt par un chapitre consacré à l'évolution des rapports entre le pape et les évêques à la lumière des deux derniers conciles ( Vatican I et Vatican II ) avec en illustration de larges extraits des constitutions *Pastor Aeternus* et *Lumen Gentium*. L'auteur est critique vis-à-vis de la première « dont le style militant nous choque aujourd'hui profondément » ( p. 71 ) qui définissait l'infailibilité pontificale et qui affirmait une « totale et absolue primauté du pape » sur les évêques ( p. 71 ). La situation fut rééquilibrée par *Lumen Gentium* en 1964, complément de Vatican I dont l'enseignement sur la primauté et l'infailibilité du pape est réaffirmé, mais qui affirme le principe de la collégialité épiscopale, précisé par le décret *Christus Dominus* sur la charge pastorale des évêques : ainsi « le pape apparaît comme la clé de voûte, étant bien entendu qu'il ne peut y avoir de clé de voûte sans voûte, et que ce sont les évêques qui la constituent » ( p. 75 ) : le pape exerce son rôle en communion avec les évêques qui sont les successeurs du collège apostolique, tel que le Christ l'a institué avec Pierre à sa tête. Le principe de la collégialité ainsi posé, nous en arrivons au fonctionnement du gouvernement pontifical.

### **LE PAPE, CE QU'IL EST ET CE QU'IL FAIT**

Mgr Poupard décrit avec clarté le mode de désignation du pape dont l'histoire fut longtemps tâtonnante. Le principe de l'élection par les seuls cardinaux a été établi par Nicolas II en 1059. La dernière réforme date de 1975 : c'est la constitution apostolique *De Romano Pontifici Eligendo* de Paul VI qui a régi les conclaves de 1978. L'évolution par nationalités du Sacré Collège désormais élargi aux « dimensions de la catholicité » ( p. 89 ) apparaît comme particulièrement importante car c'est grâce à cela qu'à pu se faire la rupture d'avec une tradition de plus de quatre siècles : l'élection d'un pape non italien.

Après avoir rappelé le rôle du pape en tant que chef de l'Eglise et l'importance de son enseignement, l'auteur nous guide dans les bureaux de la Curie qu'il connaît parfaitement pour en avoir fait partie pendant plusieurs années. La Curie, c'est « pour le pape des collaborateurs quotidiens dans l'exercice de son ministère au service de l'Eglise universelle » ( p. 107 ). C'est le fruit de créations successives des papes qui voulaient disposer des moyens pour faire face à leur mission. La Curie a été réformée dans son ensemble en 1967 par Paul VI qui en a fait un instrument moderne, au recrutement international. Le Secrétariat d'Etat, les Congrégations Romaines, les Secrétariats, Conseils, Comités, Commissions, Tribunaux sont décrits avec une grande clarté, donnant ainsi au lecteur une information nette et solide sur le gouvernement du pape. Cette deuxième partie s'achève par une présentation de la diplomatie vaticane dans ses struc-

tures, dans ses hommes (portrait de Mgr Casaroli pp. 163-165), dans ses orientations ; est analysée en particulier l'« Ostpolitik » depuis Jean XXIII et l'œuvre du Saint-Siège en faveur de la paix et des droits de l'homme.

### **LES PAPES EN NOTRE TEMPS, OU DIEU ET LA LIBERTÉ**

Cette dernière partie est essentiellement biographique : chacun des cinq pontifes est présenté (origines, formation, carrière) avec tous les éléments-clés pour comprendre le sens de leurs pontificats, ainsi replacés dans la continuité historique. Il peut paraître étonnant de trouver ici un chapitre consacré à Pie XII, alors qu'il est souvent admis que c'est avec Jean XXIII que se marque un tournant avec l'« aggiornamento » de l'Eglise et le lancement du Concile, ses successeurs se situant dans cette ligne. Cependant, Mgr Poupard rappelle d'abord que contrairement à une idée reçue, Pie XII a mené dans plusieurs directions (œcuménisme, liturgie, enseignement social...) une politique d'ouverture qu'il ne présente pas dans ses détails, ayant placé cette partie sous le signe des papes et de la défense des libertés : il se limite donc ici au problème de la papauté et du nazisme autour de la seconde guerre mondiale. C'est tout le problème du silence du pape face à l'holocauste. L'auteur fait justice des accusations souvent ignominieuses qui ont été répandues par divers auteurs. En s'appuyant sur des documents variés (témoignages, documents diplomatiques et en particulier ceux du Saint-Siège) il montre le rôle diplomatique et caritatif du pape, qui a retrouvé à Rome, grâce à ses interventions personnelles, le rôle antique de « Defensor Civitatis ».

Jean XXIII, « le bon pape Jean », reste dans les consciences comme un homme de cœur ; dans l'histoire, il est le pape qui a voulu l'« aggiornamento » c'est-à-dire la réforme, la mise à jour de l'Eglise, l'ouverture au monde, le dialogue œcuménique ; il est le pape qui a ouvert le concile et qui, comme le disait H. Fesquet Dans « le Monde » du 5 juin 1963 « a réconcilié l'Eglise avec son siècle » (p. 218). L'œuvre de ce pontificat court est donc considérable. Elle fut poursuivie par Paul VI avec acharnement : le concile mené à bien, l'œcuménisme, « le dialogue de paix avec tous les pouvoirs y compris communistes » (p. 231), la réforme de la Curie, les Encycli-

ques, les voyages missionnaires à travers le monde, la création du Synode des évêques, véritable organe de communion collégiale ; l'œuvre de Paul VI est énorme ; il est pourtant âprement contesté à la fois par les intégristes et les progressistes. Toutefois son « sillon courageux demeure tracé dans l'histoire comme un sillage d'espérance » (p.253).

C'est dans la continuité de Jean XXIII et de Paul VI que s'est placé Albino Luciani en choisissant symboliquement le nom de Jean-Paul I. Ce très court pontificat a son importance : « les 33 jours de Jean-Paul I, bien loin d'être une parenthèse éphémère vite refermée par l'oubli, ont au contraire durablement ouvert le chemin à Jean-Paul II » (p. 270). Venant d'un pays de l'Est, « homme d'Eglise, profondément enraciné dans la foi vivante et tenace de tout un peuple » (p. 273), son élection a eu « un écho prodigieux » (p. 272). Sa parole, inlassablement répétée, est claire et vigoureuse. Ses textes (l'Encyclique *Redemptor Hominis*), les discours prononcés à Puebla, en Irlande, aux Etats-Unis, en Pologne sont analysés : il s'en dégage l'idée proclamée haut et fort que l'homme a des droits parce que « Dieu et l'homme, c'est un tout » (p. 300) ; tous ces textes sont des plaidoyers pour l'homme : « il ne fait pas de politique, pas même anticommuniste, mais s'affirme comme force antitotalitaire, au nom de l'homme créé à l'image de Dieu et qui trouve toutes ses dimensions en Jésus-Christ » (p. 298). Ce pape apparaît donc comme un « croisé des droits de l'homme » (p. 294), et nous entraîne ainsi avec sa foi inébranlable, « vers le grand large, vers le 3<sup>e</sup> millénaire » (p. 300).

L'historien, le témoin et l'homme de foi qu'est Mgr Poupard mène donc le lecteur avec passion au travers de l'histoire, dans les dédales de l'administration pontificale, pour achever par ces admirables portraits. Ces pages, parmi lesquelles il faut faire une place particulière au très beau chapitre sur « Paul VI dans la mêlée », sont sans doute les plus fortes de cet ouvrage qui se termine par une conclusion sur le dialogue œcuménique.

Jean-Dominique DURAND

*Un pape pour quoi faire ?*, Ed. Mazarine, 1980, 352 p.

*Le pape*, P.U.F., coll. *Que Sais-je ?*, 128 p.

Les citations sont tirées de *Un pape pour quoi faire ?*

## ● Agir en politique de Paul Valadier

La question du statut moral de la décision politique est moins simple qu'elle ne le paraît aux yeux de certains. Il ne suffit pas de penser l'histoire sur fond d'absolu, il faut encore savoir à quel titre et de quelle façon l'absolu moral informe la prise de décision, dans toute sa concrétude : comment « agir en politique » (puisque tel est le titre de l'ouvrage du Père Valadier) (1) quand « nous n'avons ni vrai, ni bien que en partie, et mêlé de mal et de

faux », suivant la pensée de Pascal placée en exergue du livre ?

La morale joue certes un rôle capital en toute décision, mais, aujourd'hui, c'est la décision même qui devient introuvable : *qui décide ?* Il est impossible de répondre vraiment, qu'il s'agisse de la construction du R.E.R. ou de celle du système monétaire international. De ce fait, le

lieu de la morale devient fugace, évanescent, comme le champ politique lui-même. Aussi, la fluidité des normes et leur contestation font sans cesse affleurer la violence à même les relations sociales, puisqu'il n'est nul consensus sur le juste et l'injuste, le légal et l'illégitime (2). La décision et sa norme deviennent donc, l'une comme l'autre, insaisissables.

Cette brève analyse permet d'ores et déjà de dissiper deux slogans irritants : celui de « l'autonomie du politique » tout d'abord, qui laisse entendre qu'il suffirait de déchirer le voile sacré entourant *l'objet politique* pour qu'il apparaisse en sa consistance inaliénable quand cette dernière, nous l'avons vu, tient proprement du mythe ; celui du « tout est politique » ensuite, qui se dissout à terme en « rien n'est politique », puisqu'il n'est que la conséquence de la perte d'identité dont nous faisons le constat au départ.

Une telle situation ne peut qu'engendrer le désarroi d'où surgissent toutes les figures du manichéisme. Au-delà de leurs dissemblances, trois caractères en font une même et unique perversité : la recherche de la réalité derrière les apparences ; l'illusion du commencement absolu ; le moralisme (3). Echapper à la tentation du manichéisme revient à se souvenir que divers points de vue sont, non seulement possibles, mais légitimes. A cet égard, le point de vue moral ne fait pas nombre avec les autres : il consiste à vouloir introduire du sens dans le monde. S'instaure alors un jeu entre les valeurs existantes (*éthique*) et l'exigence de ce qui devrait être (*morale*), la volonté de l'universel devant s'inscrire dans la société telle qu'elle est.

Mais l'inscription de la morale en politique ne se produit réellement que dans un univers pluraliste. Le pluralisme se justifie par le fait que le consensus social n'est pas un point de départ, une base assurée, mais qu'il doit se construire perpétuellement, dans et à partir de la diversité. Il exclut l'illusion technocratique : la vérité de la société n'est pas déposée quelque part en son sein, lisible seulement par ceux qui savent. Aussi, la gestion raisonnable des conflits ne s'atteint-elle pas en écartant la particularité des intérêts et des regards, mais elle demande l'interaction des diverses approches, dont il faut accepter qu'elles soient *situées*.

Le pluralisme s'exerce par l'intermédiaire de la parole échangée. Paul Valadier souligne à juste titre l'importance du rôle du langage : « l'homme est politique parce qu'il est un être de parole. (...) S'il y a parole, c'est parce que l'homme ne peut pas se passer de se *représenter* ses désirs, ses aspirations, ses intérêts ; il doit se les dire, à la fois à lui-même et aux autres, pour pouvoir les repérer, les identifier, et, du même coup, mettre en œuvre les moyens de les réaliser (...) De ce point de vue, il n'est pas excessif d'affirmer que le trafic du langage constitue *la violence la plus fondamentale* de la vie sociale et politique, et donc l'immoralité à l'état pur (pp. 90-91). D'où l'importance d'une bonne pratique du langage, de la

discussion intitulée : « la discussion politique est toujours à la recherche *et* de ses principes, *et* de sa méthode, *et* du lien de la réponse : son véritable aboutissement n'est pas tant dans une réponse que dans le fait d'avoir rendu *possible* la discussion technique, ou, pour le dire d'une autre manière, d'avoir été jusqu'au point où les données se découvrent qui déterminent un problème d'action » (Eric Weil) (4).

Mais la discussion ne doit pas être source de relativisme, faire accepter l'erreur et l'injustice. Comment y situer l'exigence morale pour que celle-ci ne soit pas une « boîte vide » ou simple contestation négative ? Le problème se pose avec force lorsqu'on se réfère au droit naturel et à sa forme contemporaine, les droits de l'homme. Aussi, pour éviter l'abstraction pure, l'inefficacité politique, le droit de l'un doit-il postuler le devoir de l'autre. S'instaure alors une relation qui ouvre un espace social de réciprocité.

Ce dernier est polarisé par un principe régulateur : la finalité commune, le bien public. Comme Rousseau l'avait si bien vu, c'est la volonté commune qui, seule, fonde et garde la société (cf. les luttes de libération nationale ou, a contrario, le Liban). La notion de bien commun est certes, complexe, elle peut se diviser en « catégories » : c'est à la fois le *bien de la communauté* et la *communauté du bien*, c'est-à-dire un fait et un droit, dont les relations conflictuelles sont régulées par un troisième terme, une valeur que Paul Valadier — après, je crois, Gaston Fessard — nomme (de manière peut-être un peu facile) le *bien de la communion*. Ces catégories visent à dévoiler les aspects que la décision doit prendre en compte, lui montrant la tension entre le *fait*, le *droit*, et la *valeur* à susciter.

Cependant, les remarques précédentes n'ont de sens que si l'homme peut agir dans l'histoire. Il convient à cet égard de ne pas céder à la fascination de l'impuissance, à l'imaginaire de l'apocalyptique. Il faut mesurer l'efficacité suivant d'autres critères que ceux qu'on emploie pour les relations interindividuelles. L'action sur les structures et les institutions relève des « médiations longues ».

Il y a ainsi étalement de la décision, qui s'élabore peu à peu dans la circularité des buts, des objectifs et des moyens. Il s'agit de découvrir progressivement, par l'intermédiaire du calcul et de la technicité, ce que l'on veut au juste. « Et, contrairement à un préjugé tenace, la chose la plus difficile à saisir, c'est justement la visée ultime : la santé, la paix, l'égalité. On ne sort des brumes de l'imprécision et de l'inefficacité brouillonne qu'en s'astreignant à savoir ce que parler (de santé, de paix) veut dire » (p. 144). La présence de la nécessité, de la menace amène à préciser la hiérarchie de ses valeurs et de ses choix. Seul cet effort de clarification peut fonder un discours et une politique raisonnables et responsables, c'est-à-dire faisant passer la conviction morale en exigences d'action propres à la réalité.



Un dernier chapitre essaie de dégager les repères du chrétien dans la décision politique. Le chrétien décide avec une sensibilité déjà informée par une certaine éducation de la foi. C'est ainsi que la participation à la liturgie l'amène à privilégier les valeurs de rassemblement, d'unité, de conciliation, et, d'autre part, de responsabilité personnelle, de confession et de pardon. Les tentations propres à l'inscription de ces valeurs dans le domaine politique sont d'ailleurs éclatantes. Mais, vécues dans l'inspiration des Écritures, ces références constituent une possibilité d'ouverture extraordinaire. En témoignent le refus particulièrement fort du mensonge et de la violence meurtrière (posant du même coup les conditions d'un ordre juste), l'exigence du pardon (« acte de fécondité et, rigoureusement, de re-création » p. 178), et, enfin, le devoir de suspendre le jugement : soumise à celui de la Fin de l'Histoire, l'espérance eschatologique s'interdit de diaboliser l'adversaire. En politique, le chrétien ne se sécurisera pas par des excommunications radicales (« Dieu ou la bombe » tranchait Jean Toulat), il ne confondra pas sa foi avec un surnaturalisme qui lui dicterait des impératifs d'action immédiate, mais il se fera toujours attentif, dans l'épaisseur de toute sa liberté concrète et située, à discerner l'appel de l'Esprit.

\*  
\* \*

On a essayé, dans les lignes qui précèdent, de résumer ce livre court et dense le plus fidèlement possible. Paul Valadier s'est fait connaître par ses études sur les « maîtres du soupçon » (Nietzsche, principalement). Il en a gardé l'horreur de l'à-peu-près, du verbe étourdi par son mouvement propre. A son exemple, on évitera les commentaires superflus : cet ouvrage, décapant, vigoureux, tout de rigueur et de probité, s'autorise assez de lui-même.

Benoit VERMANDER

(1) *Agir en politique (décision morale et pluralisme politique)*. Edit. Cerf, 1980, coll. "Recherches morales", 189 pages.

(2) Cf. Yves Michaud, *Violence et Politique*, Gallimard, 1978, coll. "Idées".

(3) Sur le manichéisme, se référer en priorité à la pensée d'Hannah Arendt. Pour une présentation de cet auteur, voir P. Valadier : "Le politique contre le totalitarisme", *Projet* n° 143, mars 1980.

(4) *Philosophie Politique*, Vrin, 1956, p. 206. Eric Weil est plusieurs fois cité, et l'on s'en réjouit, par Paul Valadier.

## ● Pour une nouvelle organisation du travail de Camille Georges

Camille Georges est un ancien O.S., ancien militant syndicaliste. Aujourd'hui, il a une activité professionnelle d'entrepreneur et politique d'Adjoint au Maire de Lyon. Il vient de publier aux éditions Jacques-Marie Laffont un « *Essai pour une nouvelle organisation du travail* ». Ce livre fait quelque bruit, car il se propose d'apporter une réponse, ou tout au moins des éléments de réponse, à une question immense et complexe : comment résoudre le double problème du chômage et de l'inflation sans atteindre le pouvoir d'achat ? C'est très ambitieux ! Mais l'auteur ne manque pas d'imagination — d'une imagination optimiste — et son ouvrage s'inscrit dans l'approfondissement de la notion de productivité.

Camille Georges suggère que pour combattre efficacement le chômage la durée annuelle du temps de travail soit amenée à 1460 heures, ce qui, pour le salarié se traduirait en moyenne par une réduction de l'ordre de 400 heures par an. Corrélativement, il est proposé par l'auteur une utilisation plus intensive des machines, des locaux et des investissements.

Estimant que le chômage a pour principale origine l'augmentation des coûts de production, Camille Georges a cherché le moyen le plus efficace de réduire les prix de revient. Les charges sociales, certes, participent à cette augmentation ; toutefois, ce sont surtout, à ses yeux

les prix sans cesse plus élevés, non seulement des matériels utilisés, mais aussi des moyens mis à notre disposition pour vivre (travail, loisirs, déplacements, etc...) qui pèsent le plus lourd.

Or, rien dans notre comportement actuel ne concourt à diminuer le volume des investissements de tous ordres. Il faut, selon l'auteur, renverser la vapeur. D'où l'idée d'une *nouvelle organisation du travail*, et par voie de conséquence, d'une nouvelle manière de vivre qui, tout en étant plus agréable, permettra d'utiliser plus intensivement tous les équipements.

Partant de ce raisonnement, Camille Georges a imaginé la semaine de 2 x 30 heures de travail effectué par deux équipes travaillant 10 heures par jour trois jours chacune.

Le résultat schématiquement exprimé débouche : — sur l'utilisation du matériel de production pouvant atteindre 3.120 heures par an soit une augmentation de près de 70 % ; — sur la réduction du nombre des déplacements des travailleurs dans une proportion variant, suivant le cas, de 40 à 70 % ; — sur l'étalement des week-ends sur la semaine entière amenant l'étalement des déplacements ; — sur une facilité accrue d'étalement des congés ; — sur la réduction du chômage en proportion du nombre des travailleurs entrant dans le système 2 x

30. A ce sujet, il faut noter que, dans l'immédiat, seulement 25 à 30 % du monde du travail semble devoir être concerné. Mais la robotique, la bureaucratie et tous les systèmes qui amènent une modernisation des entreprises mettront progressivement celles-ci en mesure de pratiquer la semaine 2 x 30.

La réduction de la durée de travail et l'utilisation plus intensive des équipements des entreprises entraînant un abaissement des prix de revient sont les deux mesures qui, de l'avis de Camille Georges, aideront à mieux maîtriser les problèmes de chômage et de l'inflation. Elles mettront, en même temps, les entreprises françaises dans une meilleure situation de compétitivité.

Ce témoignage d'un homme de terrain mérite de retenir l'attention des hommes publics et des économistes. Dans l'état actuel des choses, il ne faut rien négliger des propositions formulées avec conviction et réflexion par tous ceux qui participent à la recherche des meilleurs moyens pour lutter contre la crise. Il serait donc souhaitable, dans le cadre d'expériences susceptibles d'être significatives, de soumettre à l'épreuve des faits et de l'action les suggestions et les raisonnements de Camille Georges.

Henri BOURBON

*Editions Jacques-Marie Laffont*

## ● Histoire d'une migration de Lucien Guissard

« Un jour de septembre, le pays s'éloigna. La brume avait sa profondeur d'océan. Elle n'était pas encore glacée comme en hiver, mais elle sentait l'été refroidi : une odeur de givre nouveau, qui annonce les neiges, et de sous-bois, quand dorment les fougères, quand l'air ardennais change de goût pour la fête rouge et grise de l'automne. Nous habitons alors Halleux. Ce n'est pas mon pays ; c'est tout près ».

Le pays c'est Mousny : c'est de Mousny que partit Lucien Guissard, un jour de septembre. « Dans une clarté pâle, j'aperçus le collège, ma deuxième maison natale ». Pour l'essentiel, la migration est accomplie. L'enfant vient de quitter sa terre. Il prend pied sur un nouveau continent : celui de la culture.

Mousny, c'est l'enfance, « le pays de l'ortie blanche », le pays des « genêts en flamme », le maquis des ronces et du chardon bleu. « Je n'ai pas d'enfance à raconter. Dans mon Ardennes, dans mon lopin d'Ardennes à moi, il ne se passait rien ; nous n'étions rien ; nous n'avions presque rien. Le pays des riches, des intelligents, commençait là ou finissait notre îlot paysan... ». Si : Lucien Guissard a quelque chose à raconter. La pauvreté est une histoire, la vraie pauvreté, celle où l'on se partage un œuf à deux, où l'on se fait une fête d'avoir un hareng grillé à déjeuner. « Ce n'était pas le malheur, chez nous ; c'était la pauvreté ». « Je n'envie pas les enfances fortunées ; j'ai vécu autrement ; je n'aimerais pas mentir ; et l'avenir me préparait des prodiges ». Lucien Guissard sait ce qu'il faut penser des épanchements bucoliques, des « pastorales et bergeries » : « le mensonge tout court ». L'adjectif « virgilien », lui fait regretter l'absence de notre langue du « point de scepticisme », dont, certes, nous aurions l'emploi. Il vient d'un monde où pour survivre, il fallait « tuer la terre ». « Tuer la terre » : il y a là comme un « accent de malédiction ». Il n'est pas de ceux non plus qui canonisent « le bon paysan bien sage, soumis à l'autorité, pilier de la paix sociale, toujours prêt à faire un bon soldat là

où on se fait tuer le plus, dans l'infanterie. Le paysan chéri de la nature sinon des hommes et promis à la récompense des enfants obéissants ». Aux laudateurs de la « sagesse terrienne », Lucien Guissard a deux mots à dire : « si l'envie me vient, je commencerai par dire deux mots à certains laudateurs qui n'exaltent notre mode de vie que pour dresser un contre-feu devant tout changement social et qui, à force de nous vouloir exemplaires, nous transformeraient en moutons ». Lucien Guissard ne fait pas l'éloge de la résignation. « Où a-t-on extirpé toute résignation ? Et par quels moyens ? Si la recette avait été trouvée, ça se saurait. Education, émancipation, progrès social, oui, cent fois oui, mais personne n'y songeait pour nous qui n'avions pas encore ce qu'il aurait fallu d'initiation pour y songer tout seuls ». « Nous n'avons certes pas reçu en héritage la vertu d'impatience ».

Pour la religion, on pratiquait à Mousny « un catholicisme de pauvres » qui après tout n'était peut-être pas un « si pauvre catholicisme ». « ... J'ai résolu de respecter la terre où fut ma semence : elle était peut-être maigre, mais elle était cultivable ». « Effort, travail, obéissance, austérité : avec ce bagage je me suis mis en route ; on n'en meurt pas ; il comporte même quelques vivres difficilement remplaçables ». « Discipline à la maison, discipline à l'église, discipline à l'école... ». Hé, oui : voilà un bagage qui vous garde de devenir jamais un blasé, un bagage qui permet d'apprécier la valeur et la saveur des choses telles qu'elles se présentent au fil de la vie.

Mais voici que l'enfant de Mousny est jugé capable « d'aller aux écoles ». « L'idée du sacerdoce me fut suggérée ; je ne l'ai pas trouvée tout seul ; on m'a fait signe et je ne disais pas non ; on ne me violentait pas... ». « Ma vocation ce fut aussi simple que cela : une idée inspirée qui rencontre peu à peu l'assentiment ». « Je suis un pupille de l'Eglise comme on dit un pupille de la nation. Je lui dois tout, exactement tout... ». Voici le collège, puis

après le collège, l'université de Louvain. Voici les nouvelles terres, celles de la connaissance (la co-nnaissance disait Claudel), celles de l'apprentissage, celles de la culture. « Je suis un privilégié » dit l'enfant de Mousny. « Transfuge. La mère regardait le fils... Qu'était-il donc devenu ce fils ? Qui était-il ? ». « La migration m'a déporté le plus simplement du monde vers les terres inconnues... Terres inconnues, mais sans tempêtes, sans volcans : les humanités classiques, la philosophie, la théologie, selon le cycle traditionnel à l'époque dans l'Église catholique ». « La docilité paysanne sera longtemps ma seule ligne de conduite, la volonté de bien faire, un respect des règles qui frisait le manque d'imagination ». Lucien Guissard le reconnaît : l'infidélité n'est pas son fort. Conformisme ? Au contraire : tout le livre respire la liberté de l'esprit. « La culture libère la faculté critique, au besoin contre soi ». Au fur et à mesure que s'approfondit la migration, le regard du voyageur gagne en profondeur, en autonomie. Mais Lucien Guissard n'est pas l'homme des contestations mondaines. Il juge des hommes, des choses et des événements avec un recul et un scepticisme qui n'exclut certes ni l'attention, ni la passion. Aucune idéologie ne dicte ses choix si la foi les éclaire. « Le chrétien, le prêtre, avaient, inutile de le dire, leurs raisons vitales de s'adresser aux piliers du grand âge, de la tradition, de la continuité, de l'intangible. En même temps, et cela me tient à cœur, je ressentais un fort besoin d'évolution, teinté de toutes les illusions juvéniles qu'on voudra. Un mot me soulevait, comme une musique de marche ; « moderne ». D'autres le haïssaient, le haïssent toujours ; je l'ai revu et corrigé ; je ne le hais point ».

On pourrait multiplier les citations. Lucien Guissard évoque son métier, le journalisme (« La conscience de l'imparfait ne détruit pas l'amour que ce travail m'a inspiré, ni la confiance raisonnée que je garde en sa capacité culturelle ». « L'actualité du mal est devenue plus sensible avec la montée du sens critique »), les voyages (« ... le monde ne nous appartient pas ; il oppose durablement à notre espérance d'universalité les barrières culturelles, les plus épaisses, que nous pensions pouvoir renverser, que nous aspirons à contourner, et les barrières politiques. Il faut s'habituer à être vu de l'extérieur... »). « Je voudrais acquérir le bon usage chrétien du scepticisme », la critique littéraire (« le critique littéraire d'un journal est un journaliste ; il n'est qu'un journaliste ». « Le critique a le devoir d'informer ». « J'ai parfois pensé avec embarras à ce que j'aurais écrit des romans de Dostoïevsky au moment où ils paraissaient... »).

Lucien Guissard parle des livres et de la lecture avec un infini respect. Les livres étaient inconnus dans le monde où il est né : à cause d'eux, cependant, les ayant beaucoup fréquentés, il mourra différent. « Apprendre à lire et à écrire était une grande chose, au village ». « Exaltation », « célébration », « révélation » dit encore Lucien Guissard. « Dix fois, cent fois, on m'a demandé, parfois avec un accent apitoyé, si je n'étais pas saturé de livres. la réponse est : non ». Non : le livre c'est la vie. Il l'exprime, il la crée. Nous vivons, environnés de la foule des héros que les

écrivains ont appelés à l'existence. L'homme écrit. « N'essayez pas de l'en empêcher ; il a toujours fait cela ; sans cela il mourrait : il n'y aurait plus d'hommes ». « ... il y a encore des écrivains ». Hé oui, et qui écrivent parce que c'est leur loi d'écrire. « Tout n'a pas été dit ; jamais ».

Le chapitre intitulé « La grande aventure », consacré à la littérature contemporaine, est passionnant. La synthèse tient en cette phrase : « la familiarité avec la littérature conduit aux limites parce que notre temps a la passion de la limite et que cela veut dire le contraire des barrières ». Beau sujet de dissertation.

Et pour terminer une dernière citation : « ... je me rangerai, armé d'un paisible humour, parmi les tâcherons qui suivent à la trace les créateurs, parmi les témoins sans importance d'une histoire inachevée ».

Pourquoi tant de citations dans cette note de lecture ? Parce qu'il eût été dérisoire de paraphraser, parce que ces quelques lignes extraites de la masse du texte donnent mieux qu'aucun commentaire le ton du propos. La quatrième partie comprend cinq chapitres : « Tombeau » ( la mort d'une mère, le désert, l'épreuve ) ; « un incertain silence » ( les incertitudes contemporaines ; « je ne brûle pas ce que j'ai adoré » ) ; « l'homme et le principe » ( l'homme n'est pas une « passion inutile » ) ; « l'histoire du paroissien » ( je suis et reste de la paroisse ) ; « l'île dans la mer » ( les murs de la maison natale ont tenu sous le vent de la mer ). On ne fera pas de citations : tout est à lire.

Lucien Guissard parle bien des écrivains parce qu'il en est. Cela se reconnaît très précisément à ceci que, sous sa plume, le ton et le fond s'accrochent en une synthèse à la fois très travaillée et parfaitement naturelle. L'œuvre consiste en cette symbiose. D'où la vanité des débats sur la forme et le fond. Il faut avoir quelque chose à dire et le dire de telle manière que quand on tourne les pages ce qu'on entend, c'est une voix. Ouvrez les « Mémoires intérieurs » de François Mauriac et vous percevrez l'inimitable chuchotement qui nous tient encore sous le charme. Lisez l'« Histoire d'une migration » et vous entendrez une voix. C'est beaucoup.

Fermeté lucide, fidélité critique, sérénité conquise, un chrétien au milieu du siècle, tel apparaît Lucien Guissard. Chez lui, l'équilibre n'est pas immobilité mais mouvement. Plus le champ de vision s'élargit, plus la conviction s'approfondit de sorte que le centre de gravité demeure stable.

Un reproche tout de même : livre magnifique que l'histoire de cette migration, mais d'allure un peu testamentaire. Or je lis que Lucien Guissard est né en 1919. 61 ans : que diable, on ne dépose pas le harnais à cet âge-là !

Dominique-André KERGAL

*Edit. Desclée de Brouwer*

# Pour la patrie et la liberté

par ETIENNE BORNE

**L'**hégémonisme soviétique est une donnée première de la situation internationale. Et on discute assez vainement entre kremlinologues pour savoir si la politique russe est un impérialisme de modèle classique qui ne se servirait du communisme et des communistes dans le monde que pour mieux parvenir à ses fins de domination matérielle ou si cette politique se confond avec un expansionnisme idéologique qui n'utiliserait la force des armes que pour propager un marxisme sans frontières à des fins de domination spirituelle. En réalité les deux entreprises se conjuguent et se fortifient l'une l'autre, pour faire une même volonté de puissance qui entend régner sur les peuples et gouverner les esprits.

Aussi le Léviathan moderne suscite-t-il aux deux extrémités de l'Empire la résistance de la liberté et du patriotisme. Résistance les armes à la main dans une lutte tragiquement inégale, comme en Afghanistan. Résistance non violente et les mains nues comme en Pologne. Mais au centre de l'Europe comme au cœur de l'Asie, les mêmes contre les mêmes. Des hommes debout qui, dans la fierté d'une culture violente, refusent l'inhumanité totalitaire.

C'est avec tendresse et admiration qu'il faut penser à Lech Walesa. Chacun a pu voir, face aux apparatchiks cravatés de raideur et d'idéologie, au langage et à la figure de bois, ce père tranquille, cet ouvrier que rien ne distingue de ses camarades, façonné comme eux par le labeur quotidien, et qui a tellement la tête de tout le monde que le visage de cet homme quelconque ruisselle d'une prodigieuse et singulière humanité.

A ce peuple hier remué en ses profondeurs et affermi en son espérance par la visite du pape, Lech Walesa offre aujourd'hui à portée de main l'insolite, l'imprévisible, l'impossible : créer un espace syndical libre, à la manière dont l'Eglise a maintenu et défendu pied à pied un espace religieux libre. Sans outrance romantique et sans la moindre démesure du geste et de la parole, on ne revendique qu'un droit humain élémentaire, celui de s'associer librement entre travailleurs dans la solidarité des existences et des convictions. L'appel du héros étant attendu ne pouvait être qu'entendu par tout un peuple moins disposé que jamais à abdiquer son droit à la liberté et qui sait bien que, n'était le pape Wojtyla, Lech Walesa serait le plus grand des polonais actuellement vivants.

Jusqu'ici, Moscou n'a jamais toléré qu'un commencement d'hérésie libérale et démocratique apportât chez ses satellites un esprit de subversion dans cet ordre socialiste et marxiste dont la capitale du communisme est la vigilante protectrice. « La Pravda » a rappelé que la notion de syndicat libre, et donc indépendant du parti communiste, était selon Lénine, aussi absurde qu'anti-socialiste. A ce langage comminatoire ont fait écho les vassaux de Moscou, qui craignant la contagion de la liberté ou agissant selon un plan prémédité au-dessus de leurs têtes, se mettent à fermer leurs frontières tout en dénonçant comme anti-socialistes les syndicalistes patriotes d'une trop proche Pologne.

Ce lourd dogmatisme n'est pas de bonne augure. On doute que les références léninistes soient assez catholiques et assez polonaises pour faire rentrer dans le devoir socialiste Lech Walesa et ses camarades de « Solidarité ». Les maîtres de l'Union soviétique, et de quelques autres Etats, ont en effet l'habitude de n'invoquer de si haut la force des raisons idéologiques que pour les faire appuyer ensuite par la plus convaincante et plus irrésistible puissance des colonnes motorisées.

On ne sait que trop bien en effet quel fut le destin des courageux, des téméraires qui, dans la Hongrie de 1956 ou la Tchéco-Slovaquie de 1968, ayant pris le terrible risque d'ajouter au socialisme quelques incongrues libertés démocratiques, ont appelé sur eux la foudre et furent écrasés dans l'indifférence pleurnicharde de l'Occident. Les jeux toutefois ne sont pas faits. Le cas polonais est très singulier. Les hommes du kremlin pourraient n'être pas incapables de calcul et se demander s'il ne leur faudrait pas payer trop cher une exécution militaire de la Pologne qui ne serait pas sans dommage et pas seulement pour leur prestige. Les exemples de l'histoire et les conseils du réalisme politique ne vont pas toujours dans le même sens défaitiste et il est arrivé que des colonisateurs soient vaincus par la fausse victoire qu'ils croient avoir remportée sur la révolte des colonisés. La plus grande puissance coloniale du monde pourrait y penser avant de commettre l'irréparable.

L'avenir de la Pologne dépend aussi de nous tous. Une mobilisation, dans le monde, des hommes libres et des Etats encore libres ferait certainement réfléchir les tsars rouges si tous savaient s'écrier d'une seule voix « Ne touchez pas à la Pologne » comme l'ont fait un certain nombre d'intellectuels français de toute obédience politique dans un manifeste (1) qui a, hélas, eu plus d'écho en Pologne qu'en France. Pourtant liés par une longue histoire d'intelligence réciproque, nous devrions nous sentir plus directement concernés par ce combat des Polonais pour une vie plus digne dans une patrie moins asservie. Les gouvernements démocratiques et d'abord le notre ont les moyens de faire savoir d'avance dans le style qui convient que l'inacceptable s'il survenait ne serait pas accepté.

Telle est la seule politique qui vaille. Ce que nous avons de liberté, dans une Europe qui ne sera pas indéfiniment à moitié libre et à moitié esclave, ne saurait être toujours équilibré par la servitude des autres dans l'injuste balance qui à la longue, finira par rompre. La fatalité en histoire est le mythe que secrète pour se justifier l'esprit de démission. Le passé de la Pologne n'est que trop riche en héros glorieusement vaincus. Le « pro patria et libertate » ne peut pas être toujours une inscription sur le tombeau des martyrs, mais devenir une maxime des vivants pour une vie nouvelle. Dieu est trop haut et la France trop loin disaient les Polonais pour expliquer leurs défaites. Aujourd'hui Dieu a du se rapprocher puisqu'il y a à Rome un pape polonais, et il dépend de nous autres Français de faire la France plus proche de ceux qui se battent aussi pour nous.

(1) Appel Pologne, 30 rue Saint-Dominique, 75007 Paris.